

Années 1923 et 1924

— 11 —

COMMISSION des Douanes et des Conventions
commerciales.

(ANNÉE 1923)

Président :

M. MOREL (Jean).

Vice-Présidents :

MM. MASCURAUD, TOURON.

Secrétaires :

MM. DONON, EUGÈNE CHANAL.

Membres :

MM.

AUBER.
BACHELET.
BOMPARD.
BOUCTOT.
BUHAN.
CADILHON.
CHAPSAL.
CHARPENTIER.
COURRÉGELONGUE.
DELAHAYE (Dominique).
DENIS (Gustave).
ERMANT.
GALLET.
~~N~~ Delmelle
JAPY.
LAURAINÉ.

MM.

LEDERLIN.
LEFÈVRE (Abel).
LEGLOS.
MAURICE GUESNIER.
MAZURIER.
MENIER (Gaston).
MONY.
NOEL.
PICHÉRY.
Lieutenant-Colonel PLICHON.
POTIÉ.
QUESNEL.
RAJON (Claude).
ROLAND (Léon).
SCHEURER.
Villette Gate.

1

Commission des

Douanes

et Conventions Commerciales

-
Année 1923
-



3

Séance du mercredi 24 janvier 1923

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Lemaire. S'agenouille les membres présents.

Sont présents: MM. Lemaire, Jean Morel, Scheurer, Chapral, Aubert, Guernel, Lallet, Eugène Chanaud, Magnier, Japy, Emmerlingue, Charpentier, Duban.

Excusés: MM. Gustave Denis, René Forge, Pichon.

M. le Président rend hommage aux qualités éminentes du Président sortant, M. Jean Morel. « Je tiens beaucoup, dit-il, à saluer affectueusement le président qui s'en va pour saluer avec plus de sympathie encore le président qui va revenir » (applaud.).

Il est procédé à l'élection du bureau.

Le bureau sortant est réélu à l'unanimité.

Le bureau en sera ainsi composé:

Président: M. Jean Morel

Vice-présidents: MM. Mascunant et Touron

Secrétaires: MM. Donon et Eugène Chanaud.

M. le Président Ernaut adresse ses félicitations à tous les membres du bureau, qui vient d'être élu, et passe la présidence à M. Jean Morel.

Présidence de M. Jean Morel

M. le Président présente ses compliments à M. Ernaut, le remercie du tout aimable qu'il a donné à son allocution. Il adresse ses remerciements à la Commission et dit qu'il s'efforcera de justifier sa confiance en dirigeant ses délibérations non seulement avec la même impartialité que par le passé, mais avec une ponctualité aussi bonne que possible et avec un absolu dévouement à la tâche qui m'incombe. ajoute-t-il, ne sera pas trop lourde, grâce au concours de tous. En terminant, il exprime le souhait que l'esprit de cordialité et de confraternité qui préside toujours aux délibérations présentes, se fasse à assurer la défense des grands intérêts dont la Commission est chargée. (applaud.)

Il est procédé à la nomination du rappporteur général.

M. Noël est élu à l'unanimité.

Sont nommés :

Président de la sous-commission des travaux <u>travaux</u> sociaux	M. Pichon
<u>Secrétaire</u>	"
"	"
"	M. Guenel

Président	"	<u>conventions comm.</u>	M. Noël
<u>Secrétaire</u>	"	"	M. Duber
(en remplacement de M. Louis David, qui ne fait plus partie de la commission)			

5

M. Chapsal en adjoint aux membres de la délégation interparlementaire, qui se trouve ainsi composée :

MM. Jean Morel, Brun, Nail, Scheurer, Bouctot, Plichon
Chapsal.

Fixation de l'ordre du jour et divers.

Le projet relatif aux compteurs ^{de tous} électriques ayant été déposé sur le bureau du Sénat, M. Plichon est autorisé à déposer son rapport -

Il en est de même en ce qui concerne le projet relatif aux compteurs de mesure.

M. Plichon est prié de présenter à la prochaine séance de la Commission son rapport sur le projet portant ratification du décret relatif aux follets non argentifères

M. Auber est nommé rapporteur du projet portant ratification du décret relatif aux monuments funéraires en granite, en remplacement de M. Sireyrol, qui ne fait plus partie de la Commission. Il présentera son rapport à la prochaine séance.

A l'ordre du jour de la prochaine séance figurera également le rapport définitif de M. Japy sur le régime financier des crayons simples, en pleine ou en ardoise naturelle.

M. le Président fait connaître que M. Scheurer a demandé que la Commission reprenne la discussion de la proposition de loi relative au régime des admissions temporaires, qui est depuis 1919 en instance devant elle

et qui avait été ajournée, d'un commun accord, jusqu'à la
revision des tarifs douaniers. Cette question pourrait figurer
à l'ordre du jour des prochaines séances.

Il en est ainsi décidé, après une courte explication de
M. Scheurer, qui voudrait que le régime des admissions
temporaires soit bénéficié actuellement l'Alsace soit
étendue à toute la France.

M. le Président fait connaître que M. Haas, président
de la Commission des Douanes de la Chambre, demande
une réunion de la Délégation interparlementaire, en vue
d'examiner le projet de taxe supplémentaire de 2 décimes,
en ce qui touche les droits de Douane. Bien que la Commission
des Finances de la Chambre ait repoussé cette proposition,
M. le Président accepte de réunir la Délégation.

La prochaine séance est fixée au mardi 30 janvier.

La séance est levée à 15 heures.

Le Président.

7

Séance du mardi 30 janvier

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Scheurer, Plichon, Chapral, Gallet, Delahaye, Aubert, Gustave Denis, Bachelet, Guesnier, Tôtie, Tapy, Bonctot, Eugène Chanal, Lidenlin.

Excusé - M. Guesnel.

- I M. le Président donne lecture d'une lettre de M. René Jonge qui, nommé membre de la Commission des Finances, donne sa démission de membre de la Commission des Douanes. M. le Président ajoute qu'il a exprimé à M. René Jonge ses regrets et ses sympathies.

M. le Président donne lecture d'une lettre de la Société des Membres du Maghreb remerciant la Commission des Douanes de la solution donnée au projet relatif au régime douanier des produits marocains.

- II. L'ordre du jour appelle la discussion du projet portant ratification du décret du 24 avril 1922, relatif aux plombs non argentifères.

M. Plichon donne connaissance de son rapport. Celui-ci est approuvé et M. Plichon est autorisé à le déposer et à en demander la ~~discussion~~ mise à l'ordre du jour.

III. Projet portant ratification du décret du 22 mars 1912, relatif aux monuments funéraires en granit.

M. Aubert donne lecture de son rapport.

M. Chapal demande que l'on justifie dans le rapport la nouvelle tarification.

Sous le bénéfice de cette observation, le rapport est approuvé et M. Aubert est autorisé à le déposer et à en demander la mise à l'ordre du jour.

IV. Proposition tendant à modifier le régime financier des crayons simples, en pierre ou en ardoise naturelle.

M. Japy donne lecture de son rapport, modifié conformément aux décisions de la Commission. Il propose la formule : « ^{tarif minimum} ~~tarif~~ minimum des crayons artificiels ».

M. Chapal et M. le Président proposent la formule suivante : « tarif : suivant le régime des crayons d'ardoise factice nus ou recouverts de papier ».

Il en est ainsi décidé.

M. Japy est autorisé à déposer son rapport, à le faire

distribuée et à en demander la mise à l'ordre du jour. 9

V. Proposition ayant pour objet de modifier la loi du 11 janvier 1892 en ce qui concerne les médicaments empoisonnés.

M. Chapal donne lecture de son rapport.

Répondant à M. Bouclot, M. le Président donne quelques renseignements sur la loi de germinal concernant les produits secrets et d'une façon générale sur la réglementation des substances vénéneuses.

M. Delahaye demande si ce texte n'a rien à voir avec les réclamations des pharmaciens concernant la taxe.

M. le Président répond négativement.

Les différents articles et l'ensemble de la proposition sont adoptés. M. Chapal est autorisé à déposer son rapport et à en demander l'inscription à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

VI. M. le Président attire l'attention de la Commission sur un article de la loi des finances, actuellement en discussion, qui supprime les taxes accessoires de statistique, droit de timbre, etc. et les remplace par un droit de 20% ad valorem pour toutes les importations, même celles affranchies du droit d'entrée.

M. Delahaye parle à propos d'un amendement qu'il a déposé au projet sur le chapitre d'affaires.

M. le Président réplique qu'il ne s'agit pas des mêmes choses. Dans le cas qu'il signale, il appartient à M. le Président qu'il y a une mesure financière et il propose que cette question soit examinée par la Commission, afin qu'elle puisse donner son avis, si celui-ci était demandé.

Il en est ainsi décidé. M. Chapsal en charge de préparer cet examen et d'apporter ses conclusions à la prochaine séance.

(La séance est suspendue pendant un quart d'heure pour permettre aux membres de la Commission de prendre part à un scrutin).

VII A la reprise M. le Président fait une communication concernant les deux projets relatifs aux zones franches : le projet de statut financier des zones anciennes zones et le projet tendant à approuver la convention franco-suisse établissant des rapports de bon voisinage et de commerce entre ces zones et les cantons suisses limitrophes. Ces deux projets sont venus à l'ordre du jour de la séance et seront votés très prochainement. M. Bompart avait été chargé par la Commission des deux rapports. Mais il est retenu à Lausanne par la Conférence des pairs, où il représente la France. Dans ces conditions il conviendrait de demander à M. Bompart s'il pense être en état de déposer à bref délai ses conclusions. (approbation)

VIII - Régime des admissions temporaires -

M. le Président fait l'histoire de cette proposition, dont le Sénat a été saisi en 1919. Elle avait été renvoyée pour étude à M. Noël. Sur l'avis du rapporteur et par décision à peu près unanime de la Commission, il fut convenu que la ~~pro~~ mesure envisagée n'apparaissant pas comme opportune. M. le Président fait connaître à ce sujet que les archives de la Commission des Douanes depuis l'origine jusqu'en 1919 inclus ont disparu lors du déménagement de la Commission.

M. le Président expose ensuite en quelques mots l'esprit de la proposition, dont M. Scheurer demande la mise à l'étude.

M. Scheurer explique que la faculté d'admission temporaire par décret existe pour l'Alsace et la Lorraine. Ces départements jouissent d'un régime de faveur qui n'est pas concédé aux autres régions, ce qui est contraire à la justice. La Chambre étant dans sa dernière année de législature, si l'on n'aboutit pas maintenant, la question sera renvoyée aux calendes grecques. Or, dans deux ans, le régime spécial que l'Alsace et la Lorraine ont vu au harlé de paix prendra fin et le produit des départements reconquis tombera davantage sur les marchés français. Il y aurait lieu pour eux d'organiser dès maintenant leur exploitation.

M. le Président précise la position de la législation pour l'ensemble du pays. Lors du retour de l'Alsace-Lorraine, un article 268 du traité de paix prévoit l'admission en franchise pendant cinq ans sur le territoire allemand

des produits alsaciens et lorrains, dans une quantité fixée par le gouvernement français, quantité ne pouvant pas dépasser la moyenne annuelle des années 1911 à 1913. Le but de cette disposition était de ne pas fermer à l'industrie alsacienne et lorraine les débouchés qu'elle s'était créés pendant l'occupation allemande et d'éviter en même temps l'écoulement déversément trop rapide de ces produits sur le marché français. En outre, le gouvernement allemand s'engageait à laisser librement sortir d'Allemagne et à laisser réimporter en franchise les produits textiles venus d'Allemagne dans les territoires d'Alsace et de Lorraine pour y subir des opérations de finissage.

C'était un régime d'exception, qui a donné à ce moment complète satisfaction aux représentants alsaciens et lorrains et dont l'application, d'ailleurs, n'a pas été facile. Le reste du pays continuait à être régi par la législation antérieure.

Il semble que la situation ne soit plus la même. D'autres régions, comme Lyon, demandent la même faveur. Il l'en pourrait reprendre l'étude de la question en détail à partir de la prochaine séance. (Assentiment unanime)

M. ~~le Président~~ Scheurer remercie. Il ajoute que l'Allemagne n'a pas tenu l'engagement pris. Elle impose un droit de 6% sur les tissus qui viennent se faire finir en Alsace.

Plusieurs membres : C'est un nouveau manquement - Il faudrait le signaler.

La séance est levée à 10 heures.
Le Président

Séance du mardi 6 février

La séance est ouverte à 14h 30 sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Chapsal, Scheurer, Plichon, Bonclot, Japy, Léon Roland, Julesmier, Aubert, Quesnel, Cadillon, Courrefemagne, Dominique Delahaye, Buhon.

Excusé : M Eugène Chanal.

I. Projets relatifs aux zones franches du pays de Jex et de la Haute-Savoie.

M le Président donne lecture d'une lettre de M Eugène Chanal faisant ressortir l'intérêt qu'il y aurait à hâter l'examen des projets relatifs aux zones franches, de façon à ce qu'ils soient adoptés avant le référendum suisse du 18 février.

M le Président donne quelques explications sur ces projets, qui ont été votés par la Chambre, mais n'ont pas encore été déposés sur le Bureau du Sénat. Sans partager les craintes de M. Eugène Chanal, M. le Président ne voit pas d'inconvénient à ce qu'il resigne sa satisfaction. M. Boncompagni, toujours occupé par le traité de paix avec la Turquie et susceptible de retourner

à Lausanne, ne serait pas en état de suivre en temps utile la discussion devant le Sénat. Il propose lui-même des'effacer devant un nouveau rapporteur. Dans ces conditions, M. le Président propose de désigner comme rapporteur M. Noël, rapporteur général. (assentiment unanime).

Sur une observation de M. Noël, M. le Président dit qu'il a tout au Président du Conseil pour lui demander son sentiment sur l'urgence. Il attend nécessairement la réponse.

M. Noël déclare que des rapports très complets et très détaillés ayant été déjà présentés à la Chambre, il pourrait éviter de revenir sur les points longuement examinés et se borner à un rapport beaucoup plus simple. Dans ces conditions, il serait en état de le déposer dès vendredi.

M. le Président fait remarquer qu'à la Chambre cinq grandes commissions ont donné leur avis. S'il devait en être de même au Sénat, il serait impossible d'aboutir aussi rapidement. Toutefois, si tel est le désir du Président du Conseil, le Comité des Travaux fera, en ce qui la concerne, toute diligence, et M. Noël en prie de préparer son rapport pour la prochaine séance.

Il en est ainsi décidé, après une observation de M. Chapuis, qui développe la pensée de M. Eugène Chaval de faire pressir sur l'opinion suisse.

II Droits et taxes accessoires en Douane (art. 49 de la loi de finances) -

M. le Président explique que l'article qu'on va examiner figurait dans le projet du gouvernement sous le n° 17, puis dans le texte de la Commission sous le n° 13, enfin est devenu l'art. 49. C'est pourquoi les protestations écrites qu'il a soulevées portent l'un ou l'autre de ces numéros.

M. le Président donne lecture de l'article, puis donne la parole au Rapporteur, M. Chapsal.

Auparavant, M. Plichon pose une question de procédure. Il demande que l'article soit renvoyé à la Commission des Douanes pour avis.

M. le Président répond qu'il s'en est déjà entretenu avec M. Millès-Morin, Président de la Commission des Finances, qui s'en montre favorable. Il intervient une fois de nouveau, en temps utile.

M. Chapsal, rapporteur, expose le sens de l'article. Celui-ci a été combattu à la Chambre par trois auteurs d'amendements, qui tous ^{lui} reprochaient ~~de vouloir~~ de remplacer par une taxe générale frappant toutes les importations, des taxes particulières ~~correspondant~~ ~~aux droits de douane déterminés~~. M. Chapsal passe en revue, d'une façon détaillée, les différentes taxes qu'on propose de supprimer et montre qu'en effet elles correspondent à des services déterminés. M. Isaac, à la Chambre, auteur d'un des amendements, a fait ressortir qu'on allait en outre frapper les matières premières. M. Bertrand, député de La Rochelle,

a montré que, contre l'avis du ministre, la mesure ne constituerait même pas une simplification, car les calculs de statistique devraient être maintenus dans les ports pour les taxes de piége. Le ministre, de son côté, a insisté sur le fait qu'il n'envisageait pas d'obtenir des ressources nouvelles, mais qu'il avait conçu cette réforme dans un esprit de simplification et de justice. Il a signalé en passant qu'elle supprimerait 58 fonctionnaires.

L'association de l'industrie et de l'agriculture a fait un calcul d'où il ressort que l'augmentation de taxes qui en résulterait ne serait pas négligeable. On abrogeait 30 à 35 millions sur l'importation et l'exportation et on en mettait 45 uniquement sur l'importation, ~~donc~~ 28 millions sur les matières premières. En définitive, conclut le rapporteur, quand on voit les buts poursuivis par le ministre, simplification et équilibre des taxes et 58 employés supprimés, et quand on met en balance les répercussions qui se produiront sur l'industrie, quand on songe qu'on va changer une organisation acceptée par tous et qui ne frappe que des cas particuliers, on peut conclure qu'il serait bien préférable de rester dans le statu quo et que les protestations formulées par l'association de l'industrie et de l'agriculture, par l'industrie textile, par les chambres de commerce, sont justifiées. (approbations unanimes).

M. le L^c. Plichon applaudit à l'exposé si clair et si net de M. le rapporteur. Si le ministre avait entendu chercher un supplément de ressources, il se serait posé une question pathétique et il faudrait examiner la mesure de très près. Mais puisque'il n'en est rien, d'après les déclarations mêmes du ministre, M. Plichon la combat comme anti-économique. Il serait contraire à toute la politique douanière de la France de frapper

17

les matières premières et de les frapper d'une taxe ad valorem
c'est-à-dire majorant la matière première au fur et à
mesure que celle-ci se plus élevée.

M. Dominique Delahaye donne lecture d'un
amendement qu'il a soumis à l'Union des syndicats
patronaux de l'industrie textile et qu'il a l'intention
de présenter devant le Sénat, amendement tendant,
s'il ne peut faire repousser complètement l'article,
à ce que du moins les matières premières ne soient
pas imposées, jusqu'à concurrence de 18 millions.

M. Chapsal estime que cet amendement rendrait
la réforme illusoire. Celle-ci ne se justifierait plus.

M. Delahaye réplique qu'il veut acculer le ministre
à la contestation.

M. Chapsal a envisagé une combinaison nouvelle,
pour le cas où il serait décidé de substituer une
nouvelle taxe à celle visée par l'article 49 -
Au lieu d'une taxe de 0,20 ad valorem, il suggère
de créer un système de taxes qui suivraient la
taxation douanière. On ajouterait par exemple
1 centime par franc de droit douanier. Ce serait
un centime additionnel ajouté au principal.
Ainsi, les matières premières qui ne paient pas
de droit douanier, ne seraient pas taxées et on
resterait dans l'esprit de notre politique douanière.
L'exportation serait ainsi exonérée, puisqu'on ne
paye de droits qu'à l'entrée. M. Chapsal ajoute
que ce chiffre de 1 centime procurerait l'équivalent
des taxes supprimées. (approbation générale)

M. le Président constate que la commission est unanime à demander le rejet de l'art. 49 et propose la tactique suivante = comme la modification n'est pas à sa place dans la loi de finances, on en demandera d'abord la disjonction et on agira sur la Commission des finances pour qu'elle-même demande cette disjonction. Si cette satisfaction est accordée, on aura le temps nécessaire pour chercher ~~une~~ solution. Si la disjonction est refusée, on se rabattra sur l'amendement de M. Chapsal. (assentiment)

M. Delahaye remettra également son amendement à tous fins utiles.

III. La question de l'admission temporaire, qui figurait à l'ordre du jour, est renvoyée à une prochaine séance.

M. Plichon demande si l'on a connaissance des bruits selon lesquels, dans les conversations échangées avec la Belgique, il serait question de céder à celle-ci des ~~droits~~ droits inférieurs à ceux du tarif minimum. Il ne faut pas oublier que cette réglementation s'appliquerait ipso facto à d'autres pays. Aucun des membres présents n'en a entendu parler.

La séance est levée à 15h 45

Le Président

Séance du mardi 9 février

La séance est ouverte à 15h15, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents, MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Eugène Chaval, Chapsal, Scheurer, Totie, Bompard, Gallet, Courrejalmagne, Buhan, Villette-Jaré, Bonetot, Lammarié.

M. le Président explique pourquoi la séance, qui devait commencer à 15 heures a été retardée de quinze minutes. Il s'agit d'un incident relatif aux deux projets concernant les zones franches. Le premier avait été renvoyé pour le finit à la C^{te} de Douanes et pour avis aux affaires étrangères ; le second, approuvant la Convention, avait été, en fin de séance, renvoyé quant au finit à la Comm^{te} des affaires étrangères et pour avis à la Commission des Douanes. D'accord avec le président de la Commission des affaires étrangères, M. le Président vient de demander au Sénat, au début de la séance de ce jour, que les deux projets, qui sont connexes, soient mis deux renvois à la Commission des Douanes. C'est chose faite actuellement.

M. le Président ajoute qu'il a prie M. le Rapporteur général, qu'il remercie pour son gros effort, de vouloir bien préparer son rapport pour qu'il puisse être déposé aujourd'hui, le président du Conseil attachant une grande importance au vote de ces projets avant le référendum suisse du 18 février. M. Noël a déjà effectué le dépôt en blanc. La Commission a aussi fait

ont le nécessaire.

La parole est donnée à M. le Rapporteur général pour présenter ses rapports sur les deux projets :

1^o Projet de statut domanier.

M. Noël, rapporteur général, donne lecture de son rapport.

M. Jallet déclare que comme ses collègues de la Haute-Saône, MM. Guy et Fernand David, il votera contre le projet.

Un court échange de vues a lieu au sujet de la promulgation et de la mise en vigueur de la loi. M. Chapsal donne lecture de l'art. 7 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875.

Le texte de la Chambre est mis aux voix. Il est adopté à l'unanimité des membres présents, moins 1 voix (celle de M. Jallet).

M. Eugène Chanal expose que, bien qu'opposé au principe de la suppression des zones, il votera le projet, parce que dans les circonstances actuelles les populations zoniennes seraient changées entre deux contours domaniers.

2^o Projet approuvant la Convention de bon mariage de 7 août 1921.

M. le rapporteur général donne lecture de son rapport.

M. Bompart, sollicité par M. le rapporteur général, propose de supprimer une allusion faite dans le rapport à l'art. 48^e du traité de Versailles, afin de ne pas confirmer à la Suisse un point que la France a contesté.

M. Chapuis estime également qu'il faut être sur ce point assez mesuré. Après un échange de vues, il est décidé de maintenir le texte de M. le rapporteur général.

A propos du passage du rapport où il est fait allusion aux importants intérêts de la France, M. Eugène Chaval fait observer que si le référendum suisse repousse la convention, la France pourra essayer, dans de nouvelles négociations, d'améliorer sa situation.

On passe à l'examen des articles. Ceux-ci sont successivement adoptés, après observations de MM. Bompart, Eugène Chaval, Chapuis et de M. le Président.

L'ensemble du rapport de M. Noël est ~~adopté~~ approuvé et M. le rapporteur est autorisé à en demander la discussion à la séance du vendredi 12 février.

La séance est levée à 48 heures.

le Président

Séance du mardi 27 février

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Mm, Ingénieur Chanaud, Chapsal, Olichon, Bachelet, Roland, Guesmier, Jallet, Bompard, Japy, Bonetot, Rajon, Delahaye, Buhan, Aubert, Charpentier, Villette Jâté.

Excusé : M. Noël.

I. - Projet de loi relatif au régime de la loi du 19 juillet 1890 aux papiers de cellulose d'origine et de provenance tunisiennes.

M. le Président rappelle l'objet de la loi du 19 juillet 1890 et énumère les divers produits tunisiens auxquels cette loi accorde la franchise des droits. Il fait connaître les raisons qui ont amené le gouvernement à proposer l'extension de cette franchise aux papiers de cellulose. La principale est le souci de nous rapprocher pour cet article de la dépendance étrangère en utilisant l'alfa tunisien. M. le Président ajoute, à ce propos, qu'il en a écrit en ce moment, au ministre des affaires étrangères, un projet d'uniformité avec la Tunisie.

M. Rajon dit que ce projet a la bonne fortune d'avoir reçu l'adhésion de tous les intéressés, producteurs et

consummateurs. Jusqu'à présent, le pays d'alfa était le
privilege de l'Angleterre. Il est intéressant de développer
cette industrie en Tunisie, notamment pour l'édition.
Le gouvernement beylical a, de son côté, exonéré les pays
d'alfa et les alfas bruts exportés de Tunisie en France du
droit d'exportation de 1^{er} et de 2^{es} par quintal antérieurement
en vigueur.

M. Chapsal approuve également le projet parce qu'il s'agit
d'une matière première et que la France a intérêt à laisser
les produits premiers entrer en franchise.

M. Rajon s'associe à cette observation, mais en faisant
remarquer qu'en réalité la matière première de la
pâte de cellulose, c'est le bois avec les produits chimiques.
Mais on a toujours peu protégé cette matière, parce
que la disparition du marché serait très préjudiciable.
Si on ne la favorisait pas, ce serait la disparition de
l'industrie du papier dans certaines régions.

Le principe de l'adoption du projet, mis aux voix, est
voté à l'unanimité.

M. Rajon est désigné comme rapporteur. Il donnera
lecture de son rapport à quinzaine.

M. le Président signale qu'il y a, d'autre part, un
projet connexe, tendant à rapporter un décret relatif
aux pays de cellulose. Ce projet n'a pas encore
été soumis au Sénat. Mais déjà le Syndicat de la
Presse parisienne a demandé à être entendu par
la Commission à son sujet.

M. Rajon est prié de voir officiellement le Président
de ce Syndicat et si ce dernier insiste pour être entendu.

par la Commission tout entière, on pourra le convoquer lorsque le projet sera repris.

M. Rajon propose de nom également M. Blanchet. Il ajoute qu'il s'agit de l'opposition de la presse, laquelle n'est nullement lésée par le décret. Il se demande s'il n'y a pas confusion.

Revenant à M. Plichon, M. Rajon fait connaître que la production de la pâte de cellulose en France n'est pas inférieure actuellement à $\frac{1}{4}$ ou $\frac{1}{5}$ de la consommation générale. Il a la conviction que si, au début de la guerre on avait eu en France quatre fabriques de pâte de cellulose, le papier n'aurait jamais dépassé le prix de 120^{fr} - au lieu des 400^{fr} qu'on a dû à un moment le payer.

M. Tapy fait remarquer l'intérêt qu'il y a à ménager les forêts et à éviter le déboisement.

II. Communications Diverses.

- 1°) M. le Président annonce qu'il a reçu les protestations contre l'art. 149 de la loi de finances tendant à remplacer les taxes foncières accessoires par des droits de 20% ad valorem. Les Chambres de Commerce de Lyon, Rouanne, et l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture Françaises, l'Union des Syndicats de l'Industrie Textile, le Syndicat général de l'Industrie cotonnière protestent, cette dernière société même en admettant une modification des taxes accessoires actuelles.

M. Delahaye dit qu'ayant écrit à ce sujet à la Direction des Domaines, il en a reçu une étude assez poussée, qu'il remettra à la Commission, avec les

25
remarques de M. Bessonneau et celles de M. Fleury, de
l'Union des textiles.

M. le Président dit que les calculs qui avaient été
faits pour l'industrie cotonnière étaient incomplets.
Ils vont être refaits.

M. Villette fait connaître que l'assemblée des
présidents des Chambres de commerce, réunie ce matin,
a protesté à l'unanimité contre ce remplacement
des taxes accessoires par un droit ad valorem.

29) M. le Président annonce que le président de l'association
de l'industrie et de l'agriculture françaises a envoyé une
protestation contre le régime douanier applicable à
l'Indo-Chine. M. le Président donne quelques
explications sur ce régime.

M. Plichon dit que la raison qui a poussé
l'association à protester est qu'en ce moment
le gouvernement serait en conversations avec
le Japon au sujet de demandes de ce pays pour
ses importations en Indo-Chine. Il en a crainte
que l'application des coefficients à l'Indo-Chine
soit retardée jusqu'au règlement de ces pourparlers.

M. le Président rappelle que la législation permet d'appliquer
temporairement des régimes spéciaux.

30) M. le Président annonce qu'il a reçu aussi des protesta-
tions de la Chambre de Commerce de Vienne et de celle
de St Etienne en ce qui concerne les peaux de lapins
et les chapeaux de feutre. Il expose la situation de
cette matière première et du produit fabriqué et ajoute

que les communications pourront être utilisées lorsque la Commission sera saisie de la question.

- 4°) M. le Président communique enfin une lettre de M. Desbordes au sujet des expositions de chasselas. Il demande une entente avec la Belgique. La lettre sera envoyée au Ministre du Commerce.

La séance est levée à 15h30

Le Président

Séance du mardi 6 mars

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Eugène Chaval, Bompard, Scheurer, Bouctot, Aubert, Mazurier, Maurice Fuesnier, Lederlin, Delahaye, Quernel, Plichon.

1° Communications diverses.

M. le Président donne lecture d'une lettre du Président du Syndicat des fabricants de papier demandant à être entendu, si une autorisation est accordée au Syndicat de la Presse parisienne, en sujet du projet de ratification du décret relatif aux pâtes de cellulose.

M. le Président rappelle que M. Rajon a été prié de s'aboucher avec le Président du Syndicat de la Presse parisienne - la lettre lui sera également remise.

2°) La Chambre de Commerce Seine et Oise proteste contre les diminutions des coefficients des chapeaux de feutre. La lettre est signée de M. Villatte-Jadi, Président de la Chambre de C^{ie} et Ronateurs et même de la Commission de Douanes.

3°) Communication en fait d'une lettre au ministre

du Commerce relative aux rognures de fer blanc
desarmées par le chlore. L'Allemagne a rattaché toutes
les rognures. L'usine qui s'est créée en France
demande une prohibition de sortie.

II Proposition relative au régime des admissions temporaires.

M. le Président rappelle en quelques mots l'objet de la
proposition de loi, qui pourra servir de base de discussion,
tout en laissant à la Commission la possibilité de s'occuper
de questions connexes. Puis il donne la parole à M. le
rapporteur général.

M. le Rapporteur général expose la création et le développe-
ment du régime de l'admission temporaire, introduit dans
notre législation par la loi du 5 juillet 1836, et modifié
par divers décrets jusqu'à la loi du 11 janvier 1892 et aux lois
postérieures. Il y ajoute des considérations sur le régime
allemand en Alsace-Lorraine, régime favorable à ces
départements. Venant de la proposition de loi, il se
demande s'il convient d'en adopter les dispositions ou
de les modifier. En ce qui le concerne, il y a plusieurs
dispositions qui lui paraissent dangereuses pour
l'industrie française. C'est ainsi qu'à l'art. 1 il est
déclaré que la mise en entrepôt est considérée comme
exportation. M. le rapporteur général craint que
cette disposition ne se prête à une certaine spéculation.
D'autre part, à l'art. 2, aucune limite n'est fixée.
M. le rapporteur général estime qu'il y a là une disposition
dont il y a lieu d'examiner avec le plus grand soin
les conséquences.

M. Scheurer rappelle à son tour la législation de l'admission

29

temporaire avant 1870 et, pour l'Alsace-Lorraine, pendant l'annexion. Dans le régime allemand, l'admission temporaire était considérée comme un droit commun, dont il fallait demander le bénéfice.

M. Scheurer se place surtout au point de vue de l'industrie textile et plus particulièrement de l'impression des tissus. Si cette industrie de l'impression a pu se développer en Alsace pendant l'annexion, c'est grâce à l'admission temporaire. En France, cette industrie, qui ne bénéficiait pas de l'admission temporaire, n'a fait, dans le même temps, aucun progrès. Le 21 novembre 1918, tout aussitôt après la désannexion, l'Alsace et la Lorraine ont été autorisées par décret à bénéficier de l'admission temporaire. Mais les industries des autres départements n'en jouissent pas. Les industries d'Alsace et de Lorraine ne veulent pas profiter d'un régime d'exception - Elles veulent être considérées comme des industries françaises et que les avantages qu'elles possèdent soient étendus à tous les Français.

Répondant aux observations de M. le rapporteur général, M. Scheurer défend l'art. 1^{er}, car on ne peut pas faire payer de la main d'œuvre française et l'art. 2, estimant que le régime des décrets a ses avantages.

Telles sont les observations générales qu'il a l'honneur de présenter. Il se réserve de parler au moment de l'examen détaillé des articles, si l'expérience de ses 45 années de pratique peut apporter quelque lumière.

M. Dominique Delahaye se déclare également partisan de l'admission temporaire, à condition qu'elle ne soit pas mal appliquée.

M. le Président expose que depuis le dépôt de la proposition de loi, en 1919, il s'est créé une situation nouvelle dont il faut tenir compte. Elle est due à l'art. 268 du traité de Versailles, par lequel le gouvernement

allemand s'en engage à laisser pendant cinq ans les fils et textiles venir se faire tisser en Alsace. Ce régime provisoire prend fin au 30 jour. 1911. D'autre part, Lyon, Epinal, Rouen, qui sont les centres principaux d'impression, réclament les mêmes avantages. La proposition meurt donc d'être retenue.

Mais M. le Président fait observer que la proposition Lohle ne vise pas les tissus de coton, lesquels ne sont pas acceptés par la loi de 1892. Il conviendrait donc de déposer un amendement, pour que la commission puisse être saisie de ce point particulier. Cet amendement devrait spécifier que le bénéfice de l'admission temporaire est accordé aux tissus de coton et aux fils de coton.

Sur une intervention de M. le rapporteur général, il est décidé que la proposition Lohle servira de base de discussion et que l'on abordera l'examen des articles au cours de la prochaine séance.

La séance est levée à 15h27

Séance du mardi 13 mars

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Mnel.

Sont présents : MM. Jean Mnel, Mascunaud, Noël, Chapsal, Scheurer, Bompard, Japy, Plichon, Seris, Aubert, Guernel, Buhau, Donon, Villette Gati, Delahaye, Eugène Chanaud.

Excusé : M. Rajon.

L'ordre du jour appellerait le projet de loi relatif aux pâtes de cellulose d'origine et de provenance tunisiennes, mais en l'absence de rapporteur, M. Rajon, l'examen en est renvoyé à une date ultérieure.

M. le Président donne lecture d'une ~~lettre~~ communication du Syndicat des fabricants de chapeaux de feutre, venant de Nogent le Rotrou. Cette communication comprend une lettre à M. Chéron, la réponse du ministre de l'Agriculture ainsi que la réponse de l'industrie intéressée. Ils demandent l'institution d'un droit de sortie sur les peaux de lapin, les chapeaux profitant de la dépréciation de notre monnaie pour acheter les peaux et par suite déterminant une hausse sur cette matière première indispensable à l'industrie des chapellerie.

M. le Président fait observer que l'institution d'un droit de sorte serait une méthode archaïque. Les intéressés pourraient mieux soutenir la prohibition temporaire que justifierait la situation.

M. Gaby dit avoir lu que la production des peaux de lapin est très supérieure à la consommation. Ce qui met l'industrie chapelière en état d'infériorité, c'est l'élévation des salaires et aussi un défaut d'organisation des industriels, qui ne savent pas se grouper pour acheter.

M. Quémener déclare que le commerce de peaux de lapin est un véritable trust.

M. Villette (ré) appuie cette observation. Il ajoute que le poil français est acheté par les États-Unis et revient ensuite en France travaillé.

II. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de loi concernant le régime de l'admission temporaire.

On aborde l'examen des articles.

M. le Président donne lecture de l'article 1^{er}.

M. Scheurer propose de supprimer au second alinéa les mots : « ayant reçu préalablement un complément de main d'œuvre » et « à charge de réexportation à l'identique », pour ne pas empêcher les industriels qui ont importé une trop grande quantité de marchandises, de s'en débarrasser en le réexportant. Il ne pense pas qu'il y ait un mem-

33

vement pour le commerce ~~intérieur~~ à celui de tels mar-
chandises sont réexportés dans l'étranger ou les a reçues
et, d'autre part, il semble facile de trouver la disposition
au moyen, par exemple, d'un pliage spécial -

M. Japy, puis M. Chapral, font observer que l'objet
de l'admission temporaire est de fournir le
main d'œuvre ~~et~~ que propose M. Scheurer, ajoute
M. Chapral, n'est plus de l'admission temporaire,
c'est une opération de transit. Il faut toujours
exiger que la marchandise entre en France en
essort avec une plus-value due au supplément
de main d'œuvre. Sinon, il y a un certain danger
de favoriser la spéculation - Peut-être pourrait-on
dire qu'exceptionnellement, quand un industriel
~~ou commerçant~~ aura fait entrer une certaine quan-
tité de marchandises et qu'il lui en restera un petit
stock, cette opération pourra être convertie en opération
de transit. Ce serait à étudier. Et encore, M. Chapral
ne veut pas se prononcer à ce sujet. En tout cas, il ne
faut pas toucher à la définition donnée à l'art. 1^{er}.

M. le Rapporteur général approuve les paroles de M.
Chapral. Si on veut, dit-il, faire ressortir les marchan-
dises, il y a l'entrepôt.

M. Scheurer déclare accepter la suggestion de M.
Chapral - La réexportation pourra se faire avec autorisa-
tion de la Direction générale des Douanes.

M. le Rapporteur général objecte que ce ne serait plus
l'entrepôt réel, mais l'entrepôt fictif.

M. le L^c Olchon dit que la question de l'entrepôt
et celle de l'admission temporaire sont deux questions

difficultés. Il rappelle les mécomptes auxquels donna lieu antérieurement l'admission temporaire et demande que toutes les précautions nécessaires soient prises.

M. le Président estime également que cela changerait le caractère de l'admission temporaire. Le régime de l'entrepôt, qui a été chargé, donnera satisfaction à M. Scheurer pour la question qui l'intéresse. Il rappelle qu'il n'y a eu qu'une exception, faite en 1910, à l'égard de l'admission temporaire, elle concernait les tissus d'Exhème-Orient, forges et autres - Ces tissus pouvaient être mis en entrepôt et y rester un an pour être ensuite réexportés. Qu'on puisse demander ce régime pour un autre article, ce serait à examiner - mais il ne faut pas introduire ce principe dans une loi générale.

M. Scheurer dit que la mise en entrepôt présente de grosses difficultés pour le fabricant. Néanmoins, il n'insiste pas pour une modification que le président, le rapporteur général et deux membres de la commission ne croient pas pouvoir soutenir.

Les 2 premiers alinéas sont adoptés.

Sur le 3^e paragraphe, ~~les propositions de M. Japy appuyées par M. le Rapporteur général, le Comité, le Comité d'experts et les autres commissions de même nature. On dit mots... de même nature...~~
proposé d'ajouter après les mots « ... avec des matières de même nature... » les mots « et de même valeur » -
Un fabricant, en effet, peut faire venir des aciers de Norvège, les utiliser et faire ressortir des aciers du pays, de valeur différente. Il lui serait facile de réaliser ainsi de bénéfices considérables.

M. le Rapporteur général reconnaît la justice de

cette observation, mais préfère le mot « qualité » 35
au mot « valeur ».

Après des observations de MM. Chapal et Plichon,
les mots « et de même qualité » sont adoptés.

M. Dominique Delahaye demande que l'on ajoute
encore à ... et de même prix », mais devant les
objections de M^{me}. le Rapporteur général et de M. Plichon,
il n'est pas.

Les derniers paragraphes et l'ensemble de l'art. 1^{er} sont
adoptés.

Sur l'article 2, M. le D^e Plichon demande la
suppression du parag. 2, qui prévoit un décret.
M. Plichon ne croit pas que l'on ne puisse
attendre trois mois pour obtenir l'admission
temporaire. Il veut que ce soit la loi seule qui
autorise les importations en franchise.

Sur le parag. 1^{er} M. le Rapporteur général s'élève
contre le délai de cinq ans prévu. Rien dans le
rapport fiscal, ni dans les lois précédentes, ne
justifie ce délai, qui risque de favoriser la
spéculation et accroître la possibilité de fraude.

Un délai de 18 mois, permettant, en cas de nécessité,
d'attendre la saison favorable, devrait être le
maximum.

Il semble à M. Chapal qu'il y a un malentendu.
L'art. 2 ne règle pour le délai pendant lequel on
doit transformer la marchandise, celui-ci figure
à l'art. 5. L'art. 2 est une prescription imposée
au législateur de choisir entre deux systèmes.

C'est la durée de la loi spéciale de l'admission temporaire.
M. Chapsal ajoute qu'il y a, d'ailleurs, quelque chose de bizarre et de puéril à vouloir régler un pouvoir qui est souverain et propose la suppression des mots «... soit sans limitation de durée, soit pour une période de cinq années au maximum ».

M. Donon fait remarquer que le rédacteur a voulu donner de la sécurité à certaines industries qui s'installent. Il suggère que l'on ajoute, à la fin du paragraphe «... et qui précise la durée ».

M. Chapsal réplique que le législateur, quand il veut faire un essai, aime toute liberté ~~donner~~ de prévoir un délai. Il ne faut pas, dit-il, charger le texte inutilement.

M. Scheurer fait observer qu'une certaine garantie est donnée par l'art. 8.

Le 1^{er} paragraphe de l'art. 2 est adopté, avec la modification proposée par M. Chapsal, suppression des mots «... soit sans limite de durée, soit pour une période de cinq années au maximum ».

Sur le 2^e paragraphe, M. le L^c Plichon répète qu'il voudrait qu'on ne prévienne pas de décret. L'industriel peut toujours attendre les trois mois de l'intercession pour solliciter l'admission temporaire. D'autre part, si le loi n'approuve pas le décret, c'est engager l'industriel dans des frais inutiles. Enfin, comment pourra-t-il jouir de l'admission temporaire pendant un an, comme le prévoit l'art. 8 ?

M. le Rapporteur général soutient le texte de la Chambre,

force qu'on peut avoir besoin de mesures rapides. La 37
machine parlementaire se hâte à mettre en mouvement.
L'industriel ne veut d'avis satisfaisant, non pas au bout de trois
mois, mais parfois d'une année ou davantage - Quant
aux risques indiqués par M. Richon, c'est à l'industriel
de savoir, lorsqu'il fait sa demande, s'il peut les courir -
M. le Rapporteur général pense toutefois qu'il faut
interpréter ainsi l'art. 8: dans le cas où le décret
ne serait pas ratifié, l'admission temporaire devrait
cesser immédiatement. Au contraire, s'il y a garantie
d'une loi, il paraît légitime de laisser la mesure
pendant une année.

M. le C^{te} Richon est d'accord avec M. le Rapporteur
général sur l'interprétation de l'art. 8. En ce qui
concerne le principe du décret, il manifeste ses
vues. Il se rappelle le trafic des aiguis à centons en
1882 et la spéculation à laquelle avait donné lieu
l'admission temporaire. Le Parlement avait alors
décidé que ce serait la loi qui accorderait les
admissions temporaires. L'orateur regretterait qu'on
fît machine en arrière. Sans doute, la machine
parlementaire est lente. Mais il y a une certaine
analogie entre le cas actuel et la suppression
du droit de gouvernement de modifier les droits de
douane par décret.

M. le Rapporteur général fait observer que toutes
les corrections au régime des admissions temporaires
ont été faites par décret. Le principe seul a été
réglé par une loi. Il ne voit au décret que des
avantages.

M. Scheurer partage la manière de voir de M. le
Rapporteur général. Il ne voit pas au danger des

décrets, puisque l'on demande l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, lequel fait une expertise. D'autre part, le décret étant pris, l'industriel aura l'assurance que la loi qui devra le confirmer ou l'abroger sera plus rapide.

M. Louis-Léon Denis partage l'avis de M. Pichon. Il rappelle qu'à l'époque où parlait M. Pichon, il était membre du Comité supérieur du Commerce et de l'Industrie et qu'on eut beaucoup de mal à supprimer en partie les abus de l'admission temporaire. C'est une question très délicate que celle de l'admission temporaire. Le décret donne moins de garantie ~~qu'une~~ ^{que la} loi.

M. Gaby est également de l'avis de M. Pichon. Toutes les grandes industries ont déjà demandé l'admission temporaire. Ce ne sera donc qu'une industrie nouvelle qui pourra la demander. Il ne faut pas qu'elle risque de troubler ^{l'industrie} l'industrie française.

M. Chapsal reconnaît que la question est très délicate, car elle peut, si elle est mal organisée, faire échec à toute la législation douanière. Cependant il appuie le texte de la Chambre. Il y a eu autrefois des abus, la loi de 1836 n'admettait que le décret. C'est pourquoi en 1892, M. Méline a fait décider par le Parlement que l'admission temporaire serait accordée par une loi. Il ne s'agit pas de revenir sur ce principe, que la proposition actuelle consacre, mais d'admettre une procédure subsidiaire et exceptionnelle, afin de remédier au risque (il y a eu des exemples) qu'une demande attende deux ou trois ans. C'est intéressant pour notre industrie d'avoir un mécanisme rapide.

39
M. le Rapporteur général se place à un autre point de vue. On a besoin, M-d, d'exporter par tous les moyens possibles. L'admission temporaire, connue avec des précédents rapides, est un moyen d'exportation et par suite de compensation des changes.

M. Plichon est d'accord avec M. le rapporteur général sur la nécessité de développer les exportations. Mais il se demande si une grande extension au régime des admissions temporaires n'est pas de nature à fournir les exportations de produits ayant simplement un complément de main d'œuvre au déhormement des produits purement français. Cela, c'est le principe même de l'admission temporaire et il n'insiste pas. Mais il tient à faire remarquer qu'il n'y a pas d'exemple qu'un décret ait été repoussé. Une fois pris, il est pris. Aussi, tout en voyant les inconvénients de la loi, M. Plichon, puisque la loi n'y a, préfère la loi au décret.

M. le Rapporteur général réplique qu'il ne croit pas que le gouvernement puisse prendre un décret sans entendre les opposants.

M. Gustave Denis regrette qu'on ne réunisse plus le Conseil supérieur de l'industrie et du Commerce.

M. Bonctot demande si on veut continuer le régime des décrets contre lequel on s'est toujours élevé.

M. le Président met aux voix l'amendement de M. le L^c Plichon, tendant à la suppression du 2^e paragraphe. Cet amendement est repoussé par

8 voix contre 5.

~~Le paragraphe est adopté sans le texte de la Chambre.~~

Sur le ^{même} paragraphe, M. le Président propose d'ajouter après les mots : « après avis... » le mot « favorable », on limiterait ainsi l'arbitraire.

M. Chapsal estime que ce serait déplacer d'une façon regrettable les responsabilités.

M. le Rapporteur général fait observer que l'avis « favorable » ne serait exigé que pour le décret. Même avec un avis défavorable, il serait possible de déposer un projet de loi. Ce serait le pouvoir du ministre qui serait limité et non pas celui du gouvernement.

M. le L^c Pichon appuie la proposition de M. le Président.

M. le Président fait remarquer que par surprise ou par manque d'information, un ministre pourrait prendre un décret regrettable.

L'amendement de M. le Président mis aux voix est adopté par 10 voix contre 4. Le paragraphe est adopté avec l'addition du mot « favorable ».

Les derniers paragraphes sont approuvés sans débat.

On adopte ensuite l'ensemble de l'article 2, ainsi modifié.

Séance levée à 10h 30

Séance du mardi 20 mars

La séance est ouverte à 14h 30, sous la présidence de M. Jean Morel -

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Chapral, Scheura, Infere Chaval, Bachelot, Guenier, Bonclot, Delahaye, Rajon, Villette J. L., Guemel, Buhau, Aubert, Abel Lefebvre, Courgelmeque -

Excusés : MM. Dohé et Plichon -

I. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Japy relative à l'art. 568 du tarif des sonneries (muralingue) - Elle sera renvoyée à M. Plichon -

Lecture en sonnée par M. le Président d'une lettre de Pathé-Cinéma annonçant la découverte ~~d'un~~ de films nouveaux qui ne figurent pas - la nomenclature et demandant son inscription lors de la revision de cette nomenclature - (renvoyé à M. le rapporteur général).

II. M. Claude Rajon donne lecture de son rapport sur le projet delvi. relatif aux pâtes de cellulose d'origine et de provenance tunisiennes.

M. le Président remercie M. Rajin des rapports les documents et les intéressant.

M. Rajin est autorisé à le déposer le plus tôt qu'il pourra sur le bureau du Sénat, à le faire imprimer et distribuer et à en demander prochainement la mise à l'ordre du jour.

II On reprend la discussion de la proposition relative à l'admission temporaire.

M. le Président donne lecture de l'art. 3 et en expose la portée.

M. Scheurer demande s'il serait superflu d'inscrire ^{aussi} à l'art. 3 la disposition qui figure à l'art. 5 en vue de fixer le délai de réexportation.

M. le Président croit que l'art 5 donne toute satisfaction à M. Scheurer et qu'il ne saurait y avoir de doute.

Dans ces conditions, M. Scheurer n'insiste pas.

M. Scheurer demande s'il en entend que le décret prévu à l'art. 3 n'a pas besoin de ratification, comme celui prévu à l'art. 2.

M. le Président répond que non - c'est un simple décret d'exécution.

L'art. 3 est adopté, sans modification.

L'art 4 est également adopté avec, sur la proposition de M. le Président et par analogie avec l'art. 1^{er}, l'addition aux 1^{er} et 2^{es} paragr. après les mots « ... ayant la même nature » les mots « ... et la même qualité ».

L'art. 5 est adopté sans observation.

L'art. 6 doit être rectifié. Il faut lire à la 2^e ligne : « à charge d'exportation » et à la 5^e : « au jour del importation », au lieu de « importation » et « exportation », mis par erreur. L'art. ainsi corrigé est adopté.

On adopte ensuite l'art 7 sans discussion.

Sur l'art. 8, M. le rapporteur général dit qu'il aurait préféré le délai de 6 mois au lieu de celui d'1 an prévu.

M. le Président et M. Scherner pensent qu'il faut laisser à l'industriel le temps de prendre des dispositions nouvelles.

L'art. est adopté, sans autre observation.

Les deux derniers articles sont adoptés.

Sur l'ensemble, M. Bonetot demande comment on appliquera l'équivalence et qui en sera juge.

M. le Président répond que ce sera le Douane et en cas de conflit l'expertise en Douane. Tout est prévu dans la loi.

L'ensemble de la proposition, mise aux voix, est adopté à l'unanimité des membres présents.

M. Scheurer demande si ce n'est pas le moment de parler de son amendement, tendant à refuser "les tissus de coton" soient admis au bénéfice de l'admission temporaire, dans les conditions fixées par la présente loi.

M. le Président réplique qu'il faut s'abstenir que l'amendement soit déposé sur le bureau du Sénat, afin que la Commission en soit régulièrement saisie. Il indique à M. Scheurer qu'il peut le déposer sous forme d'article additionnel.

IV. M. le Président donne connaissance d'une communication de M. Plichon au sujet d'un décret du 13 mars 1923 accordant à l'Autriche des réductions de tarif, sans que les intérêts aient été consultés. M. Plichon demande s'il ne serait pas opportun de réunir soit la Commission des Douanes soit la Délégation interparlementaire, pour entendre le ministre du Commerce.

M. le Président dit qu'il a répondu à M. Plichon que le gouvernement avait parfaitement le droit de prendre ce décret, en vertu de la loi du 20 juillet 1919 - mais la communication qu'il en a faite est insuffisante. Il faut, en vertu de la loi de 1919, que l'on ait obtenu des avantages équivalents - sur ce point, on ne sait rien. On peut interroger le ministre. De plus, il faut que le décret soit ratifié par une loi dans un délai déterminé - on peut aussi demander au ministre quand il entend le faire ratifier.

Dans la réponse qu'il a faite à cette lettre, M. Plichon a insisté pour que M. le Président propose à la Commission d'entendre M. Plichon.

M. Noël en prie de m'en la miushe, au nom des Commissari,
à la rentrée du Parlement, si M. le rapporteur général estime
être autorisé à reporter ce que le miushe lui aura dit, il
en fera part à la Commissari. Sinon, on fera le miushe
de venir devant la Commissari.

La séance est levée, à 15h40

avril 1923

Audition de M. Secrétaire du Syndicat
du Commerce des caoutchoucs bruts, à Paris.
par M. le Président.

Le Délégué expose que le Syndicat du Commerce des caoutchoucs bruts à Paris, qui s'est constitué à la fin de l'année 1922 et qui a pour objet l'organisation et la défense du commerce des caoutchoucs bruts, a transmis au Ministre du Commerce, par homologation, le projet de règlement du marché de ces caoutchoucs. Le Syndicat ^{a approuvé} ~~général~~ d'autoriser le fonctionnement de ce marché à la Bourse de Commerce de Paris, le ministre a soumis le règlement à la Commission des Ordonnances du Sénat, par avis.

Un des principaux buts poursuivis dans l'organisation de ce marché est la création en France d'un stock important et constamment renouvelé de caoutchouc brut, ce qui présenterait d'énormes avantages d'assurer, en face de toutes les éventualités possibles, par exemple, en cas de conflit avec l'Angleterre, l'approvisionnement du pays en une matière première de toute nécessité.

D'autre part l'organisation de ce marché à Paris permettra à nos producteurs coloniaux d'Indo-Chine d'y faire vendre les caoutchoucs de leurs plantations, au lieu de les envoyer, comme actuellement, en grande partie, sur le marché de Londres.

Répondant à diverses questions que lui pose M. le

47

Président. Le Délégué déclare que le Syndicat accepte l'organisme de distribution pour les marchés à terme. Il énumère les places de livraison qui sont en France Le Havre, Marseille, Paris, et dans une certaine mesure Bordeaux. Il a été en outre prévu de faire des livraisons à Londres, afin de constituer une super- Il dit que la production indo-chinoise serait de 5.000 tonnes. On s'attend à ce qu'elle double.

M. le Président. Est-ce que les caoutchoucs d'Indo Chine présentent les qualités essentielles du para ?

Le Délégué. Le marché n'est pas prévu pour le para parce que celui-ci est trop irrégulier. Le marché n'admet que les catégories : crêpes, first latex, non fumées - et : feuilles fumées gaufrées.

M. le Président. Vous avez écarté les caoutchoucs de notre Afrique équatoriale ?

Le Délégué. C'est exact. Ils se vendent sur échantillons, à prix ferme - mais pas à terme.

M. le Président. Si nous considérons la production, le marché à terme que nos milieux financiers n'intéresserait que l'Indo-Chine ?

Le Délégué. Parfaitement.

M. le Président. Quelle est la consommation en France ?

Le Délégué. L'année dernière, on a importé environ 28.000 tonnes, ce qui dépasse un peu la consommation. Sur les 28.000 tonnes, l'Indo-Chine en a importé directement 4.000 et 2000

par l'Angleterre.

M le Président. La réglementation que mes prévisions
s'appliquera uniquement à Paris?

le Délégué. Les opérations ne se termineront qu'ici, avec
livraison dans les ports.

M le Président remercie le Délégué de ses explications, et
lui fait connaître que la Commission examinera
la question dans le plus bref délai et désignera
un rapporteur. Si celui-ci ne se sent pas suffisamment
documenté, il se mettra en rapport avec le Syndicat.

(le Délégué se retire)

Séance du 8 mai

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Toké, Aubert, Villotte-Gati, Courregelmue, Bonclot, Abel Lefèvre.

Excusé : M. Donn.

I L'ordre du jour appelle la proposition relative au régime de l'antraquinone.

M. le Président expose l'objet de cette proposition qui a été déposée à la Chambre par M. Haudois. L'antraquinone, produit de la distillation du goudron de houille, n'est pas actuellement fabriqué en France. Il est indispensable pour la fabrication des couleurs solides. C'est l'Allemagne qui nous le fournit. Il vaut 6^{te} kilo et paie un droit de 12^{te}. De plus, les allemands, depuis les 3 janvier, refusent d'en envoyer, afin d'enrichir notre industrie des matières colorantes. En attendant la construction d'une usine, qui ne fonctionnera en France qu'en 1924, M. Haudois a proposé à la Chambre d'adopter la suppression des droits de douane. Il y a unguère, et ^{M. le Président invite la Commission} à prendre tout de suite une décision de principe.

M. Toké montre l'utilité d'une telle mesure, les industries du Nord n'ayant plus de matières colorantes.

Le principe de la proportion est adopté.

M. Ingénieur Chanaud en charge du rapport. Il sera prêté de le présenter à la prochaine séance.

II. Projet de loi portant ratification du décret du 9 juin 1922 relatif aux personnes frais de mer.

M. le Président expose l'économie générale du projet.

Le rapport est confié à M. Noël, rapporteur général.

III. Projet de loi tendant à ratifier divers arrêtés insistant aux colonies des coefficients de majoration des droits spécifiques.

M. le Président explique pourquoi le Parlement est appelé à ratifier les « arrêtés », cette ratification, lorsqu'il s'agit des colonies, étant indispensable pour donner à la mesure force de loi.

Le rapport est confié à M. Auber.

IV. Projet de loi portant ratification du décret du 28 novembre 1922 sur les voitures automobiles pesant 2.500 kilos et plus.

M. le Président expose brièvement la question.

Le rapport est confié à M. Noël, rapp. gén.

V. Projet de loi portant ratification du décret du 24 oct. 1922 (chèvres, mules et muletts).

M. Fatié demande que des mesures soient prises pour éviter la fraude.

M. le Président dit que l'indication pourra en être faite dans le rapport.

Celui-ci est confié à M. Villelte - fé.

VI. Organisation d'un marché à terme à la Bourse de Commerce de Paris pour les cantchones bruts.

M. le Président fait savoir qu'il a reçu des uns d'avril dernier du Ministère du Commerce une lettre dont il donne lecture.

Cette lettre expose que la Chambre syndicale du Commerce des cantchones bruts a saisi la Chambre de Commerce de Paris d'un projet de règlement du marché des cantchones bruts à Paris. La Chambre de Commerce a adopté la proposition et l'a transmise avec avis favorable au département du Commerce en vue d'homologation.

A l'appui de sa demande, le Syndicat du Commerce des Cantchones bruts fait remarquer que la production de l'Inde est pour la plus grande partie vendue sur le marché visin de Singapour, où elle est mélangée à la production locale. Elle passe alors sur le marché de Londres et en revient

quelquefois pour la consommation française, nous nous sommes
laissé au commerce anglais un profit intéressant. En fait,
les plantations de caoutchoucs sont aux mains des Anglais,
sur qui ils les possèdent, soit qu'ils en aient le contrôle financier.
Notre industrie et notre commerce sont tributaires du marché
anglais. La création d'un marché à terme ouvrant
à nos producteurs coloniaux un débouché direct, réduisant
les opérations de change et augmenterait le trafic de nos ports.
Avant d'homologuer le règlement, le ministre sollicite
l'avis de la Commission, ^{lequel doit être donné} dans la plus bref délai possible, la
décision du ministre devant être prise réglementairement
avant le 22 mai.

M. le Président ajoute que deux membres de la Commission,
MM. Bonin et Gaston Menier ont insisté pour qu'un
avis favorable soit donné rapidement. Il fait connaître
qu'il a reçu pendant les vacances un délégué du Syndicat
lequel lui a exposé ~~la~~ ^{l'intérêt} de débiter le marché
des caoutchoucs bruts de l'emprise étrangère et lui a
laissé un exemplaire du projet de règlement.

Aucune décision n'est prise pour le moment.

M. Chapsal en charge du rapport, qu'il sera fait
de présenter à la prochaine séance.

VII. Convention commerciale avec le Canada.

M. le Président prie M. le Rapporteur général de
suivre de près, en même rapport, la discussion devant
la Chambre de la convention commerciale avec le
Canada, et d'examiner en même temps l'arrangement
antérieur.

VIII - M le Président fait savoir que le Syndicat général de l'industrie cotonnière française demande la prorogation de l'art. 268 du traité de paix, prévoyant pendant 5 ans l'entrée en franchise des produits alsaciens ^{alsaciens} en Allemagne. Il faudrait, d'après le traité, que la prorogation soit notifiée à l'Allemagne 1 an avant l'expiration de la période quinquennale, c'est-à-dire avant le 15 janv. 1924.

Le Syndicat de l'industrie cotonnière fait remarquer que la production alsacienne allemande se heurterait sur la production française qui est déjà encombrée et qui ne peut vivre que de l'exportation.

M. Gohé appuie cette demande, au nom de l'industrie du Nord.

M le Président propose de confier l'examen de cette question à M. le L^c. Plichon (assentiment)

On renvoie en même temps à M. Plichon une communication de M. Lederlin, relative aux tissus de crues. Ceux-ci ne figurent pas dans la nomenclature et on leur applique le tarif des tissus bruts, celui est anormal.

IX. M le Président fait connaître que le Ministère du Commerce, en vue de la prochaine révision d'annuaire, a adressé un questionnaire à tous les Châmbres de Commerce pour leur demander d'indiquer leurs vœux.

Les modifications qu'il y a lieu d'envisager se

réfèrent aux objets suivants : 1° nomenclature Douane
2° assiette des droits de Douane - 3° conditions de paiement
des droits de Douane - 4° régime spécial des industries
nécessaires à la vie nationale - 5° mesures relatives au
Dumping.

M. le Président s'est fait envoyer un certain nombre
de ces circulaires pour les membres des Commissions.

X. M. le Président communique officiellement à la
Commission l'état des négociations poursuivies
pour la conclusion d'un accord commercial avec
la Belgique.

XI. Correspondance -

- M. le Président fait connaître qu'il a reçu des lettres de
- la fédération des syndicats de la construction mécanique
et de la Chambre syndicale des fabricants de matériel
de chemins de fer, sur la révision des coefficients
(renuvs M. Plichon).
 - Syndicat professionnel des industries électriques
sur le même sujet (do)
 - Ch. syndicale des fabricants d'articles métalliques, sur
la convention franco-belge (do)
 - Ch. syndicale des fabricants d'outillage, sur la convention
franco-tchécoslovaque (do)
 - Fédération française sur la nomenclature et sur
le tarif des vases en fer blanc dans lesquels on importe
les matières médicamenteuses (M. Noël).

55

- Vœu de la Chambre de Commerce de Beauvais, sur les droits sur les produits étrangers dans la convention avec l'Italie (M. Noël).

- Lettre de la section métallurgique du Comité républicain de commerce, de l'industrie et de l'agriculture sur le régime métallurgique (M. Aubert).

- Lettre de la Fédération des fabricants de chaux et ciments demandant une protection plus forte - (M. Ernaud)

- Lettre de la Société-générale des Ciments de l'Est de France, à Grenoble, relativement aux droits dont sont frappés les ciments de l'Italie (M. Ernaud) -

- Lettre de la Chambre synd. des fabricants de lampes et de ferblanterie sur la revision des coefficients (M. Pichon).

La séance est levée à 17h 5

Séance du 15 mai

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Muel.

Sont présents: MM. Jean Muel, Eugène Chaval, Noël, Gustave Denis, Buhon, Gapy, Chapral, Rajon, Bachelet, Villetelle-Jac, Eliehon.

Excusés: MM. Scheurer, Delahaye, Mascaraud.

I L'ordre du jour appelle la proposition de loi relative au régime de l'anthracite.

M. Eugène Chaval donne lecture de son rapport. Celui-ci est adopté. M. Eugène Chaval est autorisé à le déposer et à en demander la mise à l'ordre du jour le plus tôt possible.

II. M. Eugène Chaval demande si la Commission ne pourrait pas acquiescer, à titre mineur, une nouvelle édition du tarif d'annuité.

M. le Président fait observer qu'aucune édition n'est complètement au courant, en raison de modifications de coefficients et croit préférable d'attendre une suite au point complet (assentiment).

III. Ouverture d'un marché à terme des caoutchoucs bruts.

M. Chapsal fait connaître ses conclusions sur la demande d'avis du ^{Ministre} du Commerce concernant l'ouverture ^{de l'ajournement} d'un marché à terme des caoutchoucs bruts à la Bourse de Commerce de Paris.

Il rappelle qu'actuellement il n'y a pas en France de marché des caoutchoucs bruts. Le marché est à Londres. Nous n'avons pas de stocks et nous sommes obligés pour satisfaire aux demandes de nous adresser à l'étranger. En 1920 l'importation a été de 26.000 tonnes, dont environ 6.000 de nos colonies et 20.000 de l'étranger, pour la plus grande partie de Londres. En 1921, l'importation a été de 21.000 tonnes, dont 15.000 de Londres, en 1922 30.000 tonnes, dont 26.000 de Londres. Une grande partie de la production du Ind-Chine, qui nous arrive par Singapour et Londres, pourrait, si elle était vendue directement, être acquise à prix plus avantageux. C'est pour faire à cette situation que s'est formé le Syndicat du Commerce des caoutchoucs bruts, en vue du développement de ce commerce et de l'organisation d'un marché à terme. Le ^{Ministre} du Commerce, avant d'homologuer le projet de règlement, a voulu connaître l'avis de la Commission. Il n'y avait pas eu de débat.

M. le Président explique que le ministre a tenu à consulter les Commissions des Travaux du Sénat et de la Chambre, d'abord par déférence pour ces Commissions, ensuite pour établir une collaboration étroite entre le Parlement et le gouvernement.

M. Chapsal fournit son exposé. Il fait remarquer que le Syndicat du Commerce de cancheone n'a fait qu'adapter au cancheone le régime des sucres.

En donnant un avis favorable à la création du marché des cancheones et au règlement élaboré, M. Chapsal attire l'attention sur plusieurs points. D'abord il donne une explication. On a prévu, en dehors des livraisons en entrepôt, des livraisons à Londres. On a été obligé de le faire pour avoir une soupape de sûreté et parce que le marché à Paris serait tellement étroit que les cours en seraient influencés.

Ensuite, il fait deux réserves :

1^o il a été prévu que la cotation du cancheone se ferait comme celle des sucres. Or le règlement des sucres a été modifié, après intervention de M. Chapsal au Sénat. M. Chapsal demande que la même précaution soit prise pour les cancheones que pour les sucres, avec des garanties au moins en ce qui concerne les prix que les quantités.

2^o En ce qui concerne la cause de liquidation, il fait bien entendre qu'il s'agit bien de la cause de liquidation qui existe déjà à Paris pour traiter les affaires en marchandises. Cette cause doit être désignée d'une façon précise dans le règlement.

Sous le bénéfice de ces observations, M. Chapsal conclut par un avis favorable.

Les conclusions sont adoptées. M. Chapsal est prié de les rédiger au nom de la Commission, en vue de leur envoi immédiat au Ministère du Commerce.

IV. - Projet de loi portant ratification du décret du 9 juin 1922 sur les poissons frais de mer.

M. Noël, rapporteur général, donne lecture de son rapport.

Il fait observer que le décret qu'il s'agit de ratifier n'est plus en vigueur. Il a été remplacé par un autre, également temporaire, lui-même remplacé par un troisième également provisoire. Actuellement, il n'y a plus de coefficient.

M. Buhau rappelle qu'une proposition a été déposée à la Chambre des députés pour rendre durable la protection.

M. Chapsal se plaint que ces protections temporaires semblent l'industrie de poisson. Il juge déplorable que l'on n'ait pas parié à une situation qui laisse cette industrie avec une protection inférieure à celle d'avant-guerre.

M. le Président dit que le rapporteur peut indiquer dans son rapport qu'une ^{plus grande} ~~forte~~ ~~protection~~ serait préférable et qu'il y aurait lieu de statuer sur la proposition déposée à la Chambre.

M. Chapsal se réserve de présenter des observations, à titre personnel, à la tribune.

Les conclusions du rapport sont adoptées. M. Noël est autorisé à le déposer et à en demander la mise à l'ordre du jour prochainement.

I. - Projet de loi portant ratification du décret
du 24 octobre 1922 sur les chevaux, mules
et mulets.

M. Villette fait une lecture desm projet
de rapport.

Après quelques observations de MM. Noël, Dubay Japy,
Dachelet et de M. le Président, lesquels disent qu'il ne
faut pas insister sur le renchérissement du cheval,
le rapport est adopté. M. Villette fait en outre
à le déposer et à le faire mettre à l'ordre du jour
d'une prochaine séance.

II. - M. Japy parle de la vente, annoncée, à Dusseldorf
par les autorités prussiennes de produits métallurgiques
de la Ruhr. Il demande si ces marchandises paieront
les droits de douane.

M. le Président répond que ce sont des marchandises
allemandes et qu'en droit elles doivent entrer en
France sous conditions du tarif général.

M. Japy parle aussi de la possibilité pour les
Rhénans de se séparer de l'Allemagne. Pourrait-on
leur accorder un tarif privilégié?

M. le Président répond affirmativement. Mais il
faudrait un contrôle spécial pour éviter les
infiltrations de la rive droite sur la rive gauche
et ce contrôle ne pourrait s'exercer que par
un cordon douanier.

La séance est levée à 16h 20

Séance du 29 Mai

La séance est ouverte à 14^h 30 sous la présidence de M. Jean Morel

Sont présents : MM. Morel, Plichon, Chesnel, Noël, Rajoy, J. Denis, Donon, Jallet, Vilette-Jaté, D. Delahaye, Aubas

Excusés : MM. Aubert, Scheurer, Botié

Présidence de M. Jean Morel

M. le Président donne la parole à M. Noël pour lecture de son rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 28 nov. 1922, qui a modifié les droits de douane en ce qui concerne les véhicules automobiles pesant plus de 2.500^k et plus.

Le rapport conduisant à l'adoption du projet, est approuvé et M. Noël est chargé de le déposer sur le bureau du Sénat

M. le Président demande qu'un rapporteur soit désigné, à la place de M. Aubert précédemment chargé du rapport et empêché, au sujet du projet tendant à ratifier et à compléter en loi, divers arrêtés portant promulgation dans certaines colonies françaises de décrets modifiant le tarif douanier métropolitain. M. Jallet accepte de faire ce rapport

M. Plichon fait remarquer que ces ratifications s'achèvent plus dans les colonies en matière commerciale se font souvent trop longtemps attendre. "Il faudrait réagir contre un certain état d'esprit, un peu autonomiste, qui tend à se manifester", surtout dans certaines colonies.

M. le Président dit qu'il s'agit sans doute de l'Indo Chine et qu'il serait bon que le gouvernement fasse ratifier le plus tôt possible, en effet, les mesures commerciales prises.

M. le Président annonce qu'il a reçu communication à Paris de la part de la Com. des Finances, relative à la loi de finances la première est relative à :

L'art. 49 de la loi de finances de l'ex. 1923 La question qui elle agit a déjà été discutée ici - nous avons pensé qu'il s'agissait là d'une question commerciale plutôt que financière et que nous pourrions demander la suppression de l'art. 49 pour qu'il soit examiné par la Com. des Douanes. J'ai soutenu cette thèse à la Com. des Finances en développant les arguments en sa faveur, et la Com. des Finances, à l'unanimité s'est ralliée à notre façon de voir. Mais l'art. 49 nous sera envoyé pour être examiné pour avis seulement, car suivant la méthode adoptée communément, la Com. des Finances ne peut se dessaisir pour le fond.

Ce n'est là qu'une proposition de la Com. des Finances qui devra être approuvée par le Sénat, mais j'espère que nous pourrions déjà examiner l'article dont il est question.

Il s'agit de supprimer certains droits, mais comme il ne peut être question de supprimer des recettes, ce doit être remplacé par une charge de 0.20% ad valorem de tous les marchandises. Les matières premières se trouvent donc également frappées par ce tarif uniforme qui s'élève à un taux élevé.

Par exemple, pour le sucre, la charge actuelle serait démultipliée; pour les déchets de sucre 12 fois 1/2 plus forte; pour les

63

textiles asiatiques 7 fois. Pour les pelletteries brutes, la charge serait de 2 à 20 fois plus forte; pour les cuirs de 25 à 30 fois; pour les vins elle s'élèverait au quadruple; pour les produits chimiques elle serait 550 % supérieure; pour les métaux jusqu'à 840 fois plus forte (pour l'étain).

Les exportations par suite seraient menacées.

Je propose que M. Chapsal qui connaît particulièrement la question, présente un rapport sur cette question.

La deuxième communication que j'ai à vous faire concerne les taxes sur le cinématographe et films cinématographiques. La loi de finances prévoit des modifications à la loi du 25 juin 1920 qui frappe le cinématographe suivant leurs recettes :

de 10 % sur les recettes annuelles de 15 à 30.000⁺, de 15 % sur celles de 30 à 50.000; de 20 % de 50 à 100.000; de 25 % sur les recettes supérieures à 100.000⁺. Cette graduation ne serait que peu modifiée, et ne regarde pas spécialement la C^o des Douanes. Il n'y a et pas de même en ce qui concerne la taxe douanière sur les rouleaux cinématographiques.

La loi de 1920 sur les taxes ci dessus avait produit 18 millions au trésor en 1921. En 1922, ce chiffre sera dépassé. Mais ceci est une question plutôt fiscale que douanière. Les questions de droits de douanes sur les films, au contraire, nous intéressent tout particulièrement.

En effet les films actuellement employés en France sont fournis, dans une proportion de 80 %, par l'importation des industriels français se plaignent. Et d'ailleurs, les films étrangers, au point de vue moral et artistique, ne valent pas les nôtres. Pour combattre cette invasion de films étrangers, on a fait plusieurs propositions.

On a proposé un relèvement de la taxe sur les cinémas ne profitant pas plus de 25 % de films étrangers. Le Ministère des Affaires étrangères a eu certains inconvénients à la réalisation de ce relèvement; par suite de certains traités, des difficultés avec l'étranger seraient à prévoir.

Il a semblé qu'une meilleure relation existait à modifier les tarifs douaniers concernant les films importés.

La loi de finances distingue les rouleaux sensibilisés et les rouleaux impressionnés positifs et négatifs. En ce qui concerne les positifs le tarif variait de 200% (tarif général) à 25% (tarif minimum). Pour le négatif il était de 100% (tarif général) à 50% (tarif minimum).

Les tarifs pour les négatifs sont beaucoup moins élevés, d'accord avec la Chambre syndicale elle-même, parce qu'en France, nous ne sommes pas outillés encore pour le négatif. Il ne faut donc pas trop le frapper.

Mr. Noël ^{oédare} accepte de faire un rapport sur la question abordée. ^{choix}
M. Bureau et Rapon s'élèvent contre cette manière de voir. Il faut protéger l'industrie du négatif "le travail national y est important". Il n'y a pas qu'une catégorie d'intérêts à protéger, l'éditeur, l'industriel, celui qui fait le négatif, celui qui le transforme en positif n'ont pas toujours les mêmes intérêts.

M. Delahaye estime que la théorie de transformateurs, c'est la théorie du moindre effort. Il faut encourager l'effort et aider ^{à l'industrie} le développement du négatif.

Mr. Noël pense aussi que l'intérêt du producteur du film et de celui qui le passe n'est pas le même.

M. Donoy soulevé la question des cinémas ruraux. Les droits de douane sont élevés et par suite les films sont chers. La propagande par le film deviendra bien difficile dans les campagnes si on augmente les droits de douane.

M. le Président annonce qu'un dossier sera ouvert à la Co-
de Douanes pour réunir toutes les pièces, notamment les avis de Chambres de Commerce communiqués par le Ministère, qui ~~sont~~ relatives à la Revisi^{on} douanière envisagée.

65
" J'ai reçu une communication des apiculteurs de l'Alsace
par l'entremise de M. Donon. Comme il s'agit d'une question
financière, constitutionnellement, nous ne pouvons faire de
proposition de loi - M. Donon nous a très bien exposé la question
à la C^{on} à une prochaine séance "

M. Donon a fait part aux intéressés de réserves qui s'imposaient
et leur a dit de s'adresser à la C^{on} des Douanes et la Chambre
qui dispose de l'initiative refusée au Sénat. Il accepte d'exposer
la question qui est relative aux droits de douane sur les miels

M. Chapuis fait remarquer que sur la question ^{de l'art. 49 de la} ~~de la loi~~
de finances qui on lui a demandé l'examine, il ne pourra
faire de rapport proprement dit puisque la C^{on} n'en
pas saisie officiellement. Il ne pourra donner que son avis.
Il peut dire qu'à présent que cet article lui semble en
contradiction avec les intérêts de l'industrie. Sur les
24 milliards d'importations faites en 1922, il y a eu 14 milliards
de matières premières qui ont payé 4 à 5 milliards de droits.
La nouvelle proposition porterait ce chiffre au total énorme de
28 milliards. " A l'étranger on dit que la France travaille
cher. Il ne faut pas aider à rependre cette idée par
l'adoption de la mesure proposée " D'ailleurs le droit de
statistique que l'on veut supprimer a son utilité. Sans
lui, il n'y a plus de comptage possible. Les opérations de
statistique se font à l'œil, à peu près, et nous aurons
des statistiques fausses.

M. D. Delahaye rappelle qu'à une de ses dernières séances de la C^{on}
il a lu un amendement relatif à l'art. 49 de la loi de finances
(voir le compte rendu de la séance du 6 février) Il demande
que M. Chapuis ne l'oublie pas.

la séance est levée à 15^h45

— Séance du 5 Juin —

Présents : MM. Jean Morel, Japy, Maximaud, Hichon,
Hoël, Bompart, Buhau, Scheuer, Rilette Gato

Excusé : M. Douon

— Présidence de M. Jean Morel —

M. Gallet - donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier et à convertir en lois, ~~certaines~~ ^{certaines} arrêtés portant promulgation dans certaines colonies françaises de décrets modifiant le tarif douanier métropolitain -

Le rapport conduisant à l'adoption du projet, est approuvé et M. Gallet est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.

M. le Président aborde la question de la prorogation d'exécution des dispositions insérées aux articles 68 et 268 du Traité de Versailles du 28 juin 1919

En vertu des art. 68 et 268 du traité, certains produits alsaciens et lorrains, dont le gouvernement français fixe la nature et la quotité, sont admis en franchise en Allemagne, et l'Allemagne s'engage, en échange, à fournir aux Alsaciens Lorrains, la fil, tissus textiles, etc - dont ils ont besoin pour leur faire subir certaines opérations de finissage - blanchissement, apprêt, impression, retordage, etc -

L'art. 280 du traité a laissé la possibilité à la France d'obtenir une prorogation. Le Conseil de la Société des Nations peut le faire sur la demande des intéressés, à la condition qu'il soit statué d'urgence moi avant l'expiration du traité. Le traité étant entré en vigueur le 10 janvier 1920

67
les dispositions prévues aux art. 68 et 268 sont valables jusqu'au 10 janvier 1924. Il faut donc que, si le Gouvernement semble utile de faire proroger la validité de l'art 68 dispositions prévues aux art. 68 et 268, que la Société des Nations ait pris sa décision avant cette date.

Je me demande d'examiner la question; de voir si une démarche près du ministre du Commerce s'impose.

M. Plichon va nous apporter son avis et ses conclusions.
M. Plichon - Le Syndicat de l'Industrie cotonnière a saisi la Com. des Douanes d'une demande tendant à faire proroger l'art. 68 du Traité de Versailles. Cette prorogation me semble légitime et nécessaire. Les chiffres fournis sont pertinents.

Le délai de 5 ans prévu est insuffisant. Il supposait en effet que l'Allemagne pourrait remplir ses obligations. De nombreux incidents, la chute du mark, l'occupation de la Ruhr, le boycottage de produits français ont modifié la situation, et l'industrie cotonnière française se trouve frustrée. Il y a actuellement excédent dans la production cotonnière française d'exportation dans les colonies françaises s'est réduite. L'économie en France devenue difficile. La situation, déjà difficile, serait aggravée si un anet se produisait dans l'exportation en Allemagne. La note du Syndicat donne les détails de précision. Elle n'épuise pas la question.

Il faut déterminer en effet la durée et l'étendue de la demande envisagée. S'agirait-il d'obtenir la prorogation de l'art. 68 pour tous les produits qu'elle concerne actuellement. Cela me semble difficile.

Il faut demander, pour une période de temps indispensable, la prorogation de l'art. 68 pour les produits indispensables. Il serait nécessaire de faire à ce sujet une enquête près des industries intéressées, pour fixer la liste des produits et la durée de la prorogation.

Il y aurait lieu d'envisager distinctement ^{la question de savoir} si ne faut pas se montrer exigeant pour obtenir l'indispensable.

La prorogation ne pourra être accordée qu'avec l'assenti-

ment de tous les membres du Conseil. Or, les industriels allemands feront tout leur possible pour s'y opposer. Les Anglais ne nous serons guère favorables. La demande sera combattue. Il faudra démontrer à l'Angleterre que l'art. 68 a infiniment joué et que la prorogation, dans ces conditions est de toute justice.

M. le Président - fait remarquer que le Conseil peut se décider sur la question de la prorogation à la majorité. L'unanimité n'est pas exigée par le Traité.

M. Bompard - indique qu'il y a d'autres industries que la cotonnière qui sont intéressées à l'application de l'art. 68: notamment l'industrie métallurgique, la production agricole, pour le vin par exemple, qui s'exportait beaucoup en Allemagne, tout aussi intéressées que l'industrie cotonnière.

M. Scheurer - fait la même remarque. "Quant aux moyens d'obtenir la prorogation, je ne pense pas que les dispositions du Traité soient impératives. On pourrait par négocier directement avec l'Allemagne. L'Allemagne a assez d'intérêt à recevoir des produits d'Alsace et Lorraine - dont elle manque - et d'autre part, d'icy exporter, pour qu'elle cède. Si un accord pouvait s'établir, il n'y aurait plus de boycottage, et on éviterait ce point: que l'Allemagne reconstituée de l'autre côté du Rhin de matériel qui lui manque et qui se trouve en Alsace

d'absorption des produits textiles alsaciens lorrains par le marché français me semble impossible. Il faut organiser notre marché d'exportation, considérable avant la guerre. Le Syndicat se propose d'organiser un Comptoir cotonnier pour l'exportation. Je n'ai pas confiance dans une organisation semblable. Je ne vois pas un Comptoir créant tous les agents, voyages, etc. nécessaires au commerce pour vendre des produits intermittents, car le stock s'epen-

duit du marché intérieur et varierait selon lui.

69

Pour moi, l'admission temporaire des tissus de coton me semble le seul moyen de remédier à la crise et de permettre une exportation suffisante.

M. Plichon estime que la question de l'admission temporaire est une autre question qui mérite d'être étudiée à part et à fond. On doit demander la prorogation de l'art. 58 en se basant sur cette question de bonne foi, à savoir que l'Allemagne ^{attribuée de} n'a pas permis le libre jeu de l'art. 58.

M. Scheuer est du même avis que M. Plichon. Il a parlé de l'admission temporaire parce que le syndicat prévoit l'organisation d'un Comptoir pour l'exportation et qu'il mit d'autres moyens, préférables, pour arriver au même résultat que le Comptoir.

M. Japy ne croit pas qu'une entente directe avec l'Allemagne soit possible selon le traité de Versailles.

Il vaut mieux essayer de démontrer à l'Angleterre que l'art. 58 n'a pas joué et qu'elle n'a pas intérêt à pousser l'Allemagne à monter des industries pour remplacer les industries allemandes.

M. le Président - informe la Com de ce que l'Association de l'industrie et de l'agriculture française vient de lui faire savoir qu'elle s'en prononce pour la requête de la prorogation de l'art. 58.

Monsieur Plichon propose de faire une démarche près du Gouvernement.

M. Japy - fait savoir que l'industrie métallurgique a déjà fait une démarche près du Président du Conseil.

M. le Président pense que pour aboutir, il faut rester sur le terrain.

du traité. Les négociations avec l'Allemagne ne seraient que subsidiaires. Il ne peut pas pour demander dans l'état actuel du traité de négocier directement avec l'Allemagne. Le Gouvernement appréciera s'il y a un autre moyen d'arriver à la solution envisagée.

"Actuellement le traité n'a pas été appliqué". Il vaut mieux rester sur cette balle.

— Assentiment —

On pourrait-on s'entendre avec la Cour de Douane de la chambre pour examiner la question, et envisager une démarche près du Ministre du Commerce et près du Président du Conseil.

M. Buhay demande s'il s'agit d'une prorogation concernant certains produits ou tous les produits?

M. le Président. L'art. 280 prévoit la prorogation de l'art. 68 avec ou sans amendement. Il vaut mieux demander la prorogation intégrale. Ensuite, s'il y avait lieu, on délimiterait la prorogation.

Je propose de réunir mardi prochain la Délégation interparlementaire qui examinera la question que nous avons envisagée aujourd'hui.

La séance est levée à 15.45

Leance du 14 Juin
1923

1923

Présents. MM. Jean Lunel, Vilette, Japy, Chanal, Scherer,
Mascaraud, Noël, Jallet, Chapuis, Lauraine, Guénel,
Maurier.

Excuse : M. Potie'

la séance est ouverte à 15^h sous la
Présidence de M. Jean Morel

Le Président fait introduire M. le Ministre du Commerce et
M. Ternaux, Directeur des Accords commerciaux au M^{re}
du Commerce

(voir le compte rendu sténographique in extenso)

Après l'audition de Ministre sur l'accord commercial
franco-belgo-luxembourgeois, M. Chapuis est chargé du rapport
sur cette question.

La séance est levée à 16 h 40

Séance du 19 Juin

Présents: MM. Jean Morel, Mascanaus, et Cl. Plichon, Japy, Gallot, Bachelier, Bompard, Donoy, Chapral

La séance est ouverte à 14^h 45
sous la présidence de M. Jean Morel

M. le Président donne lecture de diverses lettres, parmi lesquelles une lettre de la maison Tathé (droits sur le film) et une lettre protestant contre l'éventualité de la dénomination de l'auvergnat français espagnol, de la part de la chambre syndicale des Constructeurs d'automobiles.

M. Japy - à ce sujet proteste contre la fraude de vins espagnols alcoolisés avec de l'alcool de maïs.

M. Plichon fait observer que l'arrêt de vins espagnols à la frontière n'aurait pas une influence sur la consommation de vins français et par suite sur les prix. On ne crèverait pas contre l'Espagne et ce serait un gros inconvénient.

Sur l'invitation du Président,
M. Chapral donne lecture de son rapport sur la question de la déjonction de l'art. 49 de la loi de finances. (remplacement de divers droits, notamment de Statistiques, par un droit ad valorem)

La C^{on} donne son approbation au rapport

M. Donoy demande si M. Chapral connaît le total des ^{ou produit} droits existant

à l'heure actuelle et le rendement du droit envisagé.

M. Chapal Les droits existant produisent une quarantaine de millions. Le droit envisagé produirait une vingtaine de millions. Le droit de statistique est de beaucoup le plus important, et le plus intéressant. Il suffirait s'en augmenter le ~~taux~~ ^{taux} pour éviter les autres droits. La Com. pourra étudier ce remplacement possible.

M. Japy lit un mémoire concernant la prorogation ~~nécessaire~~ de l'art. 68 du Traité de Versailles ^{nécessaire} pour les industries sidérurgiques.

M. le Président fait remarquer que l'intéressant mémoire de M. Japy vient à l'appui de l'opinion de la Com. sur la question. La Com. interparlementaire des Douanes, comme on le savy a été trouver le Ministre du Commerce à ce sujet. Nous avons vu aussi M. Serruys; et nous sommes tous du même avis: il faut faire un gros effort pour obtenir la prorogation de l'art. 68. Nous ferons tout ce que nous pourrons. Mais il faudrait limiter notre demande à la prorogation de pour certains produits pour lesquels la prorogation serait le plus indispensable. Le ministre est d'avis d'enquêter près des syndicats intéressés (coton, métallurgie, industries agricoles).

Nous essaierons d'obtenir l'apurement du Bureau du Conseil de la Société des Nations. Cela serait préférable à une conversation directe avec l'Allemagne d'où il résulterait un marchandage regrettable.

M. Chapal demande à M. Japy si l'industrie sidérurgique a arrêté une politique pour l'utilisation de la surproduction française - la prorogation envisagée, en effet, ne serait

qu'une mesure provisoire et de courte durée.

M. Japy : "La solution ne semble impossible." Il expose la difficulté de la question —

M. Jallet est désigné comme rapporteur de la proposition tendant à modifier les droits de douanes concernant l'iodo.

La séance est levée à 15^h

Séance du mardi 3 juillet

La séance est ouverte à 14h 30, sous la présidence de M. Mascaraud, vice-président.

Sont présents. MM. Mascaraud, Chapsal, Dompard, Jallet, Japy, Scherer, Roland, Menier, Donn, Blichon, Denis, Lemaire, Guenel.

Exc. M. Jean Morel, ~~non~~ indisposé.

I Avis de la Commission sur les modifications proposées au règlement du marché des sucres.

M. Chapsal donne lecture de la lettre par laquelle le ministre du Commerce sollicite l'avis de la Commission de Douanes sur le nouveau règlement du marché des sucres. Dans le texte qui est proposé, la Cause de liquidation, qui était obligatoire, devient facultative. La même lettre a été envoyée, également pour avis à la Commission du Commerce. Aussi une réunion commune de deux Commissions a été décidée, pour entendre les intéressés et le ministre du Commerce. Cette réunion aura lieu le 4 juillet. En attendant, on ne peut que se borner à poser la question.

M. Gaston Menier fait observer que cette question comporte des points très importants. La Cause de liquidation

peut empêcher la spéculation folle - Actuellement malgré l'obligation de passer par cette Caisse, il se tient un marché hors Caisse à 6 Bonux de Commerce même, marché où les cours sont moins élevés. Il y a ainsi deux cours. Là-dessus se pose la question de substitution d'une ~~sorte~~^{sorte} de sucre à une autre ~~sorte~~^{sorte}. Il faudrait éviter aussi que des cours puissent s'établir sur des transactions trop restreintes. D'une façon générale il faut un règlement qui rende le marché moins tributaire de certaines spéc. et des.

M. Chapsal estime que l'expérience tentée depuis 1921 n'est pas suffisamment longue pour supprimer l'obligation. Plus tard, quand on sera mieux renseigné, il sera plus facile de prendre une détermination.

M. le Président demande qu'après l'audition des intéressés, M. Chapsal présente un rapport.

M. Chapsal précise que la décision sera prise en commun par les deux commissions des Douanes et du Commerce.

II Convention commerciale avec la Belgique et le Luxembourg. (Union économique belgo-luxembourgeoise) -

M. Chapsal donne lecture de son rapport.
(approbation unanime)

M. le Président le félicite.

M. Chapral ayant, au cours de son exposé, exprimé son inquiétude de l'abaissement du franc belge par rapport au franc français et de ses répercussions sur les relations commerciales avec la Belgique M. Japy fait remarquer que si l'on avait admis le parement des droits en francs-or, la question de change ne se poserait pas.

M. Le rapport de M. Chapral est adopté à l'unanimité et M. Chapral en autorise à le déposer, dès que le projet aura été transmis au Sénat.

II. - Proposition de loi tendant à modifier le droit d'entrée de l'orde brut.

M. Jallet donne lecture de son rapport, qui est adopté.

M. Jallet en autorise à le déposer et à en demander la ~~proposition~~ mise à l'ordre du jour.

La séance est levée à 15h 45.

Séance du mercredi 4 juillet

(Réunion collective des Commissions des Douanes
et du Commerce)

Ordre du jour: Auditions relatives à la réglementation
du marché des sucres

La séance est ouverte à 15 heures, sous la
présidence de M. le D^e C. Plichon.

Membres de la Commission des Douanes présents:

M^m. Plichon, Noël, Chapal, Scheurer, Japy, Cognet,
Denis, Dachelet, Guismer, Roland, Gaston Menier,
Gallet, Dumfart, Duham.

Excusés: M^m. Jean Morel et Mascaraud.

Assistant: M. Tighiera, Directeur au Ministère
du Commerce.

I. Audition de M. René Franch, président
du syndicat du Commerce des sucres.

II Audition de M. Speyer, président de la Caisse
de liquidation.

III. Audition de M. le Ministre du Commerce, M. Dier

(Voir compte rendu sténographique in extenso)
[Sous réserve spéciale du marché des sucres]

Avant de se retirer, M. le Ministre demande que la Commission des Douanes, pour le futur, et la Commission du Commerce, pour aujourd'hui, veuillent bien effectuer le dépôt des rapports sur les projets relatifs aux conventions commerciales avec la Belgique et le Luxembourg d'une part, avec le Canada d'autre part, afin d'en permettre le vote par le Sénat avant la séparation.

Le ministre se retire

M. Chapral, déjà chargé du rapport sur la Convention avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise, est également chargé du rapport relatif à la Convention franco-canadienne, pour la Commission des Douanes.

La séance est levée à 18h.

Séance du mardi 10 juillet

La Séance est ouverte à 14h 50, sous la présidence de M. Jean Muel.

Sont présents : MM. Jean Muel, Mascaraud, Noël, Eugène Chanat, Dompard, Gallet, Bulhan, Delmele, Delahaye.

Inscrit : M. Chapsal, souffrant.

I. Correspondance.

M. le Président donne lecture de la communication faite par M. Viger, ancien ministre de l'Agriculture, d'un vœu émis par le XI^e Congrès national des Mutualités et de la Coopération agricoles, réuni le 18 juin à Boulogne-sur-Mer, vœu demandant au ministre d'intervenir pour que, lors des renouvellements des tarifs commerciaux, tous les intérêts agricoles soient sauvegardés.

Le document est versé aux archives - Le vœu sera examiné au prochain moment opportun.

M. le Président fait connaître que l'Union des Industries Chimiques a envoyé un tableau complémentaire au sujet de la révision de la nomenclature. (Versé au dossier Spécial).

Enfin M. le Président transmet un vœu de la
Chambre de Commerce de Roanne tendant
à remédier à la situation insuffisante des
attaches communales.

Renvoyé à M. Noël, rapporteur général, pour examen.

II. M. le Président expose que la Chambre des
Députés a adopté, dans la séance de la veille,
trois projets, qui doivent être déposés ce jour même
au Sénat et que le Gouvernement voudrait voir
adoptés avant la Séparation =

1^{er} Projet de loi portant modification du tableau
des droits inscrits au tarif des douanes, ainsi
que des coefficients de majoration ;

2^o Projet de loi portant approbation de la
Convention commerciale entre la France et
l'Union belgo-luxembourgeoise

3^o Projet de loi portant approbation de la
convention commerciale avec le Canada

M. le Président explique que le premier de ces
projets est une conséquence de la Convention
franco-belge.

M. Noël, rapporteur général, en l'absence
de M. Chapsal, expose les modalités de ce projet
et donne lecture du rapport préparé par M.
Chapsal.

Après une observation de M. Bompian, qui fait remarquer que la réserve introduite par la Chambre à l'art. 2 est mal rédigée (il aurait fallu écrire : approbation par le Parlement, au lieu de : ratification par le Parlement) - M. le rapporteur général est autorisé à déposer aujourd'hui même le rapport dont il vient de donner lecture, à en demander l'insertion à l'Officiel, avec demande d'urgence et mise à l'ordre du jour du lendemain.

- Il en est de même en ce qui concerne le rapport sur la Convention conclue avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise, déjà adoptée par la Commission dans une séance ultérieure.

M. le rapporteur général donne lecture du rapport sur la Convention avec le Canada.

M. le Président remercie le rapporteur général et M. Chapsal, qui a préparé les éléments du rapport.

Les conclusions sont adoptées à l'unanimité. M. le rapporteur général est autorisé à le déposer, à demander l'urgence et l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

III M. le Président fait remarquer que la Chambre a également adopté les conventions avec l'Espagne, la Finlande et la Pologne; mais le ministre du Commerce vient de lui déclarer qu'il n'insistera pas pour un examen immédiat. Celui-ci sera

part à la rentrée. M. le rapporteur général en charge
de la mission et de présenter les conclusions à cette
date.

M. le Président souhaite la bienvenue à M.
Delmelle, nommé membre de la Commission.

La séance est levée à 18 h 30

Séance du mardi 23 novembre

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud, Nèel, Plichon, Les Roland, Emman, Dupont, Bonclot, Lamanie, Courregelongue, Arnon, Gohé, Japy, Aubert.

Excusés: MM. Leberlin et Villette-Gaté.

I L'ordre du jour appelle les projets de loi portant approbation des Conventions commerciales conclues avec la Pologne, la Finlande et l'Estonie.

M. le Président tient à attirer l'attention sur le fait que ces trois projets, adoptés par la Chambre des députés le 10 juillet, n'ont pas encore été déposés au Sénat. Cependant il a pensé qu'il valait mieux ne pas attendre ce dépôt pour commencer l'examen des projets devant la Commission. M. le Président rappelle que ~~cette habitude~~ ces retards sont chroniques. Il ~~fait observer~~ fait ressortir les laps de temps considérables qui se sont écoulés pour les trois projets entre la prise du décret et le dépôt à la Chambre même, puis au Sénat. Il y a là, dit-il, une négligence désagréable. Et il propose de faire connaître

85

au moins le sentiment de la Commission à cet égard (approbation) -

M. Lauran, appuyé par M. Donm, propose que l'on surseie à l'examen des projets jusqu'à ce que le Sénat soit saisi -

M. Noël, rapporteur général, considère que l'intérêt national doit dominer et cet intérêt demande que les conventions, particulièrement celle avec la Pologne, soient ratifiées le plus tôt possible.

M. le Président insiste sur la brièveté de la session et la nécessité pour la Commission d'être en mesure de rapporter tout ce qui lui sera renvoyé. Le gouvernement n'a certainement pas eu de raisons profondes de différer le dépôt - C'est une simple négligence, pour laquelle une observation sera faite, comme il a été décidé.

M. le Rapporteur général ajoute que l'examen demandera plusieurs séances. Il y aura lieu notamment d'entendre le ministre du commerce.

La Commission décide d'abord immédiatement la discussion.

M. le Rapporteur général donne lecture de l'exposé général de son projet de rapport, concernant la Pologne.

Il est entendu que certaines statistiques seront renvoyées.

Au cours de l'exposé, M. le Président fait ressortir

l'utilité du certificat de vérification, venant renforcer le certificat d'origine, souvent inefficace.

L'examen des articles est ajourné, jusqu'après l'audition du ministre, que M. le Président ira voir le 21 nov.

II. Communications diverses.

M. le Président rappelle que la Commission des Finances et le Sénat avaient renvoyé à la Comm. des Douanes un article de la loi de finances ayant trait au régime douanier des cinématographes. Dans le va et vient du budget, la Chambre a repris la rédaction primitive, acceptée par le Sénat. Il n'est plus question de tarif douanier et la Commission s'en trouve dessaisie.

M. le Président remet à M. le rapporteur général une communication de la Chambre syndicale de la cinématographie sur son régime douanier.

M. le Président donne connaissance d'une communication de M. Japy relative à la substitution de droits ad valorem aux droits spécifiques dans la convention franco-espagnole. Le ministre du Commerce, saisi par M. le Président, a répondu par une lettre dont il est donné lecture.

Il est entendu que M. Japy entretiendra le ministre de cette question au cours de son audition prochaine.

M. le Président fait connaître que la France n'a, paraît-il, qu'à se féliciter des résultats obtenus à la Conférence Commerciale, qui s'est tenue à Genève pendant les vacances.

La Commission sera, d'ailleurs, saisie de la question.

M. le Président a reçu des renseignements intéressants au sujet de la consultation du ministre du Commerce sur la révision Commerciale - La C^o sera tenue au courant, dès que le plan de la consultation aura été établi - Il ~~paraît~~ apparaît désormais que des modifications devront être apportées à la nomenclature.

M. le Président a reçu à ce sujet un certain nombre de communications des Chambres de Commerce, notamment celle de Vicence (Italie) ^{et celle d'Alger} et aussi de la Confédération générale des Vignerons -

La Chambre de Commerce de Nice proteste contre la diminution des accords avec le Portugal et le grec et demande qu'on n'agisse pas de même avec l'Espagne et l'Italie.

Le Comité agricole de Brignoles a envoyé une communication relative au commerce des vins, et le Syndicat du Commerce en gros de cette ville sur les relations avec le Portugal. Sur les vins encore une commⁿ de la Ch. de C^o de Chalmers.

Le Syndicat commercial algérien demande la modification du régime des tapis.

La Chambre syndicale des fabricants d'articles métalliques

demande à être protégée contre les importations
allemandes.

Tous ces documents sont remis à M. le rapporteur
général.

M. le Président remet à M. Rajon une lettre de
la Chambre de Commerce de Grenoble et une
autre de la Ch. de C. de Besançon relative au
papier.

La séance se lève à 15h35.

Séance du mardi 27 novembre 1923

La séance s'ouvre à 14h 20, sous la présidence de M. Jean Muel.

Sont présents : MM. Jean Muel, Mascuraud, Noël, Scheurer, Denis, Japy, Jallet, Lauraine, Auber, Carillon, Villette-Jari, Roland, Guerin, Olichon, Dmclot, Duban, Lefebvre.

Assistent à la séance M. Dier, ministre du Commerce et M. Lerruy, Directeur des affaires commerciales au ministère du Commerce.

M. le Ministre du Commerce se entendra au sujet de la convention commerciale conclue avec la Pologne.

(Voir la sténographie de cette audition, jointe au dossier) -

Après l'audition du ministre, M. Noël, rapporteur général, est chargé du rapport sur les conventions conclues avec l'Italie.

La séance est levée à 16h 20

Séance du mardi 4 décembre

La séance est ouverte à 14 h 20, sous la présidence de M. Mascaraud, vice-président.

Sont présents : MM. Mascaraud, Noël, Donn, Chanal, Scheurer, Anker, Bachelet, Guesnier, Razon, Tapy, Delmure, Charpentier, Guernel, Gallet, Delahaye.

Excusé : M. Jean Morel.

I La parole est donnée à M. Noël, rapporteur général, pour lire son rapport concernant la convention commerciale avec la Pologne.

M. le Rapporteur général fait connaître que, pour gagner du temps, il a déposé en blanc son rapport le 27 juillet, après le dépôt du projet au Sénat. Il a remis postérieurement son texte à l'imprimeur et a reçu une épreuve. C'est cette épreuve qu'il va soumettre à la Commission. Elle offre du texte précédemment soumis à la Commission sur quelques points, à la suite de l'avis du ministre.

Il en donne lecture.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

M. le Président tient à féliciter M. le rapporteur général
desm rapport si bien conçu.

Le rapport sera donc distribué.

II. M. Tapy demande à M. le Président s'il se
au courant de négociations ouvertes avec la
fière. Il croit savoir que ce pays accorderait à
la France des conditions favorables, si on consentait
en sa faveur un contingentement de 300.000
hectolitres de vins ordinaires.

M. le Président propose de se rendre auprès
du ministre du commerce ou de M. Serruys,
Directeur des affaires commerciales, pour
s'informer. (Assentiment).

III. L'ordre du jour appelle le projet de ratifica-
tion de la Convention commerciale conclue
avec la Finlande.

M. le rapporteur général donne connaissance
desm sujet de rapport.

En terminant, il insiste sur le point, développé
par M. Serruys au cours de sa déposition de la
séance précédente, que l'extension de la clause
de la nation la plus favorisée conduit en réalité
à une hyper-protection. Dans toutes nos con-
ventions, il convient de mettre aux pays étrangers
le danger de cette clause, lorsqu'elle doit être
ipso facto accordée à l'Allemagne.

M. Scheurer ne croit pas que M. Serruys soit
envenu absolu de cette clause. Il pense qu'il faut
laisser une certaine liberté au négociateur. Sans
qu'il en soit fait une question de principe, il y a des
cas où elle peut être utile.

M. le rapporteur général le comprend très ainsi.

M. le rapporteur général est autorisé à déposer
son rapport, ~~en séance. Il le mettra au point et communiquera~~
~~le rapport à la Commission, ainsi qu'il a été décidé pour la Pologne.~~

En ce qui concerne l'histoire, M. le Rapporteur général suivra
la procédure qui a été employée pour la Pologne.
La séance est levée à 15h55.

Séance du Vendredi 14 décembre

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Juslame Denis.

Sont présents : MM. Juslame Denis, Noël, Scheurer, Eugène Chanal, Japy, Maurice Guernier, Quernel, Delchay, Lederlin, puis Mascunaut.

Excusé : M. Jean Morel.

I. M. le Rapporteur général donne lecture de son rapport relatif à la Convention Commerciale avec l'Esthonie.

Répondant à une question de M. le Président, M. le rapporteur général précise que l'Esthonie nous accorde la clause de la nation la plus favorisée, et comme elle l'accorde aussi à d'autres, notamment à l'Allemagne, il y a là une sorte d'abus, d'autres profitant d'avantages qui devraient nous être réservés.

M. Japy fait remarquer qu'au point de vue des transports, les Allemands ont un tarif de chemins de fer beaucoup plus élastique, beaucoup plus avantageux. Il serait bon de demander au ministre des Travaux publics d'étudier la question, afin que les industriels

français ne soient pas handicapés.

M. le Rapporteur général propose d'introduire dans son rapport une phrase sur ce sujet (approbation)

Le rapport est adopté.

M. le Président adresse à M. le rapporteur général les compliments de la Commission.

II. M. Tapy est nommé rapporteur du projet de loi relatif au régime douanier des fers ou bonnets rouges.

III. L'ordre du jour appelle les arrangements avec l'Italie.

M. le Rapporteur général expose qu'un accord s'est établi pour un arrangement commercial avec l'Italie. Mais les traités sont restés en dehors de cet arrangement. Une convention spéciale ^{à ce sujet} doit être faite ultérieurement, qui modifiera le tarif minimum. La tradition constante de la Commission de Douanes voudrait que l'on ratifie cette modification de tarif — le projet en question n'en pas être déposé à la Chambre — avant d'approuver l'arrangement général. Et M. le rapporteur général se demande s'il y a urgence, dans ces conditions, à délibérer sur l'arrangement franco-Italien, etant donné au surplus que ~~cet~~ le décret qui l'a institué

en assure présentement l'application -

M. Scheuss insiste pour que l'arrangement franco-italien soit ratifié dans le plus bref délai. Les industries importatrices en Italie ont intérêt, en effet, à le voir confirmer par une loi. On risquerait autrement de se heurter à des difficultés qui pourraient mettre en péril l'ensemble de nos relations avec l'Italie -

Sur la proposition de M. le Rapporteur général, la Commission décide de demander au Ministre du Commerce et à M. Serruys, Directeur des accords commerciaux, de venir ^{devant elle} à la prochaine séance, fournir les explications

M. le Rapporteur général dit qu'il aura préparé son rapport pour cette date.

La séance se lève à 16 heures

Séance du mardi 18 décembre

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Mascunaut, vice-président

Sont présents : Mm. Mascunaut, Noël, Eugène Chanal, Scheurer, Aubert, Gillelte-Jaïs, Delahaye, Tapy, Boulot, Rolant.

Excusé : M-Jean Morel.

Assistant : M. Serruys.

I. Audition de M. Serruys, Directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, au sujet des Accords Commerciaux avec l'Italie.

(Voir compte rendu sténographique in-extenso, dans la chronique spéciale du projet relatif à l'arrangement commercial avec l'Italie)

Au cours de son audition, M. Serruys déclare que l'accord relatif aux vins, qui modifie le tarif minimum, doit, dans la pensée du gouvernement, être voté presque simultanément avec

97

l'arrangement commercial, une priorité de
quelques minutes étant réservée au projet tarifaire.

(M. Serruy se retire à 16h15).

II - Projet de loi relatif au régime douanier des fez ou bonnets rouges.

M. Japy donne lecture de son rapport, qui
est adopté.

Le rapporteur en autorise à déposer son rapport
et à en demander la mise à l'ordre du jour,
sans réserve qu'il n'y ait pas de débat.

III Sur la proposition de M. le Rapporteur général,
à laquelle se rallie M. Scheurer, la Commission
décide, qu'en raison des déclarations de M. le
Directeur des Accords commerciaux, elle ne
poursuivra l'étude de l'accord commercial
avec l'Italie qu'après avoir eu connaissance
de la convention modifiant le tarif des frises.

La séance est levée à 16h45

Seance de l'Année 1924

La Seance se ouverte à 17 heures, sous la
présidence de M. Pierre Benoit, Mayor d'Age, assisté
de M. Duba, adjoint d'Age.

Sont présents : MM. Gustave Benoit, Jean Morel, Noël,
Schmitt, Chapuis, Bousquet, Georges Chausse,
Bouvier, Dubois, Charpentier, Benoit,
Lyon, Guichet, Bouquet, Delafaye, Dubois,
Cochon, Noin, et Roussier.

Sont fait absence : MM. Jarry, Simon, Gaston Meunier.

M. le Président donne lecture de lettres d'excuses. Dans
celle qui s'est adressée, M. Simon dit qu'il lui est im-
possible de venir assister aux travaux de la Commission
et qu'il prie le Président de l'excuser. Le
Président fait rapport de l'absence de M. Simon
pendant l'absence de M. Simon.

Il est décidé de nommer un commissaire
de l'année.

Le Bureau traitant de la question de l'annuaire.

Séance du 1^{er} février 1924

La séance est ouverte à 17 heures, sous la présidence de M. Gustave Denis, Doyen d'âge, assisté de M. Aubert, secrétaire d'âge.

Sont présents : MM. Gustave Denis, Jean Muel, Noël, Scheurer, Chapsal, Dupont, ~~Georges~~ Chanaud, Touron, Guerin, Charpentier, Lemaire, Louis Guemel, Baucot, Delahaye, Buhau, Cadillon, Néron et Bournan.

Se sont fait excuser : MM. Japy, Donon, Gaston Meunier.

M. le Président donne lecture des lettres d'excuses. Dans celle qu'il a adressée, M. Donon dit qu'il lui serait agréable de voir renouveler son mandat de secrétaire de la Commission et qu'il reste à la disposition de celle-ci pour rapporter les projets portant sur des produits agricoles et notamment sur les céréales.

Il en a procédé ensuite au renouvellement du bureau.

Le bureau sortant en réitérant à l'unanimité.

Il en faut aussi composer :

Président. M. Jean Morel
Vice-président. MM. Mascaraud et Tournon
Secrétaires : MM. Donn et Eugène Chanalet.

M. le Président adresse ses compliments aux membres du bureau et M. Jean Morel prend place au fauteuil.

Présidence de M. Jean Morel

M. le Président remercie et félicite M. Juste Denis pour l'exemple de bonne santé, de jeunesse d'esprit et de corps, qu'il ne cesse de donner et, surtout, c'est lui qui a présidé le séance, il le remercie de son amitié et de son bonheur.

Il remercie de tout coeur les membres de la Commission du grand honneur qu'ils lui ont fait en l'appelant pour la deuxième fois à présider la commission. Comme par le passé, il remplira tout son devoir avec impartialité, zèle et dévouement.

« Mais nous ennuierions trop, M. le Président, et depuis trop longtemps pour que ce soit par des phrases qui s'envolent rapidement que nous manifestations notre sympathie. Je m'efforcerai de garder nos harangues dans la voie que nous avons suivie jusqu'ici, dans un esprit de fraternité, de large libéralisme, de concorde et de tolérance.

Au nom de la Commission, M. le Président adresse de chaleureuses félicitations à ceux des membres

103

qui ont été soumis à l'épreuve de la réélection et qui ont triomphé et souhaité une cordiale bienvenue aux nouveaux collègues. (applaudissements)

Sur la proposition de M. le Président, M. Noël, dont M. le Président fait ressortir la haute compétence et le dévouement, est réélu à l'unanimité rapporteur général.

M. le Président fait une communication au sujet de la proposition de loi adoptée par la Chambre et qui tend à modifier le régime des droits de vendange, mistelles et vins de liqueur. Cette proposition a été votée fin décembre sans débat et sans que le gouvernement ait fait connaître son sentiment. La transmission au Sénat a eu lieu le 11 janvier. Le 12, le Président du Conseil adressant au Président de la Commission une lettre par laquelle il demandait à être entendu avant décision, le projet, disait-il, ayant besoin d'être profondément amendé. Il a semblé à M. le Président que c'était des motifs de politique extérieure qui avaient déterminé l'intervention du Président du Conseil.

Sur la proposition de M. le Président, M. Chapsal est désigné comme rapporteur, et une entente qu'un délai lui sera accordé pour rédiger son rapport.

Le Président du Conseil sera avisé que la Commission est à sa disposition pour l'entendre quand il le désirera.

M. Chapuisat voudrait être informé de ce que le gouvernement a fait pour sauvegarder les intérêts de la France, en présence de l'échéance prochaine du délai de 5 ans prévu par l'art. 268 du traité de Versailles pour l'entrée en franchise en Allemagne des produits d'Alsace et de Lorraine.

M. Boncompagni dit que rien n'a été fait, parce que l'on a considéré qu'on ne pourrait obtenir l'unanimité nicénaise de la Société des Nations.

M. Scheurer ajoute qu'il y a eu au ministère du commerce en juillet dernier une réunion de délégués des chambres de commerce des départements d'Alsace et de Lorraine. Ceux-ci ont appris que le dossier avait été remis au ministère des affaires étrangères. Au mois de décembre, M. Scheurer s'en rendit avec le général Bourgeois auprès du président du conseil qui avait promis de prendre les mesures nécessaires. Il a appris depuis que cet acte d'interruption de la prescription n'avait pas eu lieu, parce que les affaires étrangères ont craint de ne pas recevoir l'assentiment des chancelleries alliées.

M. le Président précise qu'on ne pourrait espérer obtenir l'adhésion du gouvernement britannique, car c'est déjà malgré lui que la mesure a été prise en 1919. Toutefois la question sera posée au président du conseil ou à son représentant, lorsqu'il viendra devant la Commission, au sujet des mistelles.

M. Bouctot demande que la Commission consulte le Ministre du Commerce pour lui poser différents questions au sujet des droits pris récemment et de la politique qu'il entend suivre pour combattre la vie chère.

M. le Président fera part au ministre de ce désir.

M. Maurice fera voir surtout qu'on entendait en même temps le ministre de l'Agriculture, les cultivateurs étant les cibles de la diminution des prix de l'avoine sur les blés et demandant qu'une mesure analogue fut prise pour les produits utiles à l'agriculture.

Il en sera ainsi décidé.

La séance se levée à 17h 31

Séance du 19 février 1924

La séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. Jean Muel.

Sont présents : MM. Jean Muel, Mascaraud, Noël, Bonzon, Donn, Chanaud, Tournau, Bonetot, Guisnel, Delahaye, Maurice Jusseret, Bonnard, Scheurer, Duhan, Japy, Bachelet, Lederlin, Villette-Jaïs, Delmède, Potté.

Excusés : MM. Roland et Néron.

M. le Président donne lecture de la lettre d'excuses de M. Néron, qui dit être à la disposition de la Commission pour les rapports dont on voudrait le charger.

M. le Président donne lecture d'une lettre de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles, transmise par M. Delahaye, contre la diminution des droits de douane sur les ficelles de liasses. M. Delahaye demande que cette lettre soit communiquée au ministre. (Il en a aussi décidé).

Délégation interparlementaire.

Il est décidé à la nomination des membres sénateurs de la Délégation interparlementaire. Les membres sortants sont réélus.

M. Etienne Néron en désigne, en remplacement de M. le Colonel Plichon, qui n'appartient plus au

Seiat.

La Délégation est donc composée, en ce qui concerne le Seiat, de MM. Jean Morel, Bouron, Noël, Scheurer, Bonctot, Chapsal et Meïron.

Réunion de la Délégation.

M. le Président annonce que le Président de la Commission des Affaires de la Chambre lui a demandé de réunir la Délégation, afin d'échanger des vues sur les projets déposés par le Gouvernement.

Il est décidé que la Délégation se réunira jeudi 21 février.

Audition ministérielle.

M. le Président donne lecture de la lettre qu'il a reçue de M. le Président du Conseil, au sujet de son audition sur le projet relatif aux navettes et monts de ventange ainsi que sur la prorogation éventuelle des obligations imposées à l'Allemagne par l'art. 268 du traité de Versailles.

Dans cette lettre, M. le Président du Conseil répond que, dans l'impossibilité où il se trouve de venir en personne, il a chargé le Ministre du Commerce, M. Dior, d'entretenir la Commission de ces deux questions.

M. Dior a été saisi également du questionnaire dressé par M. Bonctot.

Admission temporaire.

M. le Président donne lecture d'une demande du Comité d'action économique et sociale, transmise par M. Bolley, Directeur général des Douanes, tendant au vote de la proposition relative à l'admission temporaire, en instance devant la Commission.

M. le Rapporteur général est chargé de préparer un rapport favorable, après déclaration de M. Scheuer, qu'il n'y a pas lieu pour l'insertion d'un amendement concernant les tissus de coton.

Certificats d'origine.

M. le Président fait connaître qu'à la Conférence des présidents des grandes commissions il a été question de la proposition de la Trévisse relative aux certificats d'origine. Comme la Commission du Commerce a, de son côté, à délibérer sur un projet connexe, (rapporteur, M. Serre), cette commission a exprimé le désir que les deux projets soient discutés par les deux commissions réunies.

Avant de prendre une décision à ce sujet, on convient d'entendre un exposé verbal de M. le Rapporteur général.

Régime des glucoses.

M. le Rapporteur général est chargé du rapport sur le projet de loi modifiant le régime douanier et le régime fiscal intérieur des glucoses.

Accord avec l'Italie sur les soies

M. le rapporteur général est également chargé du rapport sur l'accord spécial conclu avec l'Italie au sujet des soies.

Régime Sanitaire des peaux de lapin

M. le Président fait connaître qu'il a reçu d'un certain nombre de groupements économiques des protestations contre la rafle des peaux de lapin faite par des acheteurs étrangers. La fourrure, la chapellerie, qui utilisent ce produit, vont jusqu'à demander l'interdiction de sortie.

M. Fatié dit que cette interdiction porterait préjudice aux paysans et ouvriers de la région du nord, qui élèvent des lapins pour fournir toute la peau en Belgique, or elle sont converties en fourrures.

M. Donn, se référant à la statistique du ministère de l'agriculture, dit que l'on produit en France plus de peaux de lapin que l'industrie française ne peut en utiliser, environ 40% de plus. D'ailleurs, c'est surtout l'Italie, pays à change bas, qui en achète. On ne peut donc parler de rafle.

MM. Delahaye et Doucetot sont partisans de droits de sortie ou d'un contingentement, plutôt que de l'interdiction absolue.

M. le Président fait observer qu'il ne s'agit pas

pour le moment de se prononcer. Le ministre a nommé une commission consultative, qui a donné un avis favorable en ce qui concerne l'exploitation des peaux brutes, mais n'a pas encore pris de décision pour les peaux de lapin. Lorsque le ministre aura pris une détermination, la Commission pourra, à son tour, examiner la question. En attendant, il suffit de nommer un rapporteur provisoire, pour suivre et étudier cette question.

M. Villette fait en désigné comme rapporteur.

Distribution de Travaux.

M. le Président fait remarquer qu'un grand nombre de projets et de propositions, rapports, mais non votés, sont en instance devant la Chambre, sans compter ceux qui ne sont pas encore à l'état de rapport. Pour avancer le travail de la Commission, lorsque ces projets seront déposés au Sénat, M. le Président propose de désigner d'avance des rapporteurs, chargés d'en suivre la discussion devant l'autre assemblée et d'en préparer l'étude. (Assentiment)

Sont désignés :

- Projet du 6/11/24 - portant suppression des coefficients de majoration des droits de douane sur les blés (6952). M. Doreau
- Proj. tendant à autoriser le Gouvernement à prohiber l'importation de march. étrangères (fr. 7007) M. Tournay
- Proj. tendant à suspendre ou à réduire provisoirement certains

11)

Droits de Douane (7081) - M. Doum.

- Pr. ratifiant décret 26/10/21 qui a institué des Droits de Douane ad valorem sur cert. nombre de march. (pr. 3613 - 2.4424) M. Tapy
- Proj. Maillard concernant la surtaxe d'entrepôt. (proj. 4987) M. Noël
- Proj. ratifiant décret 29/2/22 ordonnant des Droits de sortie (pr. 4559 - rapp. 5084 et 5308) - M. Villette fâché.
- Pr. portant ratification des décrets des 30 janv., 16 fév., 2 et 4 mars 1920 prohibant la sortie et la réexportation de divers produits (projet 1026 - rapport 1444) - M. Néron.
- Pr. ratif. décrets 30/6. 14 et 22/8 - 22 et 26/10 et 4/11/20 prohibant la sortie et la réexportation de divers produits - (pr. 2388 - rapport 2756) - M. Néron.
- Pr. ratif. décret 29/3/22 qui a prohibé la sortie des ferrailles et débris de fonte, fer et acier - (pr. 5788 - rapport 6082) - M. Villette fâché.
- Pr. ratifiant le décret 7/3/23 qui a rendu aux déchets de fer éliminés de 5 m/m d'épaisseur ou moins la prohibition de sortie d'interdite sur les ferrailles. (pr. 5945 -) M. Néron.
- Pr. ratifiant décret 20/3/22 qui a rétabli les Droits de Douane sur les beurres - (pr. 4403 - rapport 4967) - M. Bonclot.
- Proj. Binet relative aux tapis d'Aubusson et de Felletin - (rapport n° 5462 - projet n° 5022) - M. Bonclot.

- Projet ratifiant décret 23/9/19 qui a examiné les coefficients
certains pièces détachées de machines agricoles -
(fr. 873 - rapp. 1083) - M. Tournan -

- Prop. Hauds modifiant et complétant le tarif général
en ce qui concerne l'hydrosulfate de soude (fr. 6685 -
rapp. 7021) - M. Chauval.

- Prop. Hauds modifiant le tarif général concernant
les sels ammoniacaux - (fr. 6686 - rapp. 7022) -
M. Chauval.

- Pr. ratif. divers décrets prohibant certains produits
à la sortie des colonies. (fr. 776 - rapport 1003)
M. Auber.

- Pr. rat. décret 8/11/20 prohibant l'importation des
poivres de provenance ou d'origine étrangère. (fr. 2521 -
rapport 2725) - M. Auber.

- Pr. rat. arrêté 1/10/20 qui a promulgué dans la colonie
de la Guadeloupe divers décrets établissant ou modifiant
les coefficients de majoration des droits de douane
(fr. 2460 - rapport 2851) - M. Auber.

- Pr. ratifiant le décret du 1/2/21 fixant la liste des manchan-
dises pour lesquelles la prohibition d'exportation des colonies
et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc
est provisoirement nécessaire (fr. 2664 - rapport 2852).
M. Auber.

- Pr. ratifiant arrêté 8/3/21 qui a promulgué dans la colonie
de la Nouvelle Calédonie des décrets modifiant celui du 11 janv 92
en ce qui concerne les automobiles et instruments de musique
(fr. 3332 - rapp. 4180) - M. Auber.

- Proj. Candace deudaule modifie le n° 86 du tableau A annexé à la loi du 11/1/92 - (proj. 3514 - rapp. 4662) - M. Auber.
- Proj. rat. divers articles portant promulgation dans cert. colonis franc. de décrets modifiant le tarif douanier métropolitain ou instituant des coefficients de majoration (pr. 4878 - rapport 5603) - M. Auber.
- Proj. ratifiant décret 10/1/20 modifiant les coefficients en ce qui concerne les fûts enroulés, les papiers à parer et le carton - (pr. 484 - rapp. 988) - M. Guesnier.
- Pr. ratification décrets 26/2 - 31/3 - 17/4 et 14/5/20 prohibant la sortie et la réexportation de divers produits (pr. 1180 - rapport 1445) - M. Donon.
- Pr. ratif. décrets 27/3 - 12, 14, 21 et 22/4/1920 concernant des coefficients de majoration de droits de douane - (pr. 1295) - rapp. 1795) - M. Donon.
- Pr. rat. décret 2/2/21 modif. des coefficients de major. (pr. 2495 - rapport 2853) - M. Guesnier.
- Pr. rat. décret 11/1/21 modif. des coefficients de major. (pr. 2825 - rapp. 3033) - M. Guesnier.
- Pr. rat. décrets 27/3 et 2/4/21 mod. des coefficients de maj. (pr. 2699 - rapp. 3034) - M. Guesnier.
- Pr. rat. décrets de mai et juin 1920 prohibant sortie et réexport. de divers prod. (pr. 2458 - rap. 2854) - M. Néron.
- Pr. rat. décret 1/4/22 modifiant droits de douane sur billes de roulement (pr. 2723 - rapp. 2927) - M. Japy.

- Gr. ratif. décret 20/10/21 modif. droits sur divers objets de mécaniciens - (pr. 3643 - rapp. 3944) - M. Japy
- Gr. ratif. décret 28/3/21 qui a relevé les droits de tarif général à l'importation - (pr. 2912 - rapp. 3451) - M. Noël
- Gr. modif. le tableau des droits inscrits au tarif de Douanes ainsi que les coeff. de major. [cherciaux, etc] (pr. 6302 - rapport 6390) - M. Noël
- Gr. ratif. décret 16/12/21 modif. tableau de coefficients annexé au décret du 29/6/21 - (pr. 4152 - rapp. 4664) - M. Néron.
- Gr. rat. décret 30/11/21 modifiant coefficients annexés au décret 29/6/21 - (pr. 3917 - rapp. 4181) - M. Bonclot
- Gr. rat. décret 14/6/22. modif. coefficients - (pr. 4874 - rapp. 5397) - M. Bonclot.
- Gr. rat. décret 17/9/20 prohibant dans les établissements français de l'Inde la sortie des mach. industriels. (pr. 2461 - rap. 2726) - M. Néron
- Gr. rat. décret 23/4/20 prohibant l'importation en France et en Algérie de diverses marchandises. (pr. 1187 - rapp. 1794) - M. Bonclot
- Gr. rat. décret 21/5/21 relatif aux médicaments empruntés aux dénommes d'origine étrangère (pr. 2932 - rapp. 3199) - M. Tournan.
- Gr. modifiant le tarif de nickel et de ferro-cerium - (pr. 6484 - rapport 6561) - M. Néron
- Gr. rat. décret 26/2/20 concern. produits chimiques et teintures

(pr. 746 - rapp. 1337) - M. Chauval

115

- Pr. rat. décret 21/8/24 sur les bois feuillus et le terre d'infusum
(pr. 3293 - rapp. 3906) - M. Buhau.

- Pr. rat. décrets 4/11 et 2/12 1921 prohibant sortie de
divers produits - (pr. 4080 - rapp. 4421) - M. Delmède

- Pr. rat. décret 4/11/21 sur chlorure de potassium et
sulfate de potasse - (pr. 4114 - rapp. 4422) - M. Chauval

- Proj. Nrim concernant le sulfate de baryte. (pr. 4547 -
rappel 4663) - M. Chauval

- Proj. rat. décret 4/9/22 sur le sulfate d'ammoniaque
brut (pr. 5141 - rapp.) M. Chauval

- Propos. Hautes concern. l'acérat de plomb - (prop. 6683 -
rapp. 7019) - M. Chauval

- Proj. Hautes concern. le sulfure de carbone - (pr. 6684 -
rapp. 7020) - M. Chauval

- Proj. rat. décret 16/12/24 modifiant les coefficients
not. sur les tissus élastiques - (pr. 4152 - rapp. 4664) -
M. Scheurer.

- Proj. Hautes concern. bimbeloterie et jeux - (pr. 6955 -
(rapp.) M. Delmède

- Proj. rat. décret 8/1/21 prohibant la sortie du lait
(pr. 2387 - rapp. 2681) - M. Donon.

- Pr. rat. décret 15/10/24 concernant le malt (pr. 3721 -
rapp. 3943) - M. Tournan.

- Proj. relatif au régime domaniale du blé et à la fixation
des rapports à établir entre le cours des blés, le cours des
farines et le prix du pain. (n. 6904 - rapp.).
M. Donon.

- Proj. de Bail concern. les bords d'augments -
(prop. 6260 - rapp. 7033) - M. Quesnel

- Projet. ratif. décret 18/8/21 concernant les tapiocas.
(n. 4228 - rapp. 4665) - M. Tournan.

- Projet ratif. décret 6/8/22 concernant les tapiocas
(n. 5042 - rapp. 5396) - M. Tournan.

Plusieurs membres de la Commission protestent à nouveau
contre le retard apporté par le gouvernement au dépôt
de ces projets ~~parce qu'ils ne sont~~ sur le bureau du Sénat.

La séance est levée à 15h 15

117

Séance du 26 février 1924

—

La séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. Jean Muel.

Sont présents: MM. Jean Muel, Noël, Chapsal, Scheurer, Japy, Tournan, Auber, Delmele, Guenier, Dometot, Bachelet, Dompard, Delahaye.

Excusés: MM. Neim et Dumant

Régime financier et fiscal des glucoses

Après observations de plusieurs membres sur le retard apporté par le gouvernement au dépôt du projet, M. le rapporteur général donne lecture de son projet de rapport.

MM. Tournan, Bachelet, Dompard, demandent quelques explications qui leur sont fournies par M. le rapporteur général et par M. le Président.

M. Japy se plaint que par le contingentement on ferme la porte aux ~~colon~~ industries coloniales. Il voudrait que ce contingentement ne puisse descendre au-dessous d'un certain chiffre, 10 ou 20 par exemple, au lieu d'être laissé à l'arbitraire gouvernemental.

M. Chapsal déclare être d'accord en principe avec M. Japy sur la nécessité de traiter les colonies

authentement que les pays étrangers. Le gouvernement l'a
pensé aussi. En principe, les produits originaires des colonies
assimilées ne payent pas de droits de douane. Par une
anomalie du tarif douanier on avait oublié dans la
nomenclature les glucoses, qui étaient assimilés aux sucres.
Cela entraînait pour les colonies un traitement très dur.
Aujourd'hui le gouvernement veut réparer cette injustice.
La protection ^{compulsive} des glucoses étrangers sera supprimée ou
majorée par l'établissement d'un tarif général, qui
frappera notamment les Etats-Unis. Pour les produits
coloniaux, ~~après la suppression de la protection douanière~~
~~mais l'industrie nationale ne pourra pas~~, ils ~~en~~ bénéficieront de
l'équivalence avec le régime de la métropole ^{mais subiront} ~~après~~ un délai
de cinq ans, pendant lesquels ils seront l'objet d'un
contingentement. Ainsi la gluconerie française pourra
s'habituer à sentir la concurrence et l'industrie coloniale
pourra peu à peu se développer. Dans cinq ans, on retombera
dans la règle et les produits de nos colonies entreront
librement. M. Chapsal estime que cette méthode est raisonnable.

M. Auber proteste contre ce contingentement et M.
Delmech voudrait que, tout au moins, celui-ci soit fixé
par une loi et non par un décret.

M. le rapporteur général se range à l'avis de M. Chapsal
et admet les arguments qu'il a présentés.

La discussion générale est close.

Les différents articles sont adoptés après observations de M. le
président que l'art 3 est un peu confus, car il s'applique
à la fois aux taxes intérieures et aux taxes douanières.
Il faut considérer que les glucoses coloniaux entreront
en franchise, en payant seulement les taxes intérieures.
L'excédent du contingentement payera en plus un droit d'entrée -

M. le Président informe que ce point fut traité dans le rapport.¹¹⁹

M. le Rapporteur ^{général} tiendra compte des diverses observations
présentées et donnera, à la prochaine réunion, une
nouvelle lecture de son rapport ainsi modifié.

La séance est levée à 15h30

Séance du 4 mars 1924

La séance est ouverte à 14h 20 sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Chapsal, Néron, Dourpant, Quémel, Tapy, Auber, Tournan, Guérin, Delahaye, Charpentier, Carillon.

Excusé : M. Pastor Menier.

- I L'ordre du jour appelle l'audition d'une délégation de la Chambre syndicale des fabricants de soieries de Lyon, sur les accords commerciaux avec l'Italie et le projet modifiant le tarif des Douanes en ce qui concerne les soies et soieries.
- Les délégués n'ayant pu se présenter, l'audition est renvoyée au jeudi 6 mars.

- II ^{Projet} ~~Commission~~ deln tendant à modifier le tarif ~~général des Douanes~~ ~~en ce qui concerne les soies et soieries~~ ~~et le régime fiscal~~ intérieur des glucoses.

M. le Président rappelle qu'au cours de la précédente séance, la Commission avait adopté le projet relatif aux glucoses, en priant le rapporteur général d'apporter quelques précisions en ce qui concerne l'art. 3.

121

M. le Président a bien réfléchi sur ce texte qui, en définitive, se suffit à lui-même. Il y avait une faute typographique ("du" pour "de") qui, corrigée, suffit à éclaircir le texte -

M. Noël, rapporteur général, dit que pour ~~répondre~~ donner satisfaction à M. Chapsal, il a effacé de son rapport ses réserves au sujet de la précarité des conditions accordées aux colonies.

M. le Président fait savoir que, sur son intervention, le projet a été déposé sur le bureau du Sénat. M. le rapporteur général est donc autorisé à déposer son rapport.

III Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 4 janv. 1892. (art. 15).

A la demande ^{de} M. le rapporteur général, l'examen de cette proposition est renvoyé à quinzaine, la séance du mardi devant être consacrée à l'audition du Ministre du Commerce. Il est entendu que M. le rapporteur général profitera de la présence du ministre pour lui demander son sentiment sur cette proposition.

IV Proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes en ce qui concerne les monts de reventange, les mistells et les vins de liqueur.

M. Chapsal, rapporteur, a la parole. Il commence par signaler que dans la statistique douanière de 1923 le commerce de perles fines, jusqu'ici considéré

comme accessoire, figure pour 635 millions d'importations et 1 milliard 480 millions d'exportation. Il pense que c'est un moyen de faire sortir l'or.

M. Chapsal parle ensuite de la proportion relative aux droits de vente, sur il expose l'économie. Cette proposition, qui émane de M. Barthe, a pour but à la fois de simplifier la nomenclature et d'augmenter la protection.

En ce qui concerne la protection, M. Chapsal estime que la situation actuelle ne justifie pas les modifications proposées. Le régime en vigueur n'est pas si mauvais, puisqu'il a permis d'arriver à une production de plusieurs centaines d'hectolitres. On exporte peu de mistelles, mais plus de 100.000 hect. de vin de liqueur pour une somme de 60 millions contre une importation de 12 millions seulement. Il en faut imiter et il serait dangereux de risquer de mécontenter l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Italie, avec qui nous avons conclu ou sommes sur le point de conclure des accords avantageux. Il montre, par des exemples, qu'en tout état de cause, la majoration ^{proposée} ^{sont excessives} ^{par conséquent} présente un autre danger: elle fait disparaître le coefficient, en le bloquant avec le droit. Cette disparition ferait croire que la majoration est définitive, qu'elle subsisterait même si le change s'améliorait. Elle mécontenterait les pays étrangers et susciterait en France des demandes analogues d'autres industries.

En ce qui concerne la simplification, la suggestion de M. Barthe peut être retenue, car les progrès accomplis dans la production de mistelles ne permettent plus de les distinguer les droits de vente. Les progrès de la fabrication ont dépassé la classification. C'est sur ce point que l'on pourrait attirer l'attention du ministre, en repoussant le reste de la proposition - (approbations)

M. le Président félicite le rapporteur de son esprit
et s'élève à son honneur une proposition qui
tend à consolider les coefficients. La Commission est
unanime sur ce point et M. le Président pense
que le gouvernement le sera aussi.

La séance est levée à 15h15 -

Séance du jeudi 6 mars 1924

La séance est ouverte à 16 h 30, sous la présidence de M. Jean Mnel.

Sont présents: MM. Jean Mnel, Mascaraud, Noël, Aubert, Nèron, Chapsal, Tapy, Lefebvre.

Assistent: M. Coignet.

L'ordre du jour porte:

Audition d'une délégation des fabricants de soieries.

La délégation, présentée par M. Coignet, se compose de:

M. Fongère.

M. Dechaud, président de la Soierie parisienne.

M. Albert Béranger, président du Syndicat français du mûlinage de la soie.

M. Jouvenot, conseiller technique.

M. Fongère expose que la délégation a demandé à être entendue sur le projet portant modification du tableau des droits de douane en ce qui concerne les soies et soieries, et sur le projet portant approbation de l'accord spécial sur les soies signé le 28 juillet 1923 entre la France et l'Italie.

M. Chapsal demande si parmi les délégués se trouvent des négociateurs de l'accord.

M. Fougère : C'est moi-même qui ai été le négociateur à Paris et à Rome, avec M. Albert Bérauger.

M. Chapsal. Combien aug-mes en desordres?

M. Fougère. A Rome, une seule, en trois jours de délibération - à Paris, une journée entière.

M. Chapsal. Aug-mes établi le tarif à mes deux et y a-t-il en entente avec nos collègues?

M. Fougère. Tous les représentants des industries de la soie se sont réunis et se sont mis d'accord. Pendant longtemps, il y a eu des difficultés avec les moulineurs. C'est ce qu'à l'arrivée de M. Bérauger à la tête du syndicat que le moulinage a fait des concessions, en réduisant de presque un dixième un droit qui était auparavant de 3 francs. Cet accord a suffi à vaincre les résistances des Italiens.

A M. Noël qui demande si l'abaissement des droits sur les moulinés ne risque pas d'amener une répercussion sur la sériciculture, M. Fougère répond négativement.

M. le Président félicite les intéressés de l'accord intervenu entre le moulinage et les fabricants de soieries.

M. Fougère dit que les délégués français ont fait précéder tous leurs conversations avec leurs collègues italiens de rapports préalables soumis au Ministère

du Commerce, exprimant l'état d'esprit qui les animait. Ils ont dressé des tableaux montrant que, par suite des hautes et des circonstances, l'industrie française était suffisamment protégée contre les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse. Contre l'Italie seule, la protection était insuffisante. Son approvisionnement en matière première mettait l'Italie dans une situation privilégiée par rapport à la France, qui se trouvait totalement tributaire de l'étranger.

Les délégués ont, sans leurs rapports, établi ensuite industrie par industrie les différences de production entre la France et l'Italie et comparé les salaires. Pour les tissus de crepe, M. Fougère, il nous manquait 25% de protection. Nous avons demandé que le droit de 4⁺ fut porté à 6⁺. Pour les tulles, nous avons maintenu le droit de 6⁺ inférieur au tarif légal. Pour les velours et peluches, le tarif légal aurait été 9⁺, 50; nous avons maintenu le même droit de 6⁺.

M. le Président demande si M. Daac a formulé des objections au sujet des tulles.

M. Fougère répond négativement. En résumé, dans son exposé, il dit que pour les mousselines, le droit légal aurait été de 8 francs; le droit ancien était de 6⁺; il a été demandé 7⁺. Pour les tissus teints en fils, on a fait supporter à la fabrique des droits très élevés par rapport à la protection légale; des facilités ont été accordées à la ^{l'Italie} Suisse, en échange de concessions sur les vins. Par contre, pour les tissus de soie mélangés de coton, nous sommes trop protégés par suite de protectionnisme du tarif général français. Il y a eu, M. Fougère, un conflit à ce sujet avec le syndicat général cotonnier

127

et nous-mêmes. Finalement, ces Messieurs ont admis que tous les tissus qui emploieraient plus de 5% de soie resteraient dans la fausse soyeuse et que ceux qui en emploieraient moins resteraient dans la fausse du coton. Nous avons ainsi deux catégories et sur ce terrain, il y a eu une très large concession.

Nous avons, avec ces principes, abordé nos conférences italiens - Nous avons convenu sur tous les points à ce que les Italiens jouissent à l'entrée en France de droits inférieurs à ceux que nous pourrions demander à l'entrée en Italie. Nous nous sommes mis d'accord sur tous les points de la nomenclature et nous avons adapté cette nomenclature à la nomenclature actuelle de la production - Nous avons obtenu une distinction plus nette entre la soie artificielle et la soie naturelle -

M. Noël fait observer que quelle que soit la matière, le travail représente la même.

M. Fougère réplique que les deux fabrications n'ont pas besoin de la même protection. D'autre part, il est difficile de maintenir les mêmes droits de base, par ce que la soie artificielle est plus lourde et que son prix est inférieur. Il a été demandé une différence de 2%.

M. le Président demande si la fabrique française est encore obligée d'importer de la soie artificielle -

M. Fougère répond affirmativement. D'ailleurs, pour certains emplois celle de Tubize, en Belgique, est préférable. Mais la production française va s'accroître. Trois nouvelles usines ont sur le point de ~~s'installer~~ de monter. On commence déjà à exporter. La soie artificielle doit prendre demain une très grande place.

Ce ne sera pas au détriment de la soie naturelle, mais d'autres textiles.

En dehors de la soie artificielle, la nouvelle nomenclature distingue les tissus en soie et coton avec traits différents suivant poids; aussi les mélanges de soie artificielle et de soie naturelle avec d'autres textiles, etc.

M. Fougère ajoute: Nous nous sommes préoccupés de proposer à nos gouvernements respectifs une tarification nouvelle. Nous nous sommes mis d'accord sur trois points. Nous avons eu beaucoup de difficultés pour établir le régime transitoire au point de vue des coefficients. Les Italiens auraient voulu qu'on établisse le droit de Douane en or. Nous nous en sommes tenus au système des coefficients. Nous avons remarqué qu'il paraît l'heure actuelle un certain nombre d'éléments qu'on pourrait considérer comme stables; parmi eux les soies.

Nous avons admis pour toute la tarification (en incorporant la différence ^{1,18} un coefficient ^{mobile} uniforme de 2.

Nous avons réussi à établir avec les industriels Italiens des rapports de cordialité et nous envisageons non seulement avec l'Italie, mais avec l'Angleterre, la Suisse, l'Espagne et même l'Allemagne une entente contre la concurrence asiatique.

Le projet qui me est soumis a été examiné par les services ministériels très consciencieusement et a passé par tant de cribles que nous pensons que nous pourrions l'accepter en confiance.

M. Fougère signale que si le Commerce de Paris, représenté par M. Dechaux, ~~et~~ n'a pas participé aux négociations, ~~desormais~~ il a été entendu que désormais toutes les questions communes seraient discutées ensemble et dans ce but a été constituée la Fédération de la Soie. Il conclut en demandant au Sénat de voter les projets avant la séparation.

M. le Président remercie M. Fongère de ses déclarations et lui pose quelques questions.

La première se rapporte aux panges d'Exheune-Orient

M. Fongère répond que pour des raisons diplomatiques ~~on ne~~ renonce à lutter contre les bruns du Japon et de la Chine. D'ailleurs, ces bruns, tenus en France, viennent en aide à la teinturerie.

M. le Président. 2^e question: vous avez modifié le tarif en ce qui concerne les rubans. Est-ce un accord avec les fabricants?

M. Fongère. Tout a été fait en parfait accord avec la Chambre syndicale de St Etienne. J'ai été mandaté par elle et elle a approuvé à l'unanimité l'attitude qui avait été adoptée.

Répondant à M. le Président et à M. le Rapporteur général, M. Fongère donne quelques détails sur l'état de la sériciculture. Les nouvelles magnaneries vont s'ouvrir.

Répondant à M. Tapy, M. Fongère dit que les traités s'appliqueront à la Suisse. Il ajoute, confirmant une observation de M. Coignet, que la Suisse ne pourra protester, puisque de son côté, pendant les négociations franco-italiennes, elle a accepté traité avec l'Italie et accepté de celle-ci des relèvements de droits.

M. Chapsal insistant, M. Fongère répète qu'il ne craint pas que la Suisse puisse soulever des difficultés. Elle a repris sa liberté. Pourquoi n'accorderait-elle pas à la France ce qu'elle a accordé à l'Italie? D'ailleurs il y a

une entente entre la Sierie française et les maisons suisses pour l'examen en commun des questions intéressant les deux pays.

Un échange de vues a lieu sur le système adopté, qui a incorporé une partie du coefficient et a conservé la partie, mobile, représentant la dépréciation du franc. M. Chapuis considère ce système comme excellent en la matière.

M. Noël demande si, au cas où le change se modifierait, le gouvernement pourrait modifier le coefficient sans en référer au Parlement.

M. Fougère renvoie à l'art. 6.

M. Néron demande si cette nomenclature « scientifique » n'est pas un peu compliquée.

M. Fougère répond que c'est l'inconvénient du fait scientifique. Des échafaudages de tous les côtés ont été présentés à l'appui. Les techniciens du ministère n'ont fait aucune observation à ce sujet.

M. Dechaud confirme son accord avec M. Fougère.

M. le Président félicite ces Messieurs de leur accord. Il assure la délégation que dès que la Chambre aura statué et que le projet aura été renvoyé à la Commission, celle-ci l'examinera avec sympathie et ne tardera pas à déposer ses conclusions. ~~pour~~ Il s'agit d'une industrie puissante, qui fait honneur à la France.

La séance est levée à 18 heures.

Le jour de mardi 25 mars 1924

La séance est ouverte à 14h30 sous la présidence de M. Jean Muel -

Sont présents - MM. Jean Muel, Noël, Chapsal, Bachelet, Guenier, Néron, Bonetot, Auber, Tourman, Delahaye, Scheurer, Dompard, Japy, Quenel -

Excuse - M. Machet

L'audition du ministre du Commerce sur la proposition relative aux droits de vendange et aux mistelles et sur diverses autres questions est renvoyée à une date ultérieure, le ministre étant retenu au banc du gouvernement par la discussion du projet sur la propriété commerciale -

On décide d'entendre vendredi 28 mars M. Serruy, Directeur des accords commerciaux, sur les projets relatifs aux soies -

M. le Président rappelle à ce sujet qu'il y a trois projets :

- 1°. ~~l'arr~~ le projet tendant à ratifier l'arrangement commercial du 13 nov. 22 entre la France et l'Italie ;
- 2°. le projet relatif à l'accord spécial sur les soies signé le 28 juillet 1923 entre la France et l'Italie ;

30) le projet modifiant le tarif des sonnes en celui concerne les soies et soieries -

M. le Président fait connaître que la Chambre a adopté le matin le projet consacrant le ramaniement des tarifs, le vote des deux autres projets devant suivre celui-ci.

M. le Président donne connaissance d'une lettre du ministre du Commerce, communiquant que les droits de douane en Norvège seront dorénavant perçus en or (remis M. Tapy)

La séance est levée à 14 h 45

Séance du vendredi 28 mars

La séance est ouverte à ~~14 h 30~~ 15 h. sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Bompard, Bonclot, Chapal, Delahaye, Guesnier, Maehel, Néron, Scheurer, Rajon.

M. Ferrus, Directeur des affaires commerciales au ministère du Commerce, se fait introduire.

Il est procédé à son audition au sujet des trois
projets de loi relatifs aux accords avec l'Italie
sur les soies et à l'accord général avec ce pays.

(Voir la sténographie de cette audition dans
le *Bulletin* n°)

La séance est levée à 17h 30.

Séance du mardi 1^{er} avril 1924

La séance est ouverte à 14h 30

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud,
Noël, Chapral, Delmède, Tournan, Buhau, Bachelot,
Barctot, Scheurer, Tapy, Quernel, Charpentier.

M. le Président adresse un dernier adieu à M. Léon
Roland, emporté par une maladie courte et sans
rémission. Ancien élève de l'Institut agronomique, il
explorait un important domaine et représentait surtout
au sein de la Commission les intérêts agricoles. La
Commission conservera fidèle le souvenir de ce collègue
assidu, consciencieux, actif et charmant.
(approbation générale) -

La parole est donnée à M. Noël, rapporteur général, pour faire connaître ses rappports sur les trois projets relatifs aux soieries.

M. le rapporteur général donne d'abord lecture de son rapport sur l'arrangement commercial conclu le 13 nov. 1922 entre la France et l'Italie.

Au cours de cette lecture, M. le Président rappelle sans quelle entichas a été pris, les régulièrement, le décret du 4 déc. 1922, auquel le rapport fait allusion.

Un échange de vues a lieu entre MM. Duhan et Japy et le rapporteur au sujet des vins mousseux d'Anjou qui sont frappés plus fortement, à leur entrée en Italie que les Champagnes. M. Duhan déclare avoir obtenu du ministère du Commerce qu'à l'avenir les mousseux jouissant d'une appellation d'origine soient classés avec les vins de Champagne au point de vue de l'exportation.

Sur un autre point, M. Japy s'étonnant que les Italiens mettent obstacle en ce moment au recrutement pour la France de la main d'œuvre italienne, M. Duhan croit savoir que c'est parce que le gouvernement veut que les Italiens à l'échange restent groupés afin qu'ils ne perdent pas le sentiment national.

M. le Président remercie M. le rapporteur général de son rapport, rédigé avec talent et précision, comme à l'ordinaire.

Le rapport est adopté. M. le Rapporteur général est autorisé à le déposer dès que le projet aura été ~~proposé~~ déposé sur le bureau de l'Assemblée et à en demander la discussion avant la séparation.

M. Tapy demande la parole pour signaler que le document qui lui a été remis au cours d'une précédente séance sur le paiement de droits de douane en or en Norvège présente les arguments mêmes que les partisans de ce régime en France ont mis en avant.

M. le Président le prie de garder le document pour le moment où la question sera examinée par la Commission.

On adopte ensuite, ~~sous~~ les mêmes réserves que pour le précédent, c'est-à-dire en ajournant le dépôt jusqu'à la déposition du projet, le rapport sur le tarif douanier des soies et soieries, par M. le rapporteur général donne lecture.

Enfin, M. le rapporteur général donne lecture du 3^e rapport, sur l'accord spécial conclu avec l'Italie relativement aux soies.

M. le Président expose dans quelles conditions les soies avaient été écartées de l'arrangement précédent. Actuellement encore et jusqu'à ratification du projet en discussion, c'est le tarif général de 1892 qui leur est appliqué.

Le rapport est adopté, comme l'ont été les deux autres.

M. le Président annonce à la Commission que M. Loucheur, le nouveau ministre du Commerce, a accepté de se présenter devant la Commission mardi 8 avril, pour répondre aux questions qui avaient été posées à son prédécesseur.

La séance est levée à 16 heures

A la demande de M. Loucheur, ministre du Commerce, empêché, son audition, fixée au mardi 8 avril, est renvoyée à une date ultérieure.

Séance du jeudi 10 avril 1914

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Bouron, vice-président.

Sont présents : MM. Bouron, Noël, Denis, Chapsal, Eugène Chanal, Scheurer, Delmoule, Japy, Néron, Aubert, Vallette, Marchant, Vallette-Jacq, Delahaye, Bonctot.

Excuse : M. Jean Morel, en congé.

Assistant : M. Serruy, Directeur des records commerciaux, commissaire du gouvernement

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi modifiant le régime douanier des tapis de laine, de certaines robes des tapisseries orientales et des tapis de soie.

M. Serruy, commissaire du gouvernement, reprend l'exposé des motifs du projet de loi, adopté par la Chambre de députés dans sa séance du 9 avril. ~~et~~ ~~qu'il~~ Il insiste sur la nécessité de mieux protéger l'industrie nationale et celle d'Algérie contre la Turquie, à qui le traité de Lausanne accorde le tarif minimum et la Grèce, où les réfugiés d'Anatolie sont employés à faire des tapis. Il s'agit d'un ajustement qui n'est pas une aggravation, mais une adaptation à la situation actuelle. Toutes les industries

intéressés ont donné leur adhésion. M. Choste, Directeur de l'Institut de la laine, se a la disposition de la Commission pour la confirmer.

M. Serruy a mission de son ministre de faire valoir à la Commission les raisons qui militent en faveur de l'urgence. Ces raisons sont de deux ordres.

1^o il y a lieu d'éviter qu'entre le vote de la Chambre et celui du Sénat, on fasse sortir des entrepôts une grande quantité de tapis.

2^o le président du conseil considère comme dangereux pour nos rapports avec la Turquie de faire coïncider le relèvement de droits qui intéressent la Turquie avec la ratification prochaine du traité de Lausanne.

M. Serruy a été chargé non de demander l'urgence, mais de signaler cette urgence. La Commission pourra en délibérer et le ministre s'inclinera devant sa décision.

M. Bouron, président, expose comment, à l'improviste, en l'absence de M. Jean Monel et de M. Mascaraud, il a été saisi de la question par l'attaché du ministère du Commerce et par les intéressés. Il a cru qu'il devait convoquer la Commission pour lui permettre d'en délibérer. Il ne s'agit pas en somme de tarif de Tonnes. Il y a une menace parce que nous sommes en présence d'une marchandise qui jouit du régime des entrepôts. Il y a une question spéciale qui explique l'urgence. Mais M. Bouron a fait dire au ministre qu'il n'est pas dans la tradition de la Commission de demander elle-même l'urgence, si le gouvernement ne manifestait pas de son côté un désir analogue. Si la Commission estimait qu'il y a urgence, le gouvernement prendrait l'initiative de proposer le motif d'urgence.

M. Serruys, Commissaire du gouvernement, répond affirmativement.

A M. Chapsal, qui lui pose la question, M. Serruys répond que la fièvre bénéficie actuellement du tarif minimum.

M. Chapsal estime que faire des modifications de tarif tomorrow en quatre jours, comme l'a fait la Chambre, c'est une procédure qui peut être très dangereuse. Il voudrait mieux suivre la procédure ancienne et permettre une étude minutieuse par tout le monde. Personnellement, il n'est pas partisan que dans une séance de la législature on vote une modification aussi importante de tarif, qui peut avoir de conséquences dans nos relations avec la fièvre et la Turquie.

M. Chapsal a étudié les statistiques. En 1923, le marché n'a pas été très en vahé. ~~Il n'est pas~~

Il conclut, qu'en tout en reconnaissant que depuis propose M. le Commissaire du gouvernement peut être justifié dans une large mesure, et avoir donné la transformation de cette industrie, il est une nécessité que la question soit étudiée et exposée dans tous les détails à la reprise des travaux.

M. Serruys répond que le gouvernement a étudié la question très minutieusement. Il y a cinq mois, le 17 nov. dernier, M. Serruys a réuni dans son cabinet tous les intéressés et il ne s'en pas passé depuis une semaine sans qu'il les ait consultés.

Il offre à M. Chapsal de lui ouvrir tout son dossier.

Il répète, en ce qui concerne l'ingence, que si la commission se prononce en faveur de cette mesure,

le gouvernement la demandera. Si la Commission
estoit qu'il faut une étude appropriée, le gouvernement
s'inclinera et dans ce cas priera la Commission de
procéder à cet examen si possible pendant les vacances
afin que le délai entre les votes de leur assemblée
soit aussi réduit que possible.

En réponse à M. le Rapporteur général, M. Serruys
dit que le projet a été déposé à la Chambre il y a
huit jours à peine, mais que M. Haubert a été
tenu au courant de suivi l'élaboration du projet.

M. le Rapporteur général demande si pendant les
journaux, en raison des fuites inévitables, on a
retrouvé beaucoup de tapis des entrepôts.

M. Serruys répond négativement, parce qu'il s'est
élevé une protestation contre le relèvement de droits
et que la décision était restée douloureuse.

Après un échange de vues entre M. Noël et M. Serruys sur le texte même,
M. le Commissaire du gouvernement se retire.

M. le Président dit qu'il avait eu les mêmes hésitations
que M. Chapsal sur la procédure d'urgence.

Ce serait une rupture avec les traditions, mais ce ne
serait pas la première fois. Dans la question de
procédure diplomatique, le gouvernement agit
diversement. Il conviendrait de l'encadrer dans cette voie.

M. le Rapporteur général se fâche de ce fait que
si on ne prononce pas l'urgence et si on continue le
régime actuel, les tapis ^{taxes} ne sortiront pas des entrepôts,
parce qu'ils paieraient le tarif général. Le seul
argument qui ait de la valeur est l'argument diplomatique.

M. Jurane Denis insiste sur cet intérêt diplomatique

M. le Président pense qu'on peut accepter l'urgence et nommer un rapporteur, après s'être mis d'accord avec M. Serruy sur les chiffres et l'interprétation du texte.

Il met aux voix la proposition suivante : Il est autorisé à dire au Commissaire du gouvernement qu'après accord sur les chiffres et l'interprétation du texte, ~~le~~ le gouvernement veut demander l'urgence à une séance qui suivra celle du jour, le Commissaire ne s'y opposera pas.

Cette proposition est adoptée.

M. Aubert est désigné comme rapporteur.

La séance est levée à 15h30

Séance du ^{mardi} 1^{er} juillet 1924

La séance est ouverte à 14 h. 30 sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : Mm. Jean Morel, Noël, Donzon, Dron, Eugène Chanal, Chapsal, Scheurer, Bompard, Néron, Bourman, Japy, Montenot, Valette, Quesnel, Buhay, Charpentier.

Excusé : M. Mascunant.

I L'ordre du jour appelle la proposition de loi Barthe tendant à modifier le tarif des douanes en ce qui concerne les minis de vendange, les mistelles, les vins sucrés et les vins de liqueur.

M. le Président fait connaître que le ministre du Commerce qui devait être entendu s'est excusé de ne pouvoir se présenter.

M. le Président rappelle à ce sujet que le jour même de la transmission de la proposition votée par la Chambre, le président du Conseil d'Alsace, M. Tonicher, avait demandé ~~à~~ que le gouvernement fût entendu. La commission avait déféré à ce désir, mais le ministre du Commerce, M. Dior, avait sollicité un délai. L'avant veille du jour fixé pour l'audition, le ~~gouvernement~~ ministère tombait. M. Loucheur, le nouveau ministre du Commerce, avait à son tour pris rendez-vous lorsque le cabinet auquel il appartenait démissionnait. Les lettres ont été échangées avec le ministre actuel, M. Raynaldy. Il avait accepté la date du 1^{er} juillet,

143
puis il a écrit à M. le Président que le travail n'était
pas encore au point et devrait être soumis au Conseil
des ministres. Il en a la disposition de la Commission
from le mardi 8 juillet.

(Celle date est acceptée).

M. le Président ajoute que la proposition, telle qu'elle a
été votée par la Chambre, risquerait d'amener une
rupture avec l'Espagne.

II. M. le Président fait une communication au
sujet de la mission de M. Merlin, gouverneur
général de l'Indo-Chine, à Tokio, concernant
les relations commerciales entre l'Indo-Chine et le Japon.
Cette mission a causé une certaine émotion dans
les milieux industriels français. M. Bourson, au
nom de l'association ~~de Commerce et de l'Industrie et~~
~~de l'Agriculture~~ ^{qui il représente} ~~président~~, a appelé l'attention de M.
le Président sur l'utilité d'une intervention auprès
du gouvernement.

Pour défier à ce sujet, M. le Président a écrit
à M. le Président du Conseil, lui signalant les
inquiétudes ressenties particulièrement par
l'industrie cotonnière.

M. Ponicaré a répondu que les pourparlers qui
se sont poursuivis entre M. Merlin et le gouverne-
ment japonais ne constituent qu'un simple
échange de vues. Celui-ci doit se préoccuper au
cours de négociations qui auront lieu à Paris,
en vue de substituer à l'accord actuel franco-japonais
une convention plus stable. Il va sans dire que le
conseil des négociateurs sera de s'assurer que les
avantages tarifaires accordés au Japon en Indo-Chine
ne devront pas léser les intérêts français.

M. le Président rappelle, en remontant plus haut, les pourparlers engagés déjà, pendant la guerre, avec le Japon, qui avait demandé un traitement plus favorable. Une commission spéciale avait été nommée que présidait M. Jean Morel. Il était apparu à cette commission que le Japon, en demandant le tarif minimum comme les autres alliés, n'avait en vue que'une satisfaction d'annonciation propre nationale. C'était le principe auquel il tenait, beaucoup plus qu'au taux du tarif.

M. Bourin remercie M. le Président d'avoir traité les inquiétudes de l'association de l'industrie et de l'agriculture, inquiétudes qui persistent. Le Japon demande le tarif minimum, oubliant qu'il a déjà un tarif de faveur. Il a le tarif général d'avant-guerre, avec les coefficients.

M. Bourin montre les inconvénients des concessions envisagées notamment pour l'industrie des cotonnades d'Alsace et pour la métallurgie. Au moment où l'immigration japonaise en Amérique est interdite, prétendre que les Japonais ne seraient pas fâchés de venir en Indo-Chine et d'obtenir le droit d'y posséder. Pour l'industrie française l'Indo-Chine n'apparaît pas seulement comme un marché dans lequel nous devons défendre nos positions, mais nous devons, notamment y faire du coton. Les Japonais tiennent le coton, comme ils tiennent le minerai.

Dans l'établissement des tarifs il ne faut pas oublier que les frais de transport ~~des cotonnades d'Indo-Chine~~ ~~au Japon~~ ne peuvent être comparés ~~à ceux d'Indo-Chine~~ ~~à ceux de France~~. La solution serait d'établir un tarif spécial pour l'Indo-Chine, mais non pas d'accorder au Japon le tarif minimum de France, parce qu'il s'agit

à la perte de notre colonie et que nous en sommes
éloignés.

M. Japy partage l'opinion de M. Brunon. Il dit
qu'en Chine la métallurgie française, florissante
avant la guerre est actuellement battue par le
Japon, dont les prix sont inférieurs d'un quart.
De plus il faudra accorder aux Etats-Unis ce qui
accordera au Japon.

M. le Président dit qu'il se tiendra au courant des
négociations et informera la Commission de ce qu'il
aura appris.

III. M. le Président rappelle qu'en octobre dernier
la Conférence internationale douanière de Genève
a abouti à proposer une simplification douanière,
soumise aux gouvernements. M. Clémentet,
comme président de la Commission Chaumet de
Commerce, a pris l'initiative de créer une commis-
sion spéciale composée de parlementaires, de
commerçants et de fonctionnaires. Après avis favorable
des ministres des Finances et du Commerce, cette
Commission a été constituée. Elle s'est réunie, sous
la présidence de M. Jean Morel, et a commencé
d'examiner si la convention internationale devra
être ratifiée par les gouvernements ou par les Parle-
ments.

M. Monteuot demandant si des cultivateurs siègent
dans cette Commission, M. Chapsal précise qu'il ne
s'agit pas de tarifs douaniers, mais uniquement
de procédure douanière. Il s'agit de simplifier
et d'unifier ces procédures.

M. Chapsal ne craint pas que les décisions prises puissent

être mises en vigueur sans une loi, parce qu'elles entraînent des modifications législatives.

M. le Président tient la Commission des Domaines au courant des travaux de cette commission spéciale.

IV - M. le Président signale que, consulté par les Questeurs, il a demandé le nombre des Commissions dans le local qu'elle occupe actuellement.

M. Chapsal expose l'organisation des commissions defectueuses. Il lui semble qu'à une époque où le travail devient complexe il serait bon qu'il y eût sous chaque commission une organisation avec documentation complète et sûre.

M. Bourman fait observer qu'il faudrait toute une direction de ministère si on voulait ~~obtenir~~ se tenir au courant de toutes les relations domaniales, statistiques, etc. Le plus simple serait de constituer une bibliothèque et de se tenir en rapports constants avec le ministère.

M. le Président dit qu'actuellement l'aménagement est trop restreint pour permettre la réunion d'une bibliothèque importante. Il en parlera à la prochaine réunion des présidents de commissions. L'ce qui concerne la documentation, il s'est toujours adressé avec succès aux ministres intéressés.

La séance est levée à 16 heures

Séance du mardi 8 juillet 1924

La séance est ouverte à 14 h. sous la présidence de M. Jean Monel.

Sont présents: MM. Jean Monel, Mascaraud, Gouron, Noël, Chapral, Lauraine, Gournan, Buhau, Mondenot, Vallée, Bouclot, Delahaye, Pothé, Lefevre.

M. Raynaldy, ministre du Commerce, est introduit. Il est accompagné de M. Elbel, sous-secrétaire des affaires commerciales.

L'ordre du jour porte:

Audition de M. le Ministre du Commerce sur la proposition de loi tendant à modifier le tarif des boissons, en ce qui concerne les vins de vendange, les mustelles, les vins suralcoolisés et les vins de liqueur.

[Voir le compte rendu sténographié de cette audition, joint au dossier]

La séance est levée à 15 h 15.

Séance du lundi 17 novembre 1924

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascnaud, Taron, Noël, Chapal, Denis, Japy, Scheuer, Ernaud, Lamanie, Néron, Menier, Delahaye, Rajon, Mortenot, Bouctot, Tournan, Machet.

Assistants = M. Raynalot, ministre du Commerce, accompagné de M. Serruyx, Directeur des accords commerciaux.

M. Serre, président de la Commission du Commerce.

Le ministre du Commerce fournit à la Commission des renseignements sur :

- 1° les négociations franco-allemandes en cours, en vue de la conclusion d'un accord commercial ;
- 2° les négociations franco-belges ;
- 3° le plan de défense contre le tarif belge et les prétentions allemandes, consistant en un réajustement du tarif, en regard aux négociations en cours.

M. Serruyx, Directeur des accords commerciaux, parle ensuite de la convention franco-polonaise, au sujet de laquelle un projet sera déposé prochainement.

Après une réponse du ministre à une question de M. le Président relative aux pourparlers avec le Portugal (une entente paraît imminente sur la base d'un contingentement de vins), la séance

ex levée à 18^h

149

[Voir la sténographie de cette audition
dans le Sommaire n°]

Séance du mardi 25 novembre

La séance est ouverte à 15 heures, sous la
présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Touron, Noël,
Chapsal, Scheurer, Tournan, Japy, Delmick,
Donon, Dompard, Quenel, Bachelet, Castillon,
Auber, Buhon, Machet, Valette, Néron, Rajon,
Delahaye, Lefèvre.

Excusé : M. Arment.

M. le Président fait connaître que le Ministère du
Commerce a déposé le 25 novembre sur le Bureau
de la Chambre le projet tendant à modifier le tarif
des Douanes. Ce projet n'a pas encore été distribué et il
semble qu'il ne pourra l'être avant plusieurs jours.
Afin que la Commission soit prête, le moment venu, à
délibérer, M. le Président propose de répartir, comme on
l'avait fait en 1921, les articles du tarif des Douanes, par
familles, entre un certain nombre de rapporteurs spéciaux.
Ceux-ci seront chargés de suivre, pour la partie qui les
concernera, le débat qui s'instituera à la Chambre, et feront
connaître leurs conclusions au rapporteur général, lequel

une mission s'en effectuer la synthèse.

La même distribution du travail pourra être conservée pour la revision générale, envisagée pour un avenir prochain.

Parmi les rapporteurs désignés en 1924, plusieurs ne font plus partie de la commission; d'autres, absorbés par d'autres occupations, désirent être remplacés. Aussi en-il procédé à de nouvelles désignations.

La répartition est ainsi établie :

RAPPORT GENERAL. M. NOËL

Loi de Douane.

Tableau B. Tarif de sortie.

Tableau C. Surtaxes d'entrepôt.

Tableau D. Surtaxe d'origine.

Admission temporaire.

Drawback.

Méthodes déloyales de concurrence. Défense.

Zones Franches

Rapporteur : M. BOMPARD.

PREMIERE SECTION : Rapporteur M. QUESNEL.

Animaux vivants : N° 1 à 15.

Produits et dépouilles d'animaux : N° 16 à 20 bis.

Graisses alimentaires, etc... : N° 30 à 34.

Denrées alimentaires : N° 35 à 38.

SECTION II : Rapporteur M. DONON.

Farineux alimentaires : N° 68 à 83.

Fruits et graines : N° 84 à 86.

Graines et fruits oléagineux : N° 88.

Huiles fixes pures : N° 110 à 111 bis.

Graines à ensemercer : N° 89.

SECTION III : Rapporteur : M. BACHELET.

PECHES { N° 44 à 53.
 { N° 55 et 58.
 { N° 59 et 60 : Eponges.

Produits et déchets divers :

N° 158 à 166 bis. Légumes, tourteaux.

N° 170 et 170 bis.

N° 314. Epices préparés.

N° 317 à 319 ter.

N° 328 et 329.

SECTION IV - Rapporteur : M. NÉRON

BOISSONS :

N° 87 bis. Fruits à distiller.

N° 170 ter à 174 quater. Boissons.

N° 183 bis. Eau congelée (glace).

DENRÉES COLONIALES DE CONSOMMATION.

N° 91 à 109.

SECTION V : Rapporteur M. ~~TOURNAN~~. *Carillon*

Marbres, pierres, matériaux, etc.

N° 184 à 188.

N° 191.

N° 193 à 196.

Poteries :

N° 331 à 347 ter.

N° 302. Charbons agglomérés.

Verres et Cristaux :

N° 348 à 362.

SECTION VI - Rapporteur M. CHAPSAL.

Métaux :

Nos 200 à 233

Ouvrages en métaux :

Nos 510 à 579bis.

SECTION VI bis - Rapporteur M. JAPY.

Ouvrages en métaux : orfèvrerie, bijouterie,
monnaies: Nos 495 à 496 bis.

Horlogerie : Nos 497 à 509.

SECTION VI ter.- Rapporteur: M. NERON.

Armes, poudres et munitions :

Nos 580 à 583

Nos 585 à 589.

SECTION VII - Rapporteur M. Eugène CHANAL.

 Produits chimiques, matières colorantes,
 Teintures préparées, Parfumerie, Engrais chi-
 miques, etc.

- N° 40 à 43, os calcinés, etc.
- N° 52, Blanc de baleine.
- N° 58, Vessies natatoires.
- N° 66 et 67, Os et Cornes.
- N° 112 à 112 bis, Huelles volatiles, parfums synthétiques, etc.
- N° 113 à 117, Gommés, Gemmes, essence de térébenthine, baumes, etc.
- N° 120 Glu.
- N° 118, Camphre.
- N° 150 à 157, Teintures et tanins.
- N° 189 (Soufre), 190 (Houille), 192 (Goudron de houille).
- N° 197 à 199, Huiles de pétrole et leurs dérivés.
- N° 234 à 282, Produits chimiques, (nouvelle Nomenclature).
- N° 281 bis et ter. Engrais minéraux et azotés.
- N° 39, Engrais organiques.
- N° 283 à 294, Teintures préparées.
- N° 295 à 310, Couleurs, moins 302 (Charbons agglomérés.)
- N° 311 à 313, Compositions diverses.
- N° 320 à 327 bis, Cire à cacheter, bougies, etc.
- N° 330, Cirage.
- N° 428 bis, Manchon à incandescence.
- N° 584, Dynamite.
- N° 648 bis, Terres rares, Cerium, fers pyrophoriques etc.
- N° 648, Allumettes chimiques.

SECTION VIII : INDUSTRIE DU COTON.

 Rapporteur : M. SCHEURER.

- N° 141 à 142 : Coton brut et déchets.
- N° 368 à 371 : Fils.
- N° 404 à 437 : Tissus de coton, dentelle, passementerie, rubanerie, etc.
- N° 459 bis : Broderies de coton.

SECTION IX : INDUSTRIE DE LA LAINE

Rapporteur : M. NOËL.

N° 23 à 25 : Laines, Crins et Poils.

N° 372 à 378 : Fils.

N° 438 à 458 : Tissus de laine, d'alpaga, de
poils, etc.

SECTION X : INDUSTRIE DE LA SOIE.

Rapporteur : M. NOËL.

N° 27 : Soies grèges, etc.

N° 29 : Poil de Messine.

N° 34 bis : Oeufs de vers à soie.

N° 379 à 381 bis : Fils de soie.

N° 459 : Tissus de soie.

Secl. X^{me} (voir plus loin)

SECTION XI : INDUSTRIES TEXTILES AUTRES

(Lin, Chanvre, Ramie, etc).

-Rapporteur : M. AUBER.

N° 142 à 144 bis : Lin, Chanvre, Jute, etc.

N° 363 à 367 bis : Fils.

N° 382 à 403 : Tissus.

SECTION XII : INDUSTRIE DU CUIR

Rapporteur : M. DELONGLE

N° 21 et 22 : Peaux et Pelleteries brutes.

N° 476 à 477 bis : Peaux préparées.

N° 478 à 494 : Ouvrages en cuir.

SECTION XIII : INDUSTRIE DU PAPIER

Rapporteur : M. RAJON.

N° 167 : Drilles.

N° 168 : Pâtes de cellulose.

N° 461 à 475 : Papier et ses applications.

SECTION XIV - INDUSTRIE DU BOIS

Rapporteur : M. Buhay

N° 128 à 137 : Bois communs.

N° 138 à 140 : Bois exotiques.

N° 145 à 149 : Juncs, Spartes, Osier, etc.

N° 580 à 594 bis : Meubles.

N° 595 à 603 quinquies : Ouvrages en bois.

N° 606 à 613 : Sparterie et Vannerie.

SECTION XV : OUVRAGES EN CAOUTCHOUC ET EN

GUTTA PERCHA

Rapporteur : M. Maurice GUESNIER.

N° 119 : Caoutchouc, Balata, Gutta percha.

N° 620 : Ouvrages en caoutchouc et en gutta percha.

SECTION XVI

Rapporteur: M. JAPY

N° 614 : Carrosserie.

N° 614 bis : Vélocipèdes.

N° 614 ter : Voitures automobiles.

Nos 616 à 619: Embarcations, agrés et
appareaux.

SECTION XVII -

Rapporteur N: M. Eugène CHANAL

N° 121 à 125 : Sucrs d'espèces particulières.

N° 126 et 127 : Espèces médicinales.

N° 315 et 316 : Médicaments composés.

N° 634 à 637 : Instruments et appareils
scientifiques.

N° 604 et 605 : Instruments de Musique .

SECTION XVIII : OUVRAGES EN MATIERES DIVERSES

Rapporteurs : MM. TOURNON et ~~CABILLON~~

N° 26 : Plumes.

N° 28 : Cheveux non ouvrés.

N° 54 et 56 : Fanons de baleine, Corail brut.

N° 62 à 67 : Matières dures à tailler.

N° 134 : Liège brut.

N° 620 bis à 620 ter : Ouvrages en amiante et
en mica.

N° 621 à 625 : Feutres.

N° 626 à 628 : Chapeaux.

N° 629 à 630 quater : Ouvrages divers.

N° 631 à 633 : Baleines de corne et liège ouvré.

N° 638 à 642 : Tabletterie.

N° 643 : Eventails.

Nos 644 à 644bis : Brasserie.

No 645 : Boutons.

Nos 646 et 646bis: Bimbeloterie.

Nos 647 et 647bis: Corsets.

N° 649 : Cheveux ouvrés.

N° 650 :Ouvrages de modes.

Nos 651 à 652 : Fleurs artificielles, parapluies,

SECTION X bis - VETEMENTS

et autres articles confectionnés.

Rapporteur : M. NOEL.

N° 460 - Vêtements, pièces de lingerie et
autres articles accessoires du vê-
tement en tissus.

N° 460 bis - Cravates, cols-cravates.

N° 460 ter - Faux cols et manchettes, de-
vants et plastrons de chemises.

II. Communications diverses.

- M. le Président remet à M. Villette-garé, aux fins de rapport, plusieurs documents relatifs aux peaux de lapin, au sujet desquelles l'industrie des chapeaux de feutre demande un entrainement à la sortie et les agriculteurs la liberté

sont remises :

- Des lettres sur le tarif franco-polonais à M. Noël ; sur les traités franco-belges et franco-allemands à M. Chapsal ; ~~de~~ la Chambre de Commerce de Nice sur le régime franco-tunisien à M. Noël ; sur les cinémas à M. Noël ; une lettre des fabricants de dentelles de la Haute Loire contre la fraude à M. Neron ; à M. Noël des protestations contre le projet de création d'une taxe de 1,30 % à l'exportation, pour le cas improbable où la Chambre ne repousserait pas cette disposition ; une lettre de M. Japy sur la situation actuelle en Allemagne, à M. Chapsal ; une note attirant l'attention sur la situation de la petite métallurgie allemande, à M. Japy ; une lettre relative aux constructeurs de machines agricoles qui se plaignent de n'être pas assez protégés, à M. Chapsal ; une lettre concernant les meules artificielles à M. Dorman ; un dossier relatif aux industries chimiques à propos des pourparlers franco-allemands à M. Chauval ; à M. Chauval également une communication des fabricants de manchons à marteaux ; à M. Japy une lettre de la Chambre syndicale des fabricants de montres et garnitures pour parapluies -

III. M. Chapsal donne lecture de son rapport sur la proposition relative aux vinis de vendange, mistells, vinis suralcoolisés et vinis de liqueur. Il propose un nouveau texte, différant seulement de celui voté par la Chambre. La lecture terminée, M. le Président remercie M. Chapsal d'avoir préparé un rapport aussi documenté et aussi précis.

M. Buhan s'associe à ces éloges et tient à établir que la question de principe, en ce qui concerne la tarification des vins, reste entière.

Après quelques courtes observations de MM. Tapy et Buhan, notamment sur les vins espagnols, les articles et l'ensemble de la proposition sont adoptés à l'unanimité.

Le rapporteur se autorise à déposer son rapport sur le bureau du Sénat, à le faire imprimer et distribuer et à demander, d'accord avec le gouvernement, la mise à l'ordre du jour, ~~de~~ après avoir communiqué au ministre de Commerce le nouveau texte proposé.

La séance se lève à 16h39

Audition d'une déléation des industries
de la lingerie et des vêtements confectionnés

le lundi 15 décembre 1924 -
à 15 heures

M. le Président a reçu le lundi 15 décembre à 15 heures
une déléation qui avait demandé à être entendue
au sujet de l'art. 460 du tarif.

Cette déléation était composée de :

- M. Jules Hayem, président du Comité interindustriel
des industries de transformation des textiles ;
- M. Mayer (lingerie)
- M. Deforge (confection pour dames); ~~M. Mayer (confection pour hommes)~~
- M. Lebeton (vêtement confectionné pour hommes).

M. Hayem, après avoir rappelé l'importance des intérêts
qu'il défend, présente deux desiderata :

Le premier desideratum concerne la nomenclature ou
classification pour ce qui touche à l'art. 460 du tarif.
Cette nomenclature ne répond plus, selon lui, aux
besoins actuels. Il demande, au nom des industries
qu'il représente, que des distinctions soient faites entre
les vêtements d'hommes et les vêtements de femmes,
entre la lingerie pour hommes et la lingerie pour
femmes. Les posts anciens étant conservés pour
les cravates (art. 460 bis) et les faux-cols,
manchettes et plastrons (art. 460 ter).

La 2^e observation est relative à la modalité de taxation. La délégalation demande qu'aux droits spécifiques actuels soient substitués des droits ad valorem. Elle expose qu'avec la hausse des matières, l'impôt sur le chiffre d'affaires, la majoration du prix des loyers, celle du matériel industriel presque exclusivement fabriqués à l'étranger, dans des pays à change élevé, la hausse des salaires, l'augmentation du prix des transports, l'impôt sur les bénéfices commerciaux, la loi de 8 heures, tous les prix ^{de revient} doivent être augmentés de 15 à 16%. Le droit ad valorem qui suit seul la fluctuation des cours est le droit qui s'impose. Le droit spécifique n'assure plus une protection suffisante et laisse l'industrie française désarmée devant la concurrence allemande, qui s'établira après la conclusion de l'accord commercial en cours d'élaboration.

M. le Président rappelle que le droit ad valorem, dans la conception d'aujourd'hui, ne peut être que l'exception - Le droit spécifique en la règle. C'est celui qui correspond le mieux à l'esprit ~~des~~ législateurs de 1892.

Après une observation de M. Deforge, qui fait remarquer que les Etats-Unis appliquent le droit ad valorem, M. le Président poursuit : la conception varie avec les pays. Au début, la douane était une source de revenus pour les Etats. Peu à peu, la notion de la valeur fiscale va en s'effaçant pour faire place à la notion de tarif protecteur du travail intérieur. C'est pour nous mêmes protéger, ce n'est pas la matière que la main d'œuvre. La taxe ad valorem ne permet pas cette distinction. On veut laisser au tarif le caractère de droit compensatoire.

M. Hayem répond que les droits spécifiques ont permis

de défendre les industries qu'il représente pendant 37 161
ans - Aujourd'hui, ils ne sont plus des forts compensateurs.
Ils sont insignifiants - Pour les faux-cols par exemple ils
ne représentent que 10 %.

Un autre délégué (M. Deforge) ajoute qu'il se avoue
que la protection soit la même (0;50) pour une robe
qui a 50^e de façon et une robe de soie bien ouragée qui
a 50^e de façon.

M. le Président demande aux délégués de remettre à
la Commission une note détaillée contenant tous
les exemples et les chiffres utiles pour appuyer leur
argumentation. Tous ces renseignements seront communiqués
à la Commission des Douanes et en particulier au
rapporteur spécial de l'art. 460 -

M. Hayem enverra cette note M. le Président conseille à la
délégation de voir le Président de la C. de Douanes de la Chambre (le Sénat
n'ayant pas l'initiative en la matière) et aussi le Ministre du Commerce -
Un court échange d'observations a lieu sur les
pourparlers franco-allemands, qui inspirent des
cris aux industries de la lingerie et de la confection
et sur les répercussions possibles de la convention
en discussion sur les relations commerciales franco-
belges - Déjà l'accord commercial conclu avec
l'union belge-luxembourgeoise a fait perdre à
l'industrie française plus de 100 millions d'affaires -
En ce qui concerne les négociations avec l'Allemagne,
ces Messieurs doivent se rencontrer plus fréquemment
avec les délégués allemands pour les mêmes industries.

La séance se lève -

Séance du mardi 16 décembre 1924

La séance est ouverte à 14 h 20, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Chapral, Bompart, Schurer, Donon, Chauval, Néron, Quemel, Lauraine, Valette, Rajon, Nachelet, Fohie, Tournan, Don. Delahaye, Charpentier, Tapy, autre.

I M. le Président expose les conditions dans lesquelles le local occupé ce jour pour la première fois par la Commission lui a été attribué, conjointement avec la Commission du Commerce, comme cela avait lieu pour l'ancienne salle. La Commission des Domaines aura la libre disposition du local les mardi et le jeudi, le mercredi étant réservé à la Commission du Commerce.

II L'ordre du jour appelle le rapport de M. Villette-gaté sur le Règlement à la sortie des peaux de lièvre et de lapin, mais M. Villette-gaté a fait connaître qu'il ne serait en état de présenter son rapport que le 18 décembre - la question est ajournée à cette date.

III M. le Président annonce qu'il a été désigné par le Ministre de l'Agriculture comme membre, ~~de la~~ Commission pour les questions agricoles, de la Commission de révision du régime domanial, avec faculté de se faire remplacer, en cas d'empêchement, par un membre choisi par la Commission des Domaines.

M. Noël, rapporteur général, est désigné à cet effet.

IV M. le Président rend compte de l'entrevue qu'il a eue la veille avec les représentants de la Chambre syndicale des industries de transformation des tissus.

M. Noël, rapporteur général en désigné comme rapporteur des n° 460, 460 bis et 460 ter concernant les vêtements confectionnés, pièces de lingerie, cravates et faux-cols, qui avaient été omis lors de la récente répartition.

V M. le Président dit qu'il traduit les préoccupations qui se manifestent au sujet du projet de renouveau partielle déposé le 21 novembre sur le bureau de la Chambre en une loi traitée franco-allemande et qui n'est pas encore distribuée. M. le Président croit savoir que le texte a été beaucoup corrigé dans le sens d'une meilleure défense des intérêts français. Il y a eu déjà plusieurs épreuves. La distribution n'en semble pas prochaine, d'autant que l'imprimerie ~~nationale~~ ^{de la Chambre} est accaparée par les impressions du budget.

M. le rapporteur général fait observer que ces atermoiements produisent un effet déplorable sur l'esprit des commerçants et des industriels.

M. Gotié appuie cette observation.

M. le Président donne acte des protestations, afin qu'il ne soit pas reproché à la Commission de ne pas s'être préoccupée des intérêts français du Commerce.

M. le Rapporteur général ajoute que l'on ~~trouve~~

discute avec les Allemands sur la base du tarif minimum, alors qu'un autre plan eût été fait par le ministre sur la façon dont on modifiera ce tarif minimum.

M. Tapy a été en conversations avec les Allemands, en qualité d'expert. Les Allemands ont déclaré qu'on leur avait promis le tarif minimum et ont refusé de discuter dans d'autres conditions. Les deux parties n'ont pu s'accorder.

M. le Président précise qu'on a dit aux Allemands qu'il s'agissait d'un tarif minimum remanié.

M. Bachelet demande si le prélèvement de 26 % subsiste.

M. le Président répond que ce prélèvement est effectué en vertu de la loi du 21 avril 1924 et qu'il ne regarde pas le droit de douane. Ce prélèvement ne touche pas les Français. C'est le Reich seul qui en est intéressé. Jusqu'à présent, il ne s'y est pas refusé.

VI M. le Président fait connaître qu'il a reçu une demande d'audition de M. Gaston Menier, comme président de la Chambre syndicale des chocolatiers de France.

Il recevra la délégation le mercredi 17 décembre à 14 h 30.

M. Néron, en sa qualité de rapporteur des Douanes coloniales de consommation, est prié d'assister à l'entretien.

VII M. le Président annonce qu'il a reçu également une demande d'audition - cette fois-ci par le Commissaire tout entier - d'une délégation des fabricants de soieries, que conduira M. Fongère, président de la Chambre syndicale. Cette audition est fixée à la séance de jeudi 18 décembre.

VIII - Une lettre de la Chambre syndicale des orfèvres a été remise à M. Chapsal.

IX - M. le Président donne connaissance d'une pétition de l'Union des fabricants de chapeaux de paille. Cette pétition demande :

1^o que l'exportation des pailles de paille soit contingentée dans la proportion de 30%. Il convient d'attendre sur ce point le rapport de M. Villette-garé.
2^o que le tarif douanier des chapeaux soit modifié, de façon à permettre de lutter contre le concurrent allemand. L'Allemagne, qui était avant la guerre importatrice de chapeaux, est aujourd'hui exportatrice. La protection accordée à l'industrie française est six fois moins forte que celle accordée par l'Allemagne à son industrie.

Depuis l'envoi de cette lettre, M. le Président a vu le président de la Chambre syndicale des chapeliers, qui lui a dit que ses collègues avaient un peu moins vives, le ministre ayant ^{accepté de} tenir compte de la situation dans les nouvelles propositions.

La question est remise à l'examen de rapporteur spécial, M. Tournan, lequel fera les communications qu'il jugera convenables.

M. Potié dit brièvement les raisons qui militent, selon lui, en faveur de la libre sortie des peaux de lapin et du commencement de mi une industrie demande en même temps le monopole de la matière première et un relèvement des droits.

X. M. Valette donne lecture ^{de la proposition de résolution suivante} ~~de la proposition~~ présentée par M. Marcel Donon et lui-même, en réponse aux observations qui ont été présentées en ce qui concerne les pourparlers franco-allemands :

« La Commission sénatoriale des Douanes, émue par certains renseignements qui lui sont parvenus au sujet des négociations en cours avec la délégation allemande pour la préparation d'un accord douanier, demande instamment à être tenue au courant de ces négociations, en vue de sauvegarder en commun les intérêts de l'industrie, de l'agriculture et du travail français. »

Cette proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.

Elle sera transmise à M. le Ministre du Commerce et communiquée à la Presse.

La séance est levée à 15h40

18 Décembre

4

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser la résolution suivante, que la Commission des Douanes du Sénat, dans sa séance du 16 Décembre, sur la proposition de M.M. Marcel DONON et VALETTE, a adoptée à l'unanimité :

"La Commission sénatoriale des Douanes, émue par certains renseignements qui lui sont parvenus au sujet des négociations en cours avec la Délégation allemande pour la préparation d'un accord douanier, demande instamment à être tenue au courant de ces négociations, en vue de sauvegarder en commun les intérêts de l'industrie, de l'agriculture et du travail français."

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Président de la Commission des Douanes,

Communiqué fait à la Presse (le 16 Dec).

La Commission des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, a adopté à l'unanimité, sur la proposition de MM. Donon et Valette, la résolution suivante, qui sera communiquée à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie :

"La Commission

... travail français"

(même texte que ci-dessus)

Audition d'une délégation de la
Chambre syndicale des chocolatiers

Le mercredi 17 décembre 1924

Une délégation de la Chambre syndicale des chocolatiers a été reçue le 17 déc. à 14 h 30 par M. le Président, assisté de M. Néron, rapporteur spécial des Denrées coloniales de consommation.

Elle était composée de MM.

Georges Menier (remplaçant M. Gaston Menier, son père, indisposé).
Guérin
Lébel

M. Lébel, qui a été désigné comme expert dans les négociations avec les Allemands, expose que la protection du chocolat français est très insuffisante et sans rapport avec celle dont jouissent les chocolats étrangers dans leurs pays. Elle est, au tarif minimum, de 30⁺ les 100 kilos contre 781⁺ en Allemagne, 142⁺ en Belgique, 229⁺ en Suisse, 522⁺ en Italie, 65⁺ en Hollande, 205⁺ en Espagne.

M. le Président faisant remarquer que les chocolatiers n'ont pas le droit de faire à payer sur les caenns de nos colonies, M. Lébel réplique que les indigènes majoritairement à peu près dévotés en conséquence; ce sont eux qui bénéficient de la franchise et il y a, en fait, équivalence pour le chocolatier.

Les chocolatiers demandent l'établissement d'un coefficient 2, qui les laisserait encore au-dessous des énormes charges, mais serait déjà une amélioration. M. Kauts, président de la Commission des Denrées de la Chambre, serait en faveur.

Répondant à une question de M. le Président, M. Guérin fait observer que l'exportation française de chocolat a beaucoup

169

Diminué, par suite de certains menus d'ordre intérieur.
Les chocolatiers français, depuis 1910, sont obligés de ~~ne~~
~~matière~~ n'employer dans leur fabrication que du sucre et
du cacao, à raison de 32% de cacao au moins. Ils doivent
mettre le poids exact et se trouvent ainsi à l'orange ^{et même}
en état d'infériorité par rapport aux Belges, qui ^{aux colonies}
offrent des tablettes pesant moins pour la même
grandeur et la même apparence.

L'exportation, ajoute M. Lebel, est également gênée
par le régime du drawback, parce que ce régime
n'est pas accordé pour le beurre ajouté à la pâte
naturelle.

M. le Président fait remarquer que l'exportation
a cru en 1923 sur les deux années précédentes.

M. Lebel répond qu'il y a dans ces chiffres les exportations
de deux fabriques alsaciennes, qui exportent en
Allemagne en franchise.

M. le Président revenant à la question de la concurrence
allemande et de l'exportation française dans ce pays,
M. Guérin exprime la crainte que les Allemands
fassent chez eux du dumping.

M. Lebel. Ils prétendent qu'ils payent beaucoup
d'impôts. L'un de nous est allé en Allemagne et il a
constaté que, en ce qui concerne le chocolat, les
impôts ne dépassent pas l'ordre de grandeur de
2⁺ par kilo sur 9⁺ de droits.

M. le Président demande quelle serait l'influence du
dout double sur le prix de vente.

M. Lebel répond qu'il n'aurait aucune répercussion.

Ces sont les chocolatiers eux-mêmes qui ont demandé la taxation de leurs produits - Ils ont monté tous leurs prix de revient pour qu'on arrive à des prix nouveaux - Ils continueront - Le contrôle dont ils sont ainsi volontairement l'objet les empêcherait d'augmenter leurs prix du fait du droit de douane, s'ils en avaient l'intention - Mais cette intention, ils n'en ont pas. ~~##~~

M. le Président - En prenant-ils l'engagement ?

M. Lebel - Certainement.

M. le Président fait remarquer que, dans l'esprit du public, si le chocolat étranger pourrait entrer librement, la concurrence ferait baisser les prix.

Il ajoute que si l'on n'a pas l'impartialité en matière douanière, il se bon que la Commission soit renseignée sur toutes les questions qui lui sont soumises et qu'elle remette les délégués des explications qu'ils ont fournies. " Il y a un point, dit-il, sur lequel nous sommes tous d'accord, c'est la protection du travail français. Si ce travail, dans la chocolaterie comme ailleurs, ~~peut se~~ peut se développer par une protection plus équitable, nous y donnerons notre assentiment. "

M. le Président conseille aux délégués de rester en contact avec la Commission des Douanes, laquelle examine avec impartialité elle désire d'être agréable à la fabrique française les suggestions qui lui seraient présentées - et aussi de soumettre les mêmes arguments à la Commission de la Chambre et au ministre du Commerce.

M. J. M. Georges Menier de dire à son père ses regrets que celui-ci n'ait pu se joindre à la délégation et le vœu qu'il lui soit possible de revenir bientôt aux réunions de la Commission.

M Néron, en sa qualité de rapporteur, demande à pouvoir se renseigner sur tous les points qui lui paraissent obscurs auprès de la Chambre syndicale.

Il lui est répondu affirmativement.

La séance se lève à 15h30

Séance du jeudi 18 décembre 1924

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Donon, Chapsal, Villette-Gare, Machet, Dachelet, Quernel, Valette, Néron, Aubert, Totie, Scheurer, Buhan, Delahaye, Lefevre, Rajon.

Excuse: M. Gaston Menier.

I. Audition de M. Fougère, président du Syndicat des Fabricants de soieries.

M. Fougère est introduit.

Avant de faire sa communication, M. Fougère, répondant à une question qui lui est posée, dit qu'il est expert dans les négociations avec les Allemands, et que l'accord s'en fait, ce qui concerne les tristes de soieries.

non confectonnés - les Allemands ont consenti à un abaissement de tarif en échange du tarif minimum. Sur ces articles l'industrie française ne craint pas la concurrence. Sur 32 milliards d'exportations totales, ils figurent pour 3 milliards.

M. Chapral demande si l'accent n'entraînera pas un relèvement du tarif minimum.

M. Fougère répond: Non, pas pour celui nous concerne.

M. Fougère expose ensuite les raisons qui l'ont amené à demander son audition par la Commission. Il veut exprimer les inquiétudes que cause au commerce d'exportation l'art. 127 du projet de budget concernant la définition de la valeur imposable en matière de droits de douane ad valorem. Les taxes ~~seraient~~ ^{seraient} perçues qui peuvent frapper les matières importées seraient perçues en prenant pour base les prix du marché intérieur au lieu des prix facturés. Cette disposition aurait été inscrite à la instigation de la Direction des Douanes. Il s'agit de donner une valeur légale à une interprétation qui est jusqu'à présent simplement administrative.

Si cette disposition était adoptée, il y aurait à redouter des représailles de la part des pays étrangers, et notamment des Américains. Ce sont les industries chimiques qui, craignant le dumping, ont réclamé cette mesure. Les importations en cette matière ont représenté l'année dernière 260 millions. Pour ~~ces~~ ^{lutter contre} ces 260 millions, on risque de sacrifier les 450 millions d'exportations de biens en Amérique.

M. le Président demande l'avis de M. Isaac.

M. Fougère répond que M. Isaac a exporté son industrie. Il a créé des usines aux États-Unis.

M. Chapral. C'est extrêmement dangereux.

M. Fougère. C'est à cela qu'on nous propose avec de pareilles mesures. Les Américains s'efforcent de hausser chez eux ~~à~~ le centre de la mode - déjà ils fabriquent tous les tissus, à l'exception des tissus de haute nouveauté. Et c'est nous craignons pour l'Amérique aujourd'hui, nous pourrions le craindre demain pour l'Angleterre -

M. le Président. Est-ce que vous avez à redouter la concurrence des fabricants de soieries anglais?

M. Fougère. Pas actuellement. Mais pour les soies artificielles, non seulement ils se suffisent, mais ils exportent chez nous.

M. le Président. Augmenter-ils encore par la Commission des Douanes de la Chambre?

M. Fougère. La Commission des Douanes a donné son avis favorable à l'adoption du projet. Depuis, avant-hier, M. Haubert m'a reçu seul.

M. le Président - L'augmentation est-elle certaine?

M. Fougère. Nous l'avons ébauché. Il m'a envoyé pour le 8 janvier.

M. M.

La question des Peaux de lapin, beaucoup plus importante qu'on pourrait le croire à première vue, est depuis plusieurs années, on peut dire depuis 1919, la cause de discussions et de dissaccords, restés toujours sans solution, entre les consommateurs de cette matière première, et leurs fournisseurs.

La production française peut être estimée à 100 millions de peaux, chiffre dans lequel les peaux de garennes entrent pour un assez fort chiffre. (environ 15 millions de Peaux).

Sur ces 100 millions, on estime que 20 à 25 millions seulement, sont aptes à la fourrure, tout le reste va chez les coupeurs de poils, lesquels vendent ensuite ce poil de lapin aux fabricants de chapeaux de feutre, mais les 20 à 25 millions de peaux à fourrure pourraient se trouver augmentées de 8 à 10 millions, si les peaux étaient ^{mieux} ~~bien~~ dégruillées et séchées.

Cette peau est considérée par les ménagères comme ayant si peu de valeur qu'elles n'y font aucune attention, que quelque fois même elles les jettent, sans se rendre compte qu'une peau bien faite vaut 3-4 et même 5 fois celle qui n'est bonne qu'à la coupe.

Les marchands de volailles qui font le commerce du lapin, et les bouchers de lapin, qui ^{sont} ~~sont~~ très intéressés dans cette question

ont bien soin de prendre toutes précautions utiles.

~~La production~~ Les parties intéressées dans cette question sont: d'une part, les fabricants de chapeaux de feutre, les apprêteurs de fourrures, les coupeurs de poils, les teinturiers en peaux, les lustrateurs, industries diverses, qui ensemble, d'après les statistiques emploient 25000 ouvriers en France, au bas mot.

D'autre part, les ramasseurs de peaux et les expéditeurs de volailles, dans l'un et l'autre cas, commerces de simple ramassage, avec un personnel insignifiant.

Dans les divers dossiers que j'ai eu sous les yeux, je n'ai trouvé aucune réclamation de la part des Syndicats agricoles, et cela se comprend, d'abord par ce fait que la peau de garenne ne pourrait les intéresser qu'au point de vue de destruction de l'animal ^{nuisible} et ensuite parce que la valeur ~~relativement~~ insignifiante, donnée dans nos campagnes par les chineurs de peaux de lapins, ne saurait, chez aucun de nos cultivateurs, entrer en ligne de compte ~~chez nos cultivateurs~~.

Et en effet, le prix payé pour ces peaux varie en été ~~environ~~ de 0.10 à 1. la peau, et pendant 7 mois d'automne et d'hiver entre 1. et 2.50

3) mais cette peau prend rapidement de la valeur quand elle a passé des mains du chineur à celles des marchands en $\frac{1}{2}$ gros d'abord, en gros ensuite, qui classent les tailles, les forces, ^{les couleurs} et qui arrivent, comme en 1920, à des catégories de 20^e la pièce - j'ai même vu il y a 11 jours, chez un commissionnaire de Paris des peaux de lapin blanc, ^{qui partaient à l'étranger} et il y en avait une camion entières, à 27^e la pièce. C'était le prix du lapin vivant.

Quant aux expéditeurs de volaille qui achètent, ou font acheter, les lapins vivants, ou bien les bouchers de lapin qui tous, les envoient, dépouillés bien entendu, à Paris, ou dans les grands Centres; ils sont tous très intéressés, ~~car~~ puisque certains envoient chaque semaine, aux Halles 4 et 500 lapins dépouillés, ce qui représente en ce moment entre 3000 et 3500^e de Peaux -

Or, point de vue économique les cours de la peau du lapin ont-ils une influence sur le prix de la viande, en un mot si la peau se vend plus cher le prix de la viande s'en trouve-t-il diminué?

Les expéditeurs de volaille et lapins et les bouchers de lapin répondent affirmativement.

Malheureusement, il n'en n'est pas ainsi et nous en avons les preuves officielles.

D'après les cours officiels du Bulletin des Halles
alors que la viande de lapin en 1921 valait de 6.50 à
7.50 le K^o. les peaux valaient en novembre, 260^e le cent.
en 1922 - 23 aux mêmes dates les peaux sont
à 750 et 800^e le cent, la viande est au même prix.
en février 1920 les peaux sont à 10 - 12 et 15^e pièce,
la viande est à 8^e le K^o.

Malgré les prix élevés de la peau de lapin, la viande
ne baisse pas, et la courbe ascendante nous montre
d'après le graphique, que lorsque ^{comme} actuellement, en
décembre 1924, la peau de lapin est à 30^e le K^o.
soit 7 à 8^e pièce, le prix de la viande aux Halles est
toujours aux environs de 7.50 à 8^e le K^o.

Le cours de la viande de lapin suit
uniquement les cours de la viande de boucherie,
et il ne saurait en être autrement, car tout
le monde sait que les expéditeurs de volailles qui
sont les bouchers de lapin, mettent sécher les
peaux de lapin dans leurs greniers et attendent,
tout comme les marchands de peaux en demi
gros, ou ^{en} gros, des cours spéculatifs pour
vendre à prix élevés.

Quels les industriels qui voient s'en aller de plus en plus à l'étranger ^{surtout en Allemagne} les matières premières dont ils ont besoin, sont-ils très inquiets.

Dès les derniers mois de 1922, le Président de la Chambre Syndicale des Pelleteurs, coupeurs de Paile, apprêteurs et lustreurs dans un rapport au Ministre du Commerce écrivait :

„ Alors qu'en France, la sortie des peaux de lapin et de lièvre est libre, l'Allemagne ^{en} interdit rigoureusement l'exportation

„ Cette prohibition de sortie d'Allemagne permet à nos concurrents allemands d'acheter des peaux bon marché chez eux, et de faire avec les nôtres qu'ils viennent chercher, une moyenne plus basse que chez nous, tout en payant plus cher que nous sur nos propres marchés

„ De plus, les peaux de coupe, du fait de l'interdiction de sortie, sont extrêmement bon marché en Allemagne, et la concurrence des coupeurs de paile, allemands, devient redoutable pour nous,

Il faut ajouter à ces observations que la main d'œuvre en Allemagne est très sensiblement meilleur marché qu'en France, avec un rendement supérieur du fait que la journée de 8 heures ^{n'est} pas appliquée.

Mais aujourd'hui il n'y a pas que l'Allemagne il faut y ajouter, la Hongrie, la Tchéco-Slovaquie, l'Italie, l'Autriche, la Pologne qui toutes interdisent

absolument la sortie de leurs peaux de lapins, et lièges, malgré que toutes, d'après les dernières négociations, ont obtenu des allègements très-importants sur nos tarifs douaniers.

Les industriels de la peau de lapin se rendent compte que l'application d'un droit de sortie est peut être difficile à établir, pas plus que l'interdiction absolue et complète de toutes ces matières premières, quoiqu'il en existe déjà: tel le droit de sortie sur les os de bétail, la réglementation de l'exportation des vieilles fontes et de la ferraille, le contingentement des chiffons propres à la fabrication du papier. Aussi demandent-ils une interdiction de sortie ^{mais} comportant des dérogations, en vue de pouvoir faire établir, par une Commission de dérogation, un contingentement de sortie. C'est le desir exprimé par la Commission consultative des Cuirs et Pelleteries de France dans sa séance du 20 novembre 1924, où elle a demandé, que l'exportation des peaux de lapins ~~bruts~~ et lièges, brutes ou éparées, soit soumise à une prohibition de sortie, tempérée par octroi de dérogations.

D'ailleurs, si l'on ~~compare~~ ^{comparait} le tableau des exportations avant guerre et depuis, on peut se rendre compte du danger qui menace nos industries françaises.

	Exportations	Belgique	Etats Unis
En 1912	31971 Quintaux metriques	20178	8232
1913	38739 " "	26118	8503
1921	39608 " "	27187	6395
1922	46894 " "	26372	13715
1923	47294 " "	30029	13168
1924	37115 pour 9 mois -	27236	6962

L'Allemagne qui en 1912 et 1913 avait pris respectivement 1480 qx et 1963 qx a déjà pris 2624 qx pendant les 9 premiers mois de 1924.

Comme on le voit on arrive bientôt à la sortie de 30 mille qx ~~presque la moitié~~ de ce que ~~peut-être~~ la production totale française ^{évaluée à 110,000 qx} - C'est trop (Chantre). Selon

Les négociants en peaux et bouchers de la piro reconnaissent qu'un contingentement est désirable, nécessaire même; il y a trois mois ils auraient proposé parait-il le maximum de 40 000 qx, mais je n'ai rien trouvé dans le dossier qui puisse confirmer cet avis.

Les industriels estiment que le contingentement exportable ne devrait pas dépasser 30 mille quintaux, chiffre avec lequel ils auraient déjà une demi-protection laquelle leur permettrait de lutter contre leurs concurrents étrangers.

La Commission de dérogations ou de
contingentement, aurait à répartir ces 3000 Quintaux
d'accord avec les intéressés, partie pour la fourrure,
partie pour les coupeurs de peaux.

Il ne faut pas voir dans cette demande de
demi protection, un avantage pour des industries
de luxe, comme l'on dit. Les représentants des marchands
de volaille et lapins et les ramasseurs de peaux;
il faut du poil de lapin et de la laine pour faire des
chapeaux ^{même communs} et il faut des peaux de lapin pour garnir
^{les} vêtements d'hiver que l'on trouve dans toutes les plus modestes
familles d'ouvriers - Ce n'est pas du luxe.

La fabrication de chapeaux se trouve même
bien plus frappée encore que l'industrie de la
fourrure, car d'après les graphiques dont je me
suis procuré ^{des copies}, et que je remet au dossier,
les peaux à fourrures ~~sont~~ qui ont monté en 1920 à
^{au début de 1914} 28 le K^o, sont actuellement à 22 le K^o;
tandis que les peaux brutes qui entrent chez les coupeurs
de poils, sont encore à 30 le K^o, et les 3 catégories
de poils employés dans le feutre ont pris comme valeur le
coefficient 15 -

In 1914	- Poil de garenne 13.75 le K ^o	- aujourd'hui 200
	Chapras gris 10	aujourd'hui 150
	basse qualité 8	aujourd'hui 120

En résumé, la solution est l'interdiction
de l'exportation des peaux de lapin, mais avec
une réglementation permettant d'établir un
contingentement de sortie, établi par une Commission
chargée d'examiner, de déterminer, les derogations,
et cela jusqu'à concurrence de 30 mille quintaux
métriques ^{litt} quantité qui représente le tiers de la
production française.

Si de ce fait, le montant des exportations de peaux
brutes se trouve un peu diminué, nos industriels
ayant plus de facilités, et des prix moins prohibitifs,
pourront exporter davantage de ^{M^{ses}} fabriques,
la balance commerciale n'aura ^{donc} rien à y perdre.

M. le Président remercie M. Villette gâté de l'effort qu'il
a fourni.

M. Potié s'élève de voir une industrie demander en
même temps une augmentation de droits de douane
et l'interdiction de sortie de la matière première. Ce
serait une théorie nouvelle et inassuissable, qui
pourrait avoir des conséquences redoutables. que ferions-nous
si les Américains, par exemple, nous refusaient les cotons?
C'est à l'industrie intéressée à entrer dans la voie de
progrès et à s'organiser pour se procurer elle-même

la matière faut-elle à besoin.

M. Noël, rapporteur général, ne croit pas le danger aussi menaçant qu'il semblerait, d'après le rapport qui vient d'être présenté. Le contingentement ne serait possible que s'il y avait rarefaction de la matière première.

M. Gohé désireait savoir si d'une façon certaine les pays auxquels a fait allusion M. Villette gâté ont interdit la sortie.

M. Villette-gâté - C'est exact. Ces chiffres viennent de la Direction des Douanes.

M. Scheurer fait remarquer que, d'après les chiffres mêmes de M. Villette gâté, ce sont les intermédiaires, et non les producteurs, qui gagnent des sommes importantes sur la vente des peaux et il se demande si, en réduisant l'exportation, on mettrait fin aux opérations de ces intermédiaires. Il ne le croit pas. Il y a, notamment, selon lui, un oubli extraordinaire de la part des fabricants de chapeaux de ne pas faire eux-mêmes l'élevage. D'autre part, la différence entre l'exportation actuelle et le chiffre de contingentement proposé ne mérite pas une intervention législative.

M. Teferra, revenant sur l'argumentation de M. Gohé, estime, contrairement à celui-ci, qu'un pays doit se réserver les matières premières nécessaires à ses industries. Il n'y a pas à craindre de représailles, car les autres pays n'exportent que le surplus de leur production.

M. Toté réplique que de tous les produits de l'agriculture, les peaux de lapin seront les premières à être soumises à la sortie. Ce ne serait pas encourager les produits de l'industrie que de lui accorder un monopole.

M. Noël fait remarquer que, tandis que les exportations de peaux de lapin sont allées en croissant, les importations ont suivi une courbe inverse; actuellement elles sont quatre fois plus faibles qu'en 1912. L'industrie des chapeaux ne serait donc pas touchée, puisqu'elle a moins recouru à l'importation.

M. Villette fait expliquer que le fait se situe aux intentions d'exportation des pays de l'Europe centrale.

M. Buhan craint qu'une restriction de sortie ait une répercussion sur la production.

La discussion est close.

M. le Président conclut que la Commission ne peut pas prendre une initiative, au point de vue parlementaire. Mais elle a été saisie de différents côtés d'une question qui a suscité dans tout le monde de la chapeellerie un véritable désarroi et amené, d'une part, des protestations énergiques des intermédiaires visés. Elle peut donc demander au ministre son sentiment, comme elle lui les solutions auxquelles il entend s'arrêter, et les mesures qu'il compte prendre et auxquelles l'autorise l'art. 34 de la loi du 18 déc. 1874. Lorsque la Commission aura entendu le Ministre, elle pourra délibérer à son tour.

M. Potié fait observer que les principaux intéressés, les producteurs, n'ont pas protesté, parce qu'ils ne sont pas groupés et qu'ils n'ont jamais été consultés — mais lorsqu'ils connaîtront les menaces de protection, ils ne manqueront pas de protester énergiquement.

La proposition de M. le Président est adoptée.

La séance est levée à 16h45

Communication faite à la Presse :

« La Commission des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, a donné audience à M. Fougère, président du Syndicat des fabricants de tricots. Celui-ci a exposé à la Commission les répercussions défavorables pour notre pays que pourrait entraîner l'application des dispositions inscrites dans l'art. 122 du projet de budget, concernant la détermination de la valeur incompressible en matière de droits ad valorem.

« La Commission a examiné sommairement des protestations formulées par l'industrie de la chapellerie, soit en ce qui concerne ses approvisionnements en matière première, soit en ce qui a trait aux tarifs douaniers. »

Séance du mardi 23 décembre 1924

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud, Bonzon, Noël, Chapsal, Villette Gali, Machet, Baichelet, Delahaye, Auber, Lauraine, Valette, Néron, Bournan, Tokie, Delmelle, Japy, Bompard, Charpentier, Rajon, Quesnel, Duhan.

Excusé: M. Scheurer.

L'ordre du jour porte: « Audition de M. le Ministre du Commerce ». Il s'agit de recevoir les explications du Ministre sur les négociations franco-allemandes.

M. Raynaldy, ministre du Commerce, est introduit.

Il est accompagné de M. Serruy, Directeur des accords commerciaux.

M. le Ministre expose l'état des négociations, qu'il ne croit pas devoir abriter pour la date du 10 janvier. Son motus vivendi sera recherché provisoirement et présenté à la délégation allemande le 30 décembre. Si l'accord ne pourrait se faire sur ce motus vivendi, le gouvernement recourrait vis-à-vis de l'Allemagne au tarif général.

(voir compte rendu sténographique dans le dossier de l'accord franco-allemand).

La séance se levée à 15h 30 -

Communication faite à la presse - le 23 Dec.

« La Commission des Douanes du Sénat,
réunie sous la présidence de M. Jean Morel,
a entendu ~~avec~~ ~~le~~ ^{le} Ministre du Commerce
qui a exposé devant elle ^[à son entière satisfaction] l'état des négociations
franco-allemandes »

2^e texte communiqué le 24 Dec :

« La Commission des Douanes du Sénat s'est réunie,
sous la présidence de M. Jean Morel.
M. Raynaldy, ministre du Commerce, a
fourni, à la satisfaction de la Commission,
des explications très complètes sur l'état actuel
des négociations commerciales engagées entre
la France et l'Allemagne »

Audition d'une délégation
de la Chambre syndicale de
la Maroquinerie, gainerie et
des articles de voyage

Le mardi 30 décembre 1924, à 15 heures

par MM. Jean Morel, président
et Noël, rapporteur général

La délégation comprend :

MM. J. Anson
Lucien Treixt
Blanchard
Eximel

M. Anson expose que pendant près d'un demi-siècle
les industries de la maroquinerie ont été écrasées par la
concurrence allemande. Après la guerre, elles ont pu se
développer et le nombre des industriels et des ouvriers
a plus que ~~quadruplé~~ ^{triplé}. Le nombre des ouvriers a
passé de 12000 à 50.000. Ce résultat a pu être
obtenu par la interruption des relations avec l'Allemagne
et des tarifs suffisamment protecteurs. Mais
ces industries sont inquiètes pour l'avenir, en raison
des pourparlers franco-allemands. Les propositions
du ministre leur paraissent insuffisantes tant
pour la maroquinerie que pour le fermeur.

En ce qui concerne la maroquinerie simple, M.

Amson demande un droit de 25% ^{ad valorem} au lieu de 18% proposé par le gouvernement, la tarification ad valorem ayant été substituée au tarif spécifique.

Pour la maroquinerie dure, pour laquelle le tarif spécifique a été conservé, le droit proposé de 1200⁺ parait à M. Amson suffisant; il répercute 25% de la valeur en moyenne. Mais M. Amson demande que cette position soit intitulée: « maroquinerie dure et gainée ».

M. Amson insiste sur l'importance de cette industrie en Allemagne, où elle constitue un des quatre ou cinq grands industries nationaux.

M. le Président: Exportez-vous en Angleterre?

M. Amson: Beaucoup au début - depuis quelques années, sans exportations peu.

Répondant à M. le Président, M. Amson évalue la production totale annuelle de la maroquinerie à env. 150 millions. Il ajoute que l'importation allemande en France, même inexistante, va commencer. Les premières industries apparaissent.

M. Frérot parle ensuite du fermail. Avant la guerre, M. il, nous avions en Russie un débouché important. L'Allemagne se venait nous évincer. Dès 1909-1910, nous ne pouvions plus rien faire. Les Allemands pouvaient livrer à des prix très inférieurs. Ils ~~ont~~ employaient l'acier laminé à froid, au lieu de cuivre. Ce métal était impossible à trouver en France. Ce n'est que plus tard

qu'on l'a enfin obtenu. Depuis, les Allemands ont imaginé un autre procédé, infiniment plus économique (50 à 60%) que le procédé français : ils laminent ensemble une lame de nickel et une lame d'acier, ce qui évite le nickelage et le polissage. La métallurgie française n'a pas voulu suivre cet exemple.

A cette première cause d'infériorité, il faut ajouter : la journée de 8 heures, le rendement moindre des ouvriers français, le travail en grande série de l'Allemagne, enfin les ristournes ~~généralisées~~ dont bénéficient les Allemands.

M. Noël - M. ce ~~est~~ le gouvernement ou le cartel qui fait la ristourne ?

M. Frevost - On m'a certifié que le gouvernement remboursait le cartel, mais j'en ai pas vérifié.

M. Frevost termine en demandant pour les fermoirs le maintien de la protection de 40% qui accorde actuellement de tarif général. Cette protection seule permet à cette industrie de vivre.

M. Noël demande combien cette industrie utilise d'ouvriers -

M. Frevost : pour les fermoirs, 2000 à Paris

M. Anson - pour la maroquinerie, 18 à 20.000 à Paris -

M. Blanchard, se faisant l'interprète ~~des~~ ~~des~~ ~~des~~ fabricant de sellerie fine (tarif 485 fr. tarif), demande pour cette industrie ~~un~~ droit de 4400 + les 100 Kilos, au lieu

des 1100⁺ accords - Cela représenterait une protection
de 18 % environ -

M. Blanchard, parlant ensuite des malles ^(n° 490) demande
qu'on supprime de la nomenclature les "malles ^{entièrement} ~~en cuir~~
en cuir" qu'on ne fait pas et qu'on applique
aux "malles en bois ou en carton recouvertes en
cuir" la tarification (coefficient 10) accordée
~~seulement~~ pour le premier article. Ainsi toutes les
malles auraient au tarif minimum la tarification
de 750⁺, ce qui représenterait une protection
de 25%.

M. Trévis, prenant la parole, demande que
les pièces détachées des fermetures soient soumises
aux mêmes droits que les fermetures elles-mêmes.
Pour unifier la protection des fermetures et celle
des sacs, il accepte ~~qu'elle~~ ^{qu'elle} soit fixée
à 25% pour les fermetures comme pour les sacs.

M. le Président assure les députés qu'une
note spéciale est prise de leurs desiderata, lesquel
feront, le moment venu, l'objet d'une étude
conscientieuse. Il leur conseille de demander
une audience personnelle au rapporteur spécial,
M. Charles Delonch, lequel n'a pu assister à
cette audition, et de se mettre en rapports avec
la Commission de la Chambre et le Ministre
du Commerce, leur rappelant que le Sénat
n'a pas l'initiative en matière douanière -

La séance est levée à 16h 15 -

Le Président

193

mmorel

Séance du vendredi 23 janvier 1925

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Mascaraud, Noël, Chapral, Néron, Scheurer, Courman, Bompard, Charpentier, Lefèvre, Tapy, Duhan, Quesnel, Rajon, Lemaire, Montenot.

Assistants: M. Serre, Président de la Commission du Commerce et M. Roy, membre de cette Commission.

M. Raynaudy, Ministre du Commerce, se retire.

Il expose devant la Commission l'état des négociations commerciales avec l'Allemagne
(un compte rendu sténographique sera le donner des négociations franco-allemandes) -

La séance est levée à 17 heures

Communiqué fait à la Presse.

La Commission des Affaires et Conventions commerciales du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, a entendu M. Raynaldy, ministre de Commerce, au sujet des négociations franco-allemandes -

~~Le~~ ministre a exposé devant la Commission toute la phase de ces négociations. Les dernières propositions que M. Raynaldy a soumises à la Délégation allemande ont reçu la pleine adhésion de la Commission. Celle-ci ~~lui~~ a demandé au ministre de poursuivre les négociations sur ces dernières propositions qu'elle estime devoir être maintenues. Le président a remercié le ministre de son intéressante communication -

